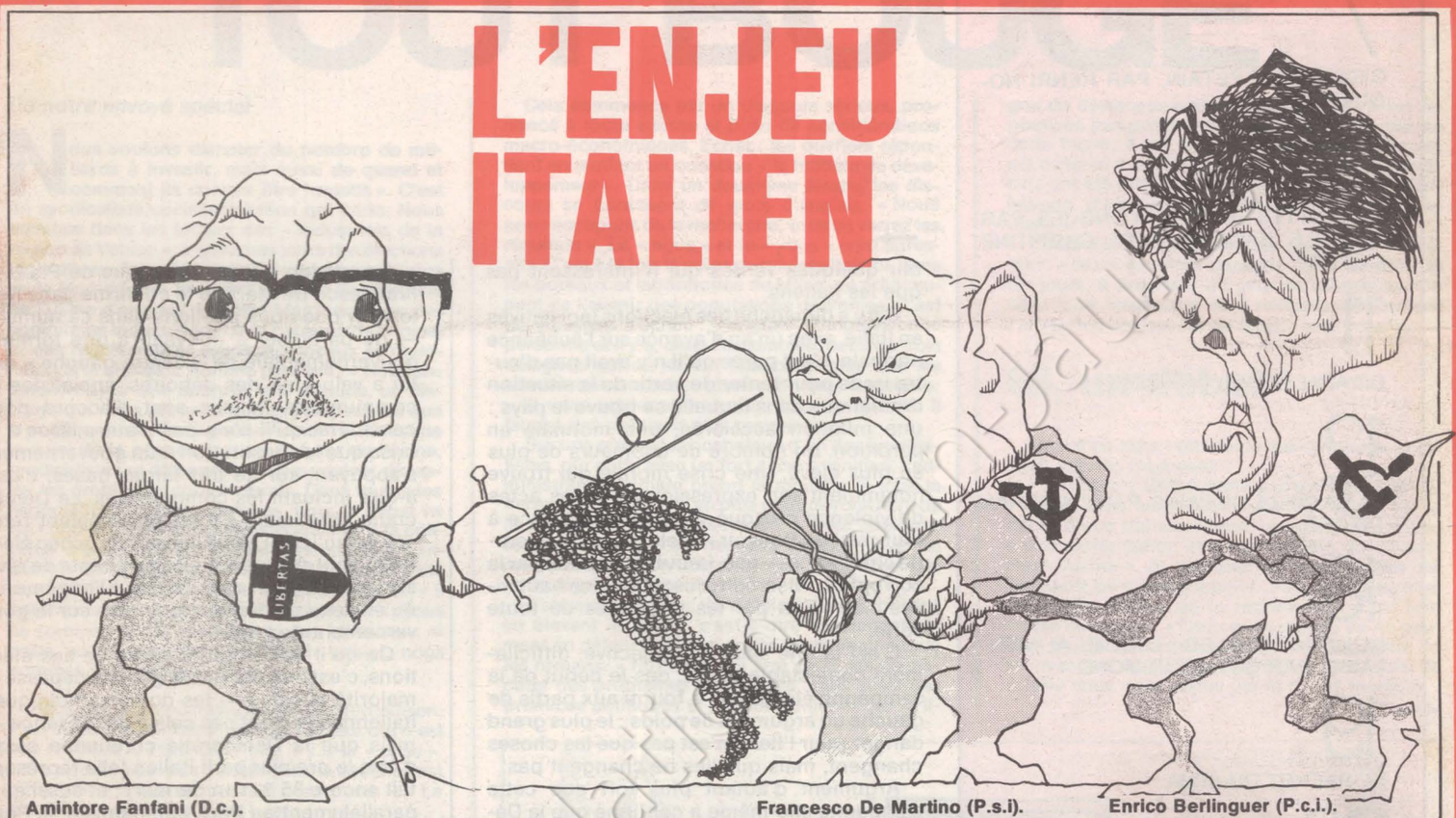
L'unité

N° 210 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 18 au 24 juin 1976

L'ENJEU ITALIEN



Amintore Fanfani (D.c.). Francesco De Martino (P.s.i). Enrico Berlinguer (P.c.i.).

Depuis les élections présidentielles françaises de mai 1974, aucune consultation électorale n'a suscité autant d'intérêt, de curiosité, d'espoir ou de craintes que celle qui va se dérouler dimanche et lundi en Italie. Depuis des semaines, un étrange débat s'est engagé en Europe et jusqu'aux Etats-Unis sur ce que pourraient être les conséquences de ces élections. Les déclarations plus ou moins fracassantes se sont multipliées sur les menaces qu'entraînerait, pour l'équilibre européen, un nouveau progrès de la gauche qui amènerait les communistes au gouvernement de Rome.

Dans toute l'Europe occidentale, les forces de droite ont brandi cet épouvantail, la Démocratie chrétienne allemande faisant naturellement chorus avec la Démocratie chrétienne italienne. Mais la droite française n'a pas voulu être en reste : comment interpréter autrement la présence de l'ambassadeur de France — dont on soutiendra difficilement qu'il était là dans le cadre de ses attributions diplomatiques — au meeting tenu la semaine dernière par Amintore Fanfani dans la capitale italienne ?

A quelques heures d'un scrutin dont chacun mesure l'importance, il est bon de réta-

→

MULTINATIONALES: L'ARME ALIMENTAIRE

- Réponse à « l'Humanité », par Michel Rocard
- Les catholiques et nous, par Roger Fajardie
- La bataille pour Paris, par Christian Pierre
- Giscard et Pétain, par Henri Noguères

Sommaire

4
FRANCESCO DE MARTINO : « L'ESSENTIEL EST DE METTRE FIN A L'HEGEMONIE DE LA D.C. »

7
GISCARD ET PETAIN, PAR HENRI NOGUERES

8
LES LUTTES LES PLUS LONGUES, PAR MICHELE BACKMANN ET CHRISTINE COTTIN

11
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

12
LA BATAILLE DE PARIS, PAR CHRISTIAN PIERRE

16
MULTINATIONALES : L'ARME ALIMENTAIRE, PAR GUY PERRIMOND

19
LE RACKET DU SOJA

20
ARDECHE : UNE « COLONIE » HOLLANDAISE, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

23
REPONSE A « L'HUMANITE », PAR MICHEL ROCARD

24
LES ENTRETIENS DE « L'UNITÉ », CETTE SEMAINE : GENEVIEVE SERREAU.

31
LES CATHOLIQUES ET NOUS, PAR ROGER FAJARDIE

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
Barrigue (pages 6, 7, 11) Coureuil (pages 3, 8, 9, 16, 21) Ferran (page 20) Keystone (page 5) Pascal Lebrun (pages 24, 25, 27) Norma (page 10) Pym (page 19) Solo (page 1) Viva (pages 4, 5).

→

blir quelques vérités qui n'intéressent pas que les Italiens.

S'il y a dimanche des élections législatives en Italie, avec un an d'avance sur l'échéance normale, c'est parce qu'il n'y avait pas d'autre issue pour tenter de sortir de la situation dramatique dans laquelle se trouve le pays : une inflation accélérée, une monnaie en perdition, un nombre de chômeurs de plus en plus élevé, une crise morale qui trouve notamment son expression dans des actes de violence presque quotidiens. Et, face à tout cela, un Pouvoir — celui de la Démocratie chrétienne — usé, impuissant, miné par la corruption, discrédité jusqu'au plus haut niveau de l'Etat par les scandales de toute sorte.

C'est là une situation objective, difficilement contestable et qui, dès le début de la campagne électorale, a fourni aux partis de gauche un argument de poids : le plus grand danger pour l'Italie n'est pas que les choses changent, mais qu'elles ne changent pas.

Argument d'autant plus fort que cette campagne elle-même a confirmé que la Démocratie chrétienne n'avait rien de nouveau à proposer : elle présente les mêmes hommes, y compris les plus compromis ; elle a recours aux mêmes vieilles recettes, elle appelle le Vatican à la rescousse pour transformer cette confrontation électorale en croisade anticommuniste.

Or, le problème posé dimanche et lundi aux Italiens n'est pas de choisir entre un gouvernement démocrate-chrétien et un gouvernement communiste. Le parti d'Enrico Berlinguer a obtenu, il y a exactement un an, près de 33 % des suffrages aux élections administratives régionales et provinciales. Il considérerait aujourd'hui comme un grand succès de se maintenir autour de ce chiffre aux élections législatives, alors qu'à celles de 1972 il n'avait pas atteint 28 %. De son côté, le Parti socialiste, qui était remonté de 9 à 12 % entre 1972 et 1975, ne peut espérer qu'une progression limitée. Il serait donc extrêmement surprenant que les deux partis ensemble atteignent la barre des 50 % et cela même en ajoutant à leurs suffrages les quelques centaines de milliers de voix qui se porteront sur les petits groupes d'extrême gauche.

Le véritable enjeu des élections italiennes n'est donc pas d'amener au pouvoir un gouvernement de gauche, mais de modifier l'actuel rapport de forces par un nouveau progrès de la gauche et un recul de la Démocratie chrétienne. De l'ampleur de ce recul — et de celui des petits partis du centre, auxiliaires de la D.c. — dépendra la possibilité de débloquer enfin une situation qui a rendu l'Italie ingouvernable.

A partir du refus catégorique du P.s.i. — Francesco De Martino le confirme dans l'interview que nous publions dans ce numéro — de participer à nouveau à une formule gouvernementale de « centre gauche » qui lui a valu bien des déboires, socialistes et communistes italiens sont d'accord pour considérer qu'il n'y a pas d'autre issue à la crise que la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur de très larges bases, c'est-à-dire incluant les communistes. La Démocratie chrétienne s'y est obstinément refusée jusqu'ici. Si elle subissait un échec électoral, peut-être serait-elle contrainte de réviser sa position et de renoncer à l'hégémonie qu'elle exerce depuis trente ans sur le gouvernement de l'Italie.

Ce qu'il faut donc attendre de ces élections, c'est non pas que la gauche dépasse la majorité absolue — les données politiques italiennes ne sont pas celles de la France — mais que la Démocratie chrétienne cesse d'être le premier parti italien (elle représentait encore 35 % l'an dernier) ; et aussi que, parallèlement au Parti communiste, le Parti socialiste renforce suffisamment ses positions pour pouvoir jouer pleinement le rôle décisif qui pourrait être le sien pour un vrai changement. C'est dans cet espoir que les socialistes français attendront lundi les résultats d'un scrutin dans lequel ils se sentent au premier chef concernés.

CLAUDE ESTIER

ALLO P.S.

TOUS LES SOIRS, A PARTIR DE 20 HEURES ET JUSQU'A 9 HEURES DU MATIN, VOUS POUVEZ ENTENDRE LE BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION DU PARTI SOCIALISTE EN APPELANT LE NUMERO 555.91.92.

A NOS ABONNES

Afin de nous éviter des frais de relance qui obèrent notre budget nous demandons à tous nos abonnés dont l'abonnement est arrivé à échéance au cours des dernières semaines et qui ne l'ont pas encore renouvelé de bien vouloir le faire sans tarder et en tout cas avant de s'en aller en vacances.

A partir de la semaine prochaine nous vous suggérerons un moyen de nous aider pendant vos vacances à recueillir de nouveaux abonnements.

Italie DANS VENISE LA ROUGE, TOUT BOUGE

De notre envoyé spécial

« Nous voulons discuter du nombre de milliards à investir, mais aussi de quand et comment ils doivent être investis ». C'est un syndicaliste socialiste italien qui parle. Nous sommes dans les locaux des « Industriels de la région de Venise », à quelques jours des élections législatives. Face à face, cinq cadres supérieurs de la Montedison, une cinquantaine de délégués de l'usine d'engrais de Porto-Marghera (une des communes industrielles de la banlieue de Venise) et des représentants syndicaux locaux et régionaux de la chimie. L'homme poursuit: « Nous entendons avoir une analyse, une attitude, un discours qui nous offrent d'autres perspectives que la politique actuelle du gouvernement ». Alors que le sujet de la négociation est le futur de l'usine, syndicalistes et délégués ouvriers veulent dépasser les problèmes conjoncturels. Dans toutes les négociations, depuis quelques mois, le débat va du contrôle ouvrier des investissements à la politique d'ensemble du gouvernement. C'est l'ensemble de la politique, celle du Pouvoir et celle des nations, qui est même en question. Car « il est impossible de continuer comme avant. Nous ne sommes ni des utopistes ni des idéalistes ; si nous poursuivons sur le chemin actuel, nous sommes tous foutus ».

Pour les administrateurs de la Montedison, « on ne peut pas investir dans un secteur qui n'est pas rentable ». Puis, bien sûr, il y a la « crise ». « On ne peut pas vous donner plus, la situation est difficile », « Il faut se mettre d'accord vite », « La lire change, le dollar aussi », etc.

« Nous ne pouvons nous limiter à combattre les effets de la crise et devons en discuter les causes structurelles, répondent les syndicats. Surtout lorsqu'on est une entreprise « publique » de la taille de la Montedison. Vous avez des responsabilités dans la situation actuelle qui n'est pas due au Saint Esprit. » La convention collective signée il y a deux ans prévoyait une restructuration de l'usine de Venise. Aucun investissement n'ayant été fait, les ouvriers de Porto-Marghera se demandent aujourd'hui s'ils continueront d'être des producteurs ou se transformeront en simple magasiniers d'engrais produits ailleurs.

Poncifs

L'ambiance est étonnante. Syndicalistes et délégués ouvriers sont assis en désordre. Ils prennent la parole à tour de rôle et toutes les tendances politiques s'expriment. Ils écoutent passionnément les représentants de la direction, rient volontiers, ils se fâchent quand on essaie de les mener par trop en bateau. La force est incontestablement de leur côté. La table qui sépare les uns des autres ne fait pas 60 cm de large. Avec la volubilité italienne, ça pourrait être presque dangereux. Face aux syndicalistes, les administrateurs ont l'air fripé, gêné, engoncé, vieux. Le « chef » est venu de Rome exprès pour cette négociation. Il fait penser à un énarque moyen de la première génération qui aurait trop travaillé avec Michel Debré. Il parle beaucoup, mais sait écouter. En duo avec son voisin de droite, ils nous offrent, sans filet, un étonnant spectacle d'idéologie bourgeoise tentant de contrôler la classe ouvrière. Les duettistes sont acculés — à l'image du système qu'ils défendent — et, leurs munitions de premier choix s'étant épuisées, il ne leur reste que les poncifs. Tout y passe.

Cela commence par un discours sérieux, prononcé à toute vitesse et plein de considérations macro-économiques. Echec: les ouvriers répondent en mettant en question « le modèle de développement ». Dans un deuxième temps, les discours se ponctuent de mots d'anglais. « Nous nous occupons de la recherche, vous en verrez les résultats ». Le « nous » et le « vous » sont agressifs. C'est à la fois la science et le capital qui, dans les bureaux et laboratoires de Milan, se préoccupent de l'avenir des populations de Venise. C'est de nouveau l'échec : l'anglais n'impressionne personne et il y a, dans l'assemblée, deux ou trois délégués qui en savent beaucoup plus que les administrateurs sur le plan technique. Reculade: « Si vous voulez entrer plus dans les détails, il faudra des réunions plus restreintes ».

Sur une erreur de vocabulaire d'un des syndicalistes, qui parle avec un fort accent vénitien, l'administrateur romain prend la mouche et joue la carte du mépris : « Si en plus nous devons faire de la philologie, où allons-nous ? » Mais quelques secondes après l'ouvrier visé répond: « Je ne mets pas encore en doute votre compétence, mais nous pourrions y venir ».

A chaque coup bas, les syndicalistes répondent en élevant le débat, c'est-à-dire fondamentalement en défendant leurs droits à intervenir à tous les niveaux. « Nous devons être capables de discuter des problèmes techniques, mais aussi des prémices politiques et de leur influence sur la ligne de développement économique. Si nous ne pouvons pas poser le problème de notre rôle de cette façon, il est inutile de discuter ». Chacun est conscient de l'importance de l'autre, les syndicats ont été clairs : « Nous demandons à la Montedison d'être aussi protagoniste du changement ».

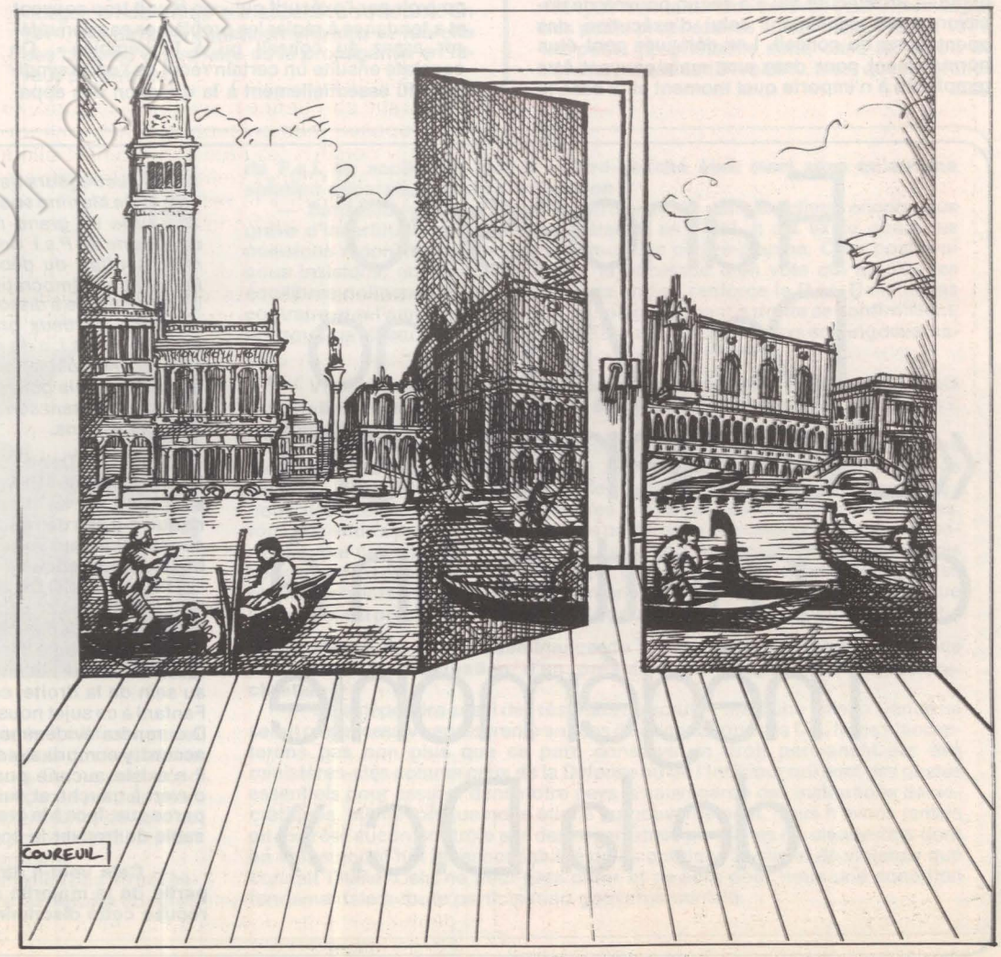
Conclusion de la discussion, pour l'administrateur: « Nous sommes disposés, dans un délai de dix jours, à proposer un plan de réorganisation dans une enveloppe de 6 milliards concernant l'usine, les conditions de travail, la production. »

68, un début

Mais d'où vient cette force des syndicats, comment est-elle organisée ?

« En France, 1968 a marqué une pointe du mouvement, sans lendemain. En Italie, elle a été le début d'une transformation complète des luttes, d'une réorientation et d'une montée du mouvement ouvrier ». Je suis avec les syndicalistes qui ont participé à la négociation. Pour eux l'essentiel est l'organisation de la représentation au sein même de l'usine. « Ceux qui ont vécu ça ne peuvent plus penser comme avant ». L'originalité du mouvement tient au double fait qu'il est sorti de l'usine mais reste animé par la classe ouvrière.

→



DANS VENISE LA ROUGE, TOUT BOUGE



« Le choix des syndicats en Italie est d'exercer leur influence à travers le conseil d'usine. Ils n'existent plus en tant que tels au niveau des unités de production, mais au travers d'un organisme ouvert à tous et représentant l'ensemble du personnel ». A l'intérieur de règles générales chaque entreprise s'organise comme l'assemblée des travailleurs le souhaite.

L'assemblée est l'organe suprême des décisions. Elle a droit à 10 heures de réunions payées par an, elle est convoquée chaque fois qu'il y a grève. On y discute des problèmes de l'usine (conventions collectives, luttes, organisation du travail) mais aussi des problèmes du quartier et des problèmes politiques. Mais si l'assemblée est l'instance supérieure, l'organe qui fonctionne le plus couramment est le conseil d'usine.

« L'élection des délégués au conseil d'usine se fait sur une feuille blanche. Mais nos structures et notre législation sont complètement différentes des vôtres. Chaque travailleur peut porter sur ce bulletin vierge le nom qu'il veut, que ce soit celui d'un syndiqué de la C.g.i.l., de la C.i.s.l. ou de l'U.i.l. Il peut même inscrire le nom d'un travailleur non syndiqué ». Cette feuille blanche est, aux yeux des ouvriers, la plus grande victoire de la démocratie ouvrière qu'ils font fonctionner dans l'usine. Chaque groupe homogène de 20 travailleurs a droit à un délégué. Ceux-ci, réunis en conseil, élisent — encore une fois sur papier blanc — un exécutif qui n'a aucun pouvoir de décision, mais seulement celui d'exécution des orientations du conseil. Les délégués sont élus normalement pour deux ans, mais peuvent être remplacés à n'importe quel moment si la base le souhaite. Le conseil choisit en son sein des « permanents » (4, par exemple, pour une usine de 7 000 ouvriers) qui pratiquent la rotation, la durée de leur mandat n'excédant pas trois mois.

« Quand nous nous réunissons sans la direction, ça se passe au couteau ». La structure prévue n'est pas lénifiante, les affrontements y sont au contraire très violents ; mais les ouvriers parviennent à présenter une position unifiée devant le patron. En fait, 80 à 90% des délégués sont syndiqués. Les « extra-parlementaires » ne manquent pas de reprocher ce « contrôle » maintenu par les syndicats, qui agissent de l'extérieur, mais restent très présents.

Du point de vue des organisations syndicales, les principaux problèmes sont au nombre de trois : d'abord la tentation de monopolisation du pouvoir par l'exécutif qui « se réunit trop souvent et a tendance à régler les problèmes sans en référer assez au conseil ou à l'assemblée ». On constate ensuite un certain recul de l'unité syndicale dû essentiellement à la direction des appareils. Enfin, certains syndiqués regrettent que ceux qui sont élus n'acceptent pas avec la même égalité d'humeur de retourner à la production après avoir exercé leur mandat. « Mais c'est seulement comme ça que nous éviterons la bureaucratie et que nous assurerons la victoire de la classe ouvrière ».

Ici aussi la «clientèle»

De quels problèmes les militants s'occupent-ils en dehors de l'usine ? « De tous, répondent-ils unanimement. Les ouvriers ne doivent pas s'enfermer dans leur « boîte », mais avoir des rapports aussi bien avec les autorités qu'avec la population. La première préoccupation qui nous a amenés à sortir de l'usine, c'est la pollution. Nous en sommes les premières victimes, mais pas les seules. Ensuite se sont posées les questions du trans-

Francesco De Martino : «L'essentiel est de mettre fin à l'hégémonie de la D.c.»

A quatre jours des élections italiennes, François Mitterrand et Francesco De Martino se sont retrouvés mercredi soir à Florence pour tenir ensemble un grand meeting qui devait constituer le point culminant de la campagne du P.s.i. Cette campagne a été très active, mais elle a incontestablement souffert du débat public qui s'est instauré entre le Parti communiste italien et la Démocratie chrétienne depuis que le gouvernement d'Aldo Moro a dû se résoudre à dissoudre le Parlement et à recourir aux élections anticipées.

Entre les deux grands partis qui continuent à polémiquer sur tous les terrains, le P.s.i. a du mal à se faire entendre. Il occupe cependant, et plus que jamais, une position décisive puisque, quel que soit le résultat des élections, aucune formule gouvernementale ne sera viable sans son accord et sa participation. Comment son secrétaire général voit-il les choses ? Voici ses réponses à nos questions.

L'UNITE : Dans l'épreuve de force qu'elle a engagée contre le P.c.i., la Démocratie chrétienne fait flèche de tout bois et tente de récupérer des suffrages sur sa droite, dans l'électorat néo-fasciste notamment. Cela ne risque-t-il pas de rendre plus difficile, après les élections, le dialogue pour la constitution que vous souhaitez d'un gouvernement reposant sur une large base démocratique ?

FRANCESCO DE MARTINO : Il y a effectivement un problème de la récupération des votes de droite qui doit être abordé par une action politique destinée à convaincre démocratiquement les citoyens et les couches sociales trompés par la démagogie fasciste, essentiellement dans le Sud. Mais quand cette récupération se fait en encourageant les tendances réactionnaires qui existent au sein de la droite, cela devient un processus dangereux. Les initiatives de Fanfani à ce sujet nous préoccupent sérieusement. Un glissement à droite de la D.c. rendra évidemment plus difficile, après les élections, la recherche d'un accord, y compris avec notre parti. Je dois préciser à ce propos que, pour nous, il n'existe aucune possibilité d'un gouvernement D.c.-P.s.i. qui ne soit pas ouvert à gauche et qui n'inclue pas les communistes dans la majorité. Et cela parce que, face à la gravité des problèmes qui se posent au pays, il est indispensable de trouver le concours des plus larges masses populaires.

— Cela veut-il dire que, selon vous, les communistes pourraient faire partie de la majorité sans être au gouvernement ? Le P.c.i., pour sa part, récuse cette discrimination et revendique de participer au gouvernement.



port et du logement. Nous sommes même parvenus à mobiliser 40 000 ouvriers sur la place Saint-Marc sur des thèmes culturels. Nous sommes également allés voir les paysans, car nous voulions savoir pour qui nous produisions les engrais, mais le dialogue reste difficile ».

Le lien entre l'usine et la région se fait par l'intermédiaire du conseil de zone, qui regroupe les représentants de tous les centres de travail d'une zone considérée (usines, bureaux, hôpitaux, écoles, etc.), plus des représentants des syndicats et des entités locales. « C'est le point de rencontre de toutes les contradictions, puisque on y trouve aussi bien le « banquier » que le métallo. Progressivement, les anciennes structures doivent être remplacées par les nouvelles, mais nous nous heurtons à des résistances au sein même des organisations syndicales ».

Alors que je m'émerveillais de l'étendue de cette démocratie nouvelle, mes interlocuteurs me répondirent : « Nous pratiquons à la base, sur tous les problèmes concrets, l'unité dont il est question dans le discours des dirigeants politiques. Chaque Italien sait et peut juger ce que nous voulons faire. Mais cette politique ne veut pas dire que nous éviterons à jamais « lo scontro diretto », l'affrontement direct, violent, avec la bourgeoisie. Aucun ouvrier ayant vécu toute sa vie l'exploitation capitaliste ne peut sérieusement penser qu'il est évitable. Mais s'il n'est pas pour aujourd'hui, il faut le préparer aussi bien que possible ».

Si Venise est une ville « rouge », grâce notamment à ses quartiers industriels, la Vénétie est une région « blanche », contrôlée depuis longtemps par la Démocratie chrétienne. Au moment de l'unité italienne (1866), on a regretté ici les Autrichiens « bons administrateurs » qui s'appuyaient sur les curés et présentaient le Piémont comme un royaume de francs-maçons. Dans les années 50, les curés promenaient encore la Madone dans les villages en disant qu'elle appelait à voter D.c. En 1974, des paysans chassaient à coups de fourche des couples venus faire de la propagande en faveur du divorce.

Aujourd'hui, la Vénétie est la troisième région industrielle d'Italie, grâce à Porto-Marghera et à un tissu de petites et moyennes entreprises surtout spécialisées dans la mécanique et le textile. Souveraine dans la région, la Démocratie chrétienne a pu faire fonctionner à plein sa politique « clientélaire » en installant, par exemple, l'un des siens à la tête de la Caisse d'Epargne. Par rapport à la Calabre, il s'agit d'une économie moins parasitaire, plus complexe, mais la « clientèle » existe ici comme dans toute l'Italie. Plus encore qu'ailleurs, la D.c. possède en Vénétie un caractère « interclassiste » qui lui permet d'assurer le rôle de médiateur dans les conflits sociaux. La crise aidant, tout ce bel équilibre connaît de sérieuses difficultés. Cela se mesure aussi dans l'agriculture.

Conseils de quartier

« La Démocratie chrétienne a vendu notre agriculture au Marché commun pour des raisons politiques. Nous étions plus qu'autosuffisants il y a vingt ans, aujourd'hui nous devons importer une partie de notre nourriture ». Je suis chez des paysans, à mi-chemin entre Trieste et Venise. Ils sont trois, ronds, roses, forts et furieux. Anciens métayers, ils sont aujourd'hui petits propriétaires intégrés dans un réseau de coopératives. Ils m'expliquent l'évolution des rapports fonciers. En 1951, 68% de la surface cultivée était travaillée par des petits propriétaires et des métayers. En 1971, les petits propriétaires sont, dans la région de Venise, passés de 18% à 25%, alors que les grands

→



— Nous, socialistes, n'avons aucune objection à ce que le P.c.i. fasse partie du gouvernement. Naturellement, il faudra tenir compte à la fois du résultat des élections et du comportement des autres forces politiques. On ne peut donc exclure une formule gouvernementale qui ne comporterait pas la participation organique du P.c.i. Mais, encore une fois, tout dépendra du résultat du vote du 20 juin. S'il y avait une majorité de gauche, le problème se poserait évidemment de façon très différente de ce qu'il serait dans le cas contraire.

— Mais les exclusives lancées par la D.c. ne risquent-elles pas de perpétuer la situation que vous aviez vous-même décrite lors du dernier congrès du P.s.i. en soulignant que le centre-gauche était mort sans qu'aucune solution apparaisse encore à l'horizon ?

— Sans aucun doute, nous nous trouverions dans un climat encore plus grave d'incertitude si les choses restaient en l'état. Il est exclu que nous puissions reconstituer l'ancienne formule de centre-gauche. C'est pourquoi nous insistons, nous socialistes, sur la nécessité d'un vote qui modifie les équilibres politiques et qui, avant toute chose, renforce le P.s.i. Dans le cas contraire et si l'ambiguïté de la D.c. et son glissement à droite se confirmaient, le risque serait encore plus grand qu'aujourd'hui que le pays soit ingouvernable.

— Vous venez de parler de la nécessité d'accroître la force du P.s.i. Mais la tentative de la D.c. de faire de ces élections un référendum contre le P.c.i. ne nuit-elle pas à votre parti ?

— C'est vrai, mais, en considérant la façon dont se déroule la campagne électorale, les foules qui viennent à nos meetings, l'enthousiasme de nos militants, je peux dire que la tentative de « radicaliser » la campagne électorale à notre détriment a rencontré de grandes difficultés. Nous faisons, en tout cas, tous nos efforts pour empêcher qu'une partie de la population se laisse impressionner par cette grossière manœuvre de la D.c. Ce n'est malheureusement pas ce que font les petits partis du centre qui, par leurs exclusives anticommunistes et antisocialistes, contribuent à maintenir l'hégémonie de la D.c. Alors que l'essentiel est précisément de réduire le pouvoir et la prédominance de ce parti.

— Mettre fin à la prédominance de la D.c., cela signifie-t-il que vous préconisez la désignation d'un président du Conseil non démocrate-chrétien ?

— Cela dépendra aussi des résultats du scrutin. Mais une telle exigence ne serait pas excessive après trente années de domination de la D.c. Nous n'accepterons pas non plus que ce parti conserve un droit permanent sur des ministères-clés comme ceux de la Défense ou de l'Intérieur qui sont des postes essentiels pour assurer dans notre pays la sauvegarde des institutions démocratiques. Même lorsque nous étions au gouvernement, nous n'avons jamais pu exercer aucun contrôle sur des organismes parallèles ou clandestins dont on voit aujourd'hui la responsabilité qu'ils ont dans le climat de violence que connaît l'Italie. Cela ne peut plus durer et ce sera pour nous une condition fondamentale à toute participation gouvernementale.

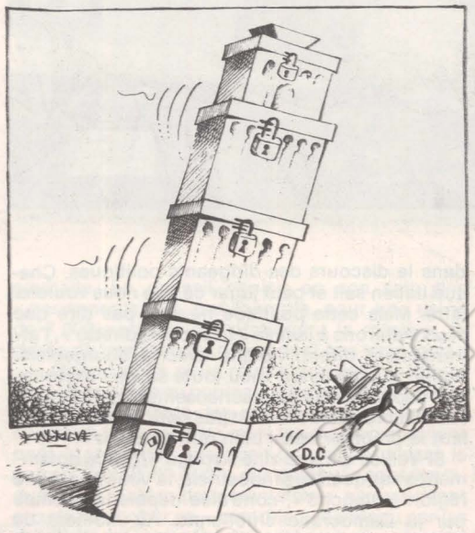
DANS VENISE LA ROUGE, TOUT BOUGE

propriétaires passaient de 30 à 65%. La Démocratie chrétienne a donc favorisé un mouvement d'intégration de l'agriculture dans le monde capitaliste favorisant le rejet d'une grande partie de la population agricole vers les villes, vers l'émigration. Seul un petit nombre de métayers a pu accéder à la propriété de la terre. Aujourd'hui, la grande majorité des hommes qui travaillent dans l'agriculture ont plus de 45 ans. Les jeunes sont partis. Mes interlocuteurs estiment qu'il leur faudrait 15 hectares de terre pour avoir un niveau de vie comparable ou supérieur à celui de l'ouvrier. Encore est-il essentiel d'y pratiquer des cultures spécialisées (vignes, fruits, etc.).

« Il n'y a pas eu, en fait, de vraie politique agricole de la Démocratie chrétienne. Par exemple, en 1970, elle a donné des subventions pour construire des étables. En 1972, pour abattre les bêtes — ce qui a conduit à la disparition de 50% du cheptel — et, en 1975, pour engraisser des veaux. Résultat : il faut importer 3 milliards de viande par jour ». Les plans verts, théoriquement destinés aux petits propriétaires et métayers, sont allés pour 70% aux gros « qui savaient comment faire pour obtenir les crédits auprès des banques et se sont servis de l'argent ainsi reçu pour investir dans l'industrie ». Ajoutons que la Démocratie chrétienne contrôle les petits paysans par l'intermédiaire de leur association, les Coltivatori diretti, animée par l'un des dirigeants les plus à droite de la D.C., Mario Bonomi. Mais la crise rend la politique de clientèle, ici aussi, difficile à pratiquer et les petits propriétaires se rendent compte que mieux vaudrait pour eux pratiquer une politique tendant à développer la productivité. Quant aux métayers, ils se battent pour obtenir 60% de la récolte. Ils veulent surtout avoir le droit de choisir les cultures et ne pas être obligés de livrer chez lui sa part au propriétaire : « Il n'a qu'à venir la chercher dans le champ ». L'élément le plus nouveau, bien qu'encore très embryonnaire, c'est que le problème agraire est discuté dans les usines: « Ce sont même les ouvriers qui font exploser certaines contradictions. Ainsi ont-ils fait une grève contre la création d'un raffinerie en zone agricole, ce qui nous a permis de prendre conscience ».

Si l'ouverture du mouvement ouvrier en direction des paysans est la plus nouvelle, la plus naturelle s'est faite dans la ville même en direction des habitants. Depuis 1964, la population a organisé, avec l'appui de toutes les forces politiques représentées au conseil communal, des conseils de quartier dont l'objectif est de « décentraliser l'administration, y faire participer la population ». Au début, les délégués étaient nommés par les partis. L'année prochaine, ils seront directement élus.

Une loi vient même d'institutionnaliser ces conseils d'une façon souple pour toute l'Italie. Ils sont dotés d'un pouvoir administratif réel sur certaines questions spécifiques comme la concession de licences commerciales et de construction, les écoles communales et les problèmes sanitaires. Ils suscitent parfois des « assemblées de quartier » ou des « comités » sur des problèmes spécifiques. En liaison avec l'administration communale, ils ont l'immense avantage de « rapprocher la démocratie déléguée des intéressés ». Pour Ugo Camerino, qui préside l'un d'entre eux, « les conseils de quartier ont un grand rôle politique: ils permettent la confrontation sur des problèmes concrets des forces démocratiques et de la population non directement politisée. Ils permettent de créer une conscience, d'amener à la participation. Les gens se réveillent beaucoup plus facilement quand on les amène à discuter concrètement de problèmes qui les concernent directement ».



Pas qu'un décor

Et Venise, dans tout cela ? Les canaux, les gondoles, la place Saint-Marc, cette beauté de carte postale à laquelle pourtant personne ne peut rester insensible ? Ce rythme de vie au fil de l'eau dans une ville sans voitures où il fait si bon se promener ? Venise, centre culturel, centre historique, comme on dit là-bas, reste-t-elle en dehors de ce fantastique mouvement ? Loin de là. Elle est au contraire le cœur d'une bataille idéologique et politique essentielle que mènent les forces de gauche contre le Démocratie chrétienne et son régime. C'est dans cette ville qu'a été tenté le premier « mini-compromis historique » avec la Démocratie chrétienne locale, comme le rappelle Gianni De Michellis, membre de la direction nationale du Parti socialiste, et partisan d'une unité d'action profonde avec le Parti communiste. « Ce qui ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tout ».

La tentative a été cassée autoritairement par Fanfani, laissant la gauche seule au pouvoir. « La D.c. reste le parti le plus important, mais elle est aujourd'hui incapable de gouverner ».

« Venise était depuis très longtemps un des centres culturels les plus importants de l'Italie », nous a dit Mario Barato, professeur à l'université, membre du conseil directeur de la Biennale. Or « la D.c. est en pleine décomposition culturelle. Sa base est constituée essentiellement d'employés, de comptables, de membres de professions libérales. En même temps qu'elle a cessé de s'appuyer essentiellement sur l'Eglise pour chercher des bases plus économiques, elle a cessé de représenter une culture hégémonique catholique, elle a cessé d'administrer la politique culturelle de Venise avec envergure. Ce qu'on ressenti certaines couches de la petite bourgeoisie, notamment chez les artisans d'art ».

La politique culturelle démocrate-chrétienne la plus intelligente a été celle de la Fondation Cini, créée par un grand industriel, jadis lié au fascisme. Elle se résume facilement: faire de Venise une ville festivalière, touristique, un point de rencontre pour étudiants, savants ou artistes du monde entier, sans se soucier de la population. C'est ce que la gauche appelle « faire de Venise un décor ». Une contradiction flagrante avec le passé de la ville, la source d'une gigantesque spéculation immobilière, dont le premier effet a été de chasser vers les villes industrielles une grande partie de la population du centre historique. Aujourd'hui, la gauche propose autre chose.

Tout a commencé en 1968 lors de la Biennale, quand étudiants et intellectuels se sont violemment heurtés aux forces de l'ordre. Il s'est ensuivi une complète remise en question du rôle culturel de la ville et de la Biennale, « cette foire-exposition de la mercantilisation de l'art qui convenait parfaitement aux directeurs de galeries et aux industriels de Paris, Londres ou New York » mais dont les Vénitiens ne veulent plus.

Ingouvernable ?

Depuis 1973, une loi a permis aux communistes, aux socialistes et surtout aux syndicats de prendre en main la gestion de la Biennale. C'est pourquoi une victoire de la nouvelle politique est indispensable, souligne Barato: « Un échec serait inmanquablement attribué à cette originalité ». Mais les difficultés sont sérieuses, financières autant que politiques.

« Ce qui est en question, dit Barato, c'est de faire de la culture une activité permanente et non plus saisonnière, une activité à laquelle participerait toute la ville ». Il rappelle la présence de deux universités renommées, l'existence du théâtre de la Fenice, l'ouverture prochaine des plus grandes archives historiques des arts contemporains où l'on pourra trouver tout ce qui se fait dans le domaine de l'édition, du cinéma, de la photo, de la peinture, de la sculpture. Il souhaite que la Biennale canalise ces efforts: « Elle doit trouver des interlocuteurs et établir d'une façon permanente des rapports créatifs dans deux directions: à la base, avec les associations culturelles, les syndicats ; dans les unités de recherche universitaire et artistique. A tout moment, chaque activité doit se refléter au plan de la théorie (recherche) comme au plan social (dans la population) ». On mesure aisément à quelles oppositions une telle politique se heurte et d'abord « ces critiques au service des marchands qui regrettent que Venise ne soit plus Cannes et exercent même de l'étanger des pressions auxquelles nous devons en partie céder ».

Les élections de dimanche risquent fort de montrer que l'Italie est ingouvernable. En tout état de cause, la crise politique ne prendra pas fin, mais le pays se prépare au changement, pas seulement au niveau du gouvernement. Il s'agit d'une transformation radicale qui se manifeste dans l'administration des villes et des campagnes, dans les usines comme dans le domaine de la culture. « Nous préparons le 21 juin, m'a-t-on dit maintes fois, et si ce n'est pas celui-ci, un autre. Nous gagnons progressivement du pouvoir à tous les niveaux. La Démocratie chrétienne contrôle encore 80% de l'apparail administratif et économique, nous devons en tenir compte. Pour faire face à la peur du lendemain des élections, à cette appréhension, que nous connaissons tous, la meilleure réponse est de montrer, dès aujourd'hui, quel type de société, quel type d'organisation, quel type de démocratie nous voulons ».

FRANCIS PISANI

changer la vie politique

LECANUET L'HONNETISSIME

En décembre dernier, l'ancien ministre giscardien Philippe Malaud s'était permis, sur France-Inter, de juger « extravagant » un jugement (pour fraude fiscale...) du tribunal de Mâcon, accusé de « demi-anarchie ». Les magistrats de Mâcon tempêtèrent et obtinrent que leur ministre porte plainte en diffamation. Ce que Jean Lecanuet fut bien contraint de faire.

Trois mois passèrent et Malaud vient de récidiver à l'occasion d'un article dans « le Courrier de Saône-et-Loire ». Nouvelle colère des juges, qui demandent une deuxième plainte. Mais Lecanuet fait le mort...

Du moins c'est ce qu'on croyait. En réalité, il manœuvrait contre ses magistrats ; ce que vient de révéler une photocopie que publie « le Canard enchaîné ». Celle d'une lettre datée du 28 avril 1976 où Lecanuet, par la plume de son directeur de cabinet, essaie de persuader le Premier président de la cour d'appel du lieu que l'article n'est pas diffamatoire « à l'exception peut-être des 4 dernières lignes » (sic). Qu'il « ne serait pas opportun que de nouvelles poursuites soient exercées », que cela « n'ajouterait rien », sinon « l'inconvénient » de prolonger une polémique en son principe « regrettable ».

Lecanuet, qui met à tout propos son honnêteté et son honneur en écharpe, va sûrement donner l'explication de cette atteinte ministérielle à l'indépendance de la magistrature. Ou faut-il croire que le président du nouveau parti centriste a voulu « faire une fleur » à un dirigeant de ces R.i. avec qui il parle de s'allier, sinon de fusionner ? Une sorte de cadeau de fiançailles...

COUP FOURRÉ AUX R.I.

Trahison dans l'air et scission giscardienne à Toulon. Dans cette ville, les cadres Républicains indépendants avaient un ennemi juré : le centriste (en fait, très à droite) maire de Toulon, Maurice Arrecks. N'avait-il pas présenté ses propres candidats contre les R.i. toulonnais lors des récentes élections cantonales ?

Mais l'ordre est venu de Paris : « récupérer » Arrecks. Sous le patronage du tuteur régional des giscardiens, Paul Dijoud, Arrecks vient d'être désigné comme président des R.i. du Var !

Du coup, une bonne partie des cadres Républicains indépendants de Toulon ont fait scission et — avec le soutien discret de l'U.d.r. — ont constitué une fédération R.i. autonome. Du sport en perspective, à droite, aux prochaines municipales...

HABY NORMALISE

Le 3 juin dernier, l'inspecteur d'académie des Hauts-de-Seine, sur un ordre venu on ne sait d'où, faisait part de son licenciement à Robert Pelletier, instituteur suppléant à Gennevilliers. Ce licenciement a pris effet à compter du 8 juin « en raison, est-il précisé, de la nature de la condamnation portée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire vous concernant ».

Connu de la Sécurité militaire pour son appartenance à la Ligue communiste et considéré de ce fait comme un des meneurs de la manifestation de soldats à Draguignan, Pelletier avait été condamné en janvier 1975 par le Tribunal permanent des forces armées de Marseille, à 12 mois de prison, dont 4 mois fermes. Peu de temps après, le gouvernement et des militaires de haut rang admettaient pourtant publiquement le bien-fondé du malaise du contingent. Une partie des revendications de Draguignan était même satisfaite, comme pour justifier a posteriori la manifestation.

Libéré en mars 1975, Pelletier reprenait son poste de surveillant à Gennevilliers pour devenir instituteur suppléant à partir d'octobre. Le remarquable travail pédagogique auquel il a participé dans des classes de transition ne souffre pas le moindre reproche.

Cette mesure intervient d'ailleurs dans un contexte général de « normalisation » au sein des services de l'Education particulièrement dans cette académie de Versailles à l'égard des divers personnels (voir page 31) ou de l'université de Nanterre, dont le président vient de dénoncer « le sabotage » (refus d'une session d'examens en juin) par Alice Saunier-Seïté et ses gens.

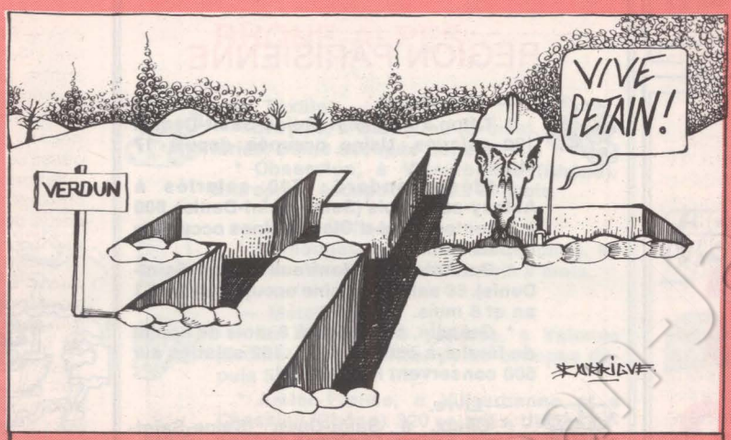
LE CAP NE PASSE PAS

« Le Cap », journal du Comité d'action des prisonniers, reste interdit dans les prisons. Pour protester contre la censure qui ne vise plus que ce seul journal, Jean Lapeyrie, actuellement détenu à Fleury-Mérogis, a déposé deux plaintes.La première comme directeur de publication du « Cap », pour préjudice grave, et l'autre comme prisonnier victime d'un abus de pouvoir. Le juge d'application des peines de Nanterre qui a fait « tomber » le sursis de Lapeyrie n'avait sans doute pas mesuré à quel point il favorisait ainsi l'action du militant contre lequel il a déployé tant d'acharnement...

MILITANT AUSSI

Elève de terminale B au lycée international de Saint-Germain-en-Laye, Frank Burbage a raflé, à 17 ans, deux premiers prix au concours général : un de philosophie, un de sciences économiques et sociales.

Qu'on souligne dans ces colonnes que Burbage appartient — activement — au Mouvement de la Jeunesse socialiste n'est pas l'effet de quelque goût de la gloriole. Il ne s'agit que de rappeler combien militantisme et réussite (scolaire, professionnelle...) loin de s'exclure, peuvent souvent se mêler sans heurts et même s'enrichir l'un l'autre.



GISCARD ET PETAIN
PAR HENRI NOGUERES

Le scénario avait été soigneusement préparé. Il devait commencer, avec le concours apprécié de Marcel Jullian et d'Armand Jammot, par une confrontation « équilibrée » entre des représentants qualifiés de la Résistance et des représentants non moins qualifiés du pétainisme. Il devait se poursuivre à Verdun avec la participation d'un nombre relativement important de combattants de la Première Guerre Mondiale, venus écouter un discours du président de la République. Le tout préparant le transfert des cendres de Pétain à Douaumont.

Le refus opposé aux dirigeants d'Antenne 2 par toutes les organisations représentatives d'anciens résistants, de combattants de la France libre, de déportés et internés a fait échec à ce plan. Et ce n'est pas la participation individuelle des trois résistants incapables de... résister à l'attrait de la caméra qui pouvait sauver du naufrage le pseudo-débat des Dossiers de l'écran.

Elu de la droite et de l'extrême droite, chef d'une majorité qu'il sait condamnée, Valéry Giscard d'Estaing avait vu dans cette manœuvre politique de grand style une possibilité de récupération électorale de tous les attardés du pétainisme et de la collaboration. D'où ce discours dans lequel la trahison est devenue une « défaillance » et un « malheur » auxquels Pétain n'aurait été qu'« associé »...

Il faudra bien que le Président « de tous les Français » en prenne son parti : la dernière phase — la plus spectaculaire — de l'opération Pétain n'est pas pour demain. Mais qu'il se rassure : les voix qu'il souhaite ramener à sa majorité présidentielle ne lui feront pas plus défaut qu'elles ne lui avaient manqué en mai 1974. Avec ou sans transfert des cendres, les fidèles de Pétain apporteront tous leurs suffrages à ce qui sera demain malgré eux... et peut-être un peu à cause d'eux, la minorité présidentielle.

LES LUTTES LES PLUS LONGUES

La palme peu enviée du plus long conflit de France revient à une petite entreprise de cuirs de Haute-Normandie : « Famosia », où les salariés occupent leur usine depuis 1 an et 10 mois. Mais Famosia n'est pas un cas isolé, et partout, aujourd'hui, des travailleurs mènent de longues, très longues luttes pour préserver leur emploi.

Avec l'aide de la C.g.t. et de Louis Bodin, du service économique de la C.f.d.t., « l'Unité » a recensé ces combats. Une liste qui ne prétend pas être exhaustive. Mais qui montre bien l'inanité des déclarations optimistes du gouvernement.

Plus de 40 usines occupées à l'heure actuelle depuis plus de 2 mois. Près de la moitié d'entre elles (18 exactement) le sont depuis un an et demi et plus ! Et dans 15 autres au moins les travailleurs se battent depuis 6 mois, 8 mois, un an...

Les longues luttes qui ont trouvé une solution sont également révélatrices. Là aussi, il a fallu du temps et, dans la plupart des cas, ce n'est qu'après six mois ou un an que les grévistes ont entrevu la sortie du tunnel. Sans doute espérait-on qu'ils abandonneraient avant... Bref, voici le tableau d'une France pour qui la prétendue « reprise » chère à Giscard d'Estaing ne signifie rien.

PAYS DE LOIRE

— Electronique
* Serce, à Saumur (Maine-et-Loire). Usine occupée depuis 21 mois.

— Habillement
* Big Chief, à La Roche-sur-Yon (Vendée). 2 mois de lutte en janvier et février 1975. Les 1 000 salariés obtiennent le maintien total de l'emploi.

— Bois
* Perrier, à Cholet (Maine-et-Loire). 3 mois de conflit, de février à mai 1975. 1 300 salariés sur 500 conservent leur emploi.

BASSE-NORMANDIE

— Livre
* Caron-Ozanne, à Caen (Calvados). Les 156 salariés, qui occupaient leur entreprise depuis un an, viennent d'être expulsés.

— Métallurgie
* Piron, à Bretoncelles (Orne). 13 mois de conflit, de décembre 1974 à janvier 1976. 20 salariés sur 86 conservent leur emploi.

HAUTE-NORMANDIE

— Cuir
* Famosia, à Gaille-Fontaine (Seine-Maritime). 105 salariés. Usine occupée depuis 1 an et 10 mois.

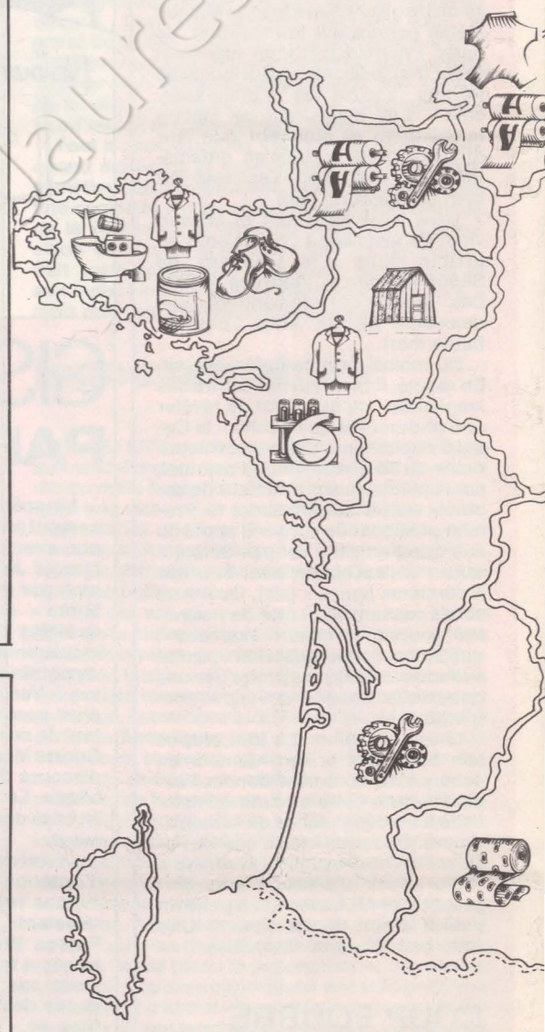
— Livre
* Imro, à Rouen (Seine-Maritime). 125 salariés. Entreprise occupée depuis 21 mois.

REGION PARISIENNE

— Métallurgie
* Triton, à Bagnolet (Seine-Saint-Denis). 120 salariés. Usine occupée depuis 17 mois.
* Idéal-Standard : 700 salariés à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), 800 à Argenteuil (Val-d'Oise). Usines occupées depuis 21 mois.
* Barthelay, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). 80 salariés. Usine occupée depuis 1 an et 8 mois.
* Grandin, à Montreuil. 8 mois de conflit de février à octobre 1975. 162 salariés sur 500 conservent leur emploi.

— Livre.
* Chaix, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). 640 salariés. Imprimerie occupée depuis 19 mois.
* Le Parisien libéré, à Paris. 600 salariés. Entreprise occupée depuis 16 mois.
* Chauffour, à Vitry (Val-de-Marne). 235 salariés. Entreprise occupée depuis 17 mois.
* Imprimerie de France, à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). 110 salariés. Entreprise occupée depuis 21 mois.

— Electronique
* Serce, à Ormesson (Val-de-Marne). Usine occupée depuis 21 mois.



BRETAGNE

— Chaussures
* Donval, à Rosporden (Finistère). 186 salariés. Usine occupée depuis 6 mois.
* Renault, à Fougères (Ille-et-Vilaine). 600 salariés. Usine occupée depuis 5 mois.

— Chantier naval
* Siccna, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). 450 salariés. Un an d'occupation.

— Habillement
* Transocéan, à Brest (Finistère). 200 salariés. Usine occupée depuis 3 mois.

— Alimentation
* A Jaouen, à Combrit (Côtes-du-Nord). 5 mois de conflits de novembre 1975 à mars 1976 : les 130 salariés obtiennent à terme le maintien de l'emploi.

CENTRE

— Métallurgie
* Boulay, à Blois (Loir-et-Cher). 130 salariés. Usine occupée depuis 6 mois.
* A.d.m.i., à Cepoy (Loiret). 100 salariés. Usine occupée depuis 11 mois.

AQUITAINE

— Métallurgie.
* Cazenave, à Belin-Beliet (Gironde). 250 salariés. Usine occupée depuis 11 mois.
* Chaudronneries et tuyauteries d'Aquitaine, à Orthez (Pyrénées-Atlantiques). 5 mois de conflit, de novembre 1975 à mars 1976. 250 salariés sur 600 conservent leur emploi.
* Société européenne de propulsion Bordeaux, à Blanquefort, Saint-Médard-en-Halles et La Haillan, 1400 salariés. En conflit depuis 2 mois (voir page 15).

NORD

— Habillement
* C.i.p., à Haisnes (Pas-de-Calais). 500 salariés. Usine occupée depuis 11 mois.
* Desombre, à Lille (Nord). 192 salariés. Usine occupée depuis 21 mois.

— Métallurgie
* Titan-Coder, à Maubeuge (Nord). 6 mois de conflit. 450 salariés sur 840 conservent leur emploi.

PICARDIE

— Métallurgie
* Ottawa, à Soissons (Aisne). 174 salariés. Usine occupée depuis 21 mois.

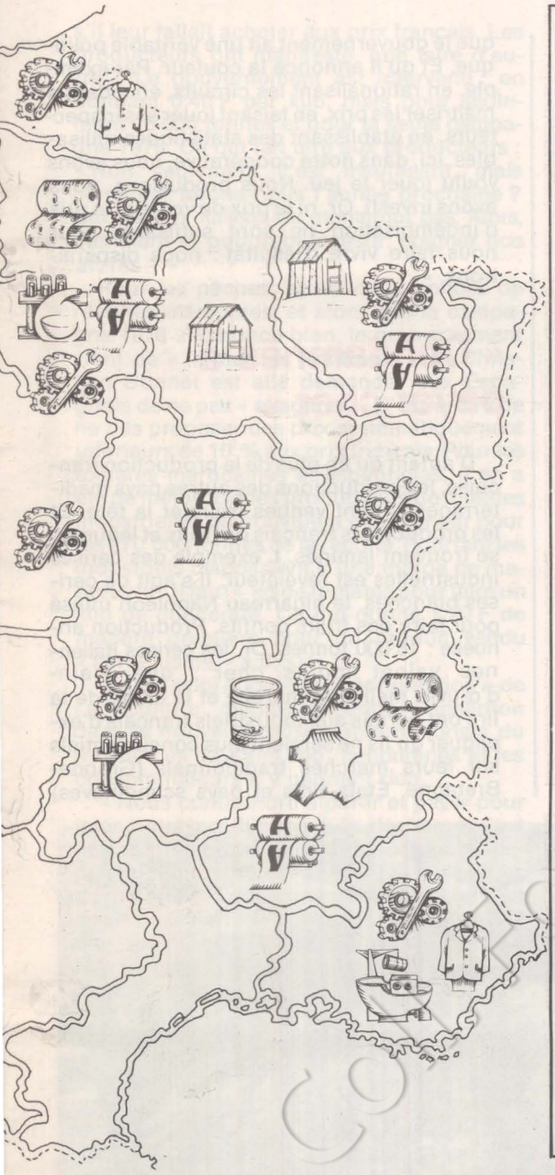
— Textile
* Everwear, à Saint-Quentin (Aisne). 4 mois de conflit, de février à juin 1975. 80 salariés sur 200 conservent leur emploi.

CHAMPAGNE

— Construction-bois
* Janis-Meubles, à Marmelon (Marne). 600 salariés. Usine occupée depuis 6 mois.

BOURGOGNE

— Livre
* Gramma, à Nevers (Nièvre). 26 salariés. Entreprise occupée depuis 11 mois.



RHONE-ALPES

— Textile
* Dreyfus, à Barbières (Drôme). 150 salariés. Usine occupée depuis 1 an.
* Obsession, à Villeurbanne (Rhône). Entreprise occupée depuis 21 mois.

— Alimentation
* Uninougat, à Montélimar (Drôme). 80 salariés. Usine occupée depuis 5 mois.

— Métallurgie
* La Boulonnerie calibrée, à Valence (Drôme). 320 salariés. Usine occupée depuis 5 mois.
* Amtec-France, à Villeurbanne et à Chassieu (Rhône). 320 salariés. Usines occupées depuis 21 mois.
* Gambin, à Viuz-en-Sallaz (Haute-Savoie). 238 salariés. Usine occupée depuis 6 mois.
* Buchillon Knopf, à Annemasse (Haute-Savoie). 238 salariés. Usine occupée depuis 19 mois.
* Titan-Coder, à Villefranche (Rhône). 6 mois de conflit. Les 350 salariés conservent tous leur emploi.
* Teppaz, à Craponne (Rhône). 8 mois d'occupation, de mars à octobre 1975. 150 salariés sur 230 conservent leur emploi.

— Livre
* Imprima, à Saint-Romain-en-Gier (Rhône). 278 salariés. Entreprise occupée depuis 4 mois.
* S.p.e.a., à Annecy (Haute-Savoie). 165 salariés. Entreprise occupée depuis 11 mois.

— Cuirs
* T.f.r., à Annonay (Ardèche). 13 mois d'occupation, de juillet 1974 à août 1975. 130 salariés sur 490 conservent leur emploi.
* Fantasia, à Lyon. 11 mois de lutte, de janvier à novembre 1975. 100 salariés sur 300 conservent leur emploi.

LORRAINE

— Livre
* Hélio-Lorraine, à Domsale (Moselle). 40 salariés. Entreprise occupée depuis un an.

— Construction-Bois
* Le Meuble de style français, à Toul (Moselle). 80 salariés. Entreprise occupée depuis 20 mois.
* Manuest à Châtenois (Vosges). 5 mois de lutte, de novembre 1974 à février 1975. 200 salariés sur 500 conservent leur emploi.

— Métallurgie
* Sotracomer, à Mézières-lès-Metz (Moselle). Usine occupée 7 mois d'octobre 1975 à mai 1976. 250 salariés sur 600 conservent leur emploi.

FRANCHE-COMTE

— Métallurgie
* Jeunet, à Dôle (Jura). 250 salariés. Usine occupée depuis un an.
* Lip, à Besançon (Doubs), 890 salariés. Usine occupée depuis 2 mois.
* Triton, à Tonnerre (Territoire de Belfort). 60 salariés. Usine occupée depuis un an et demi.

AUVERGNE

— Métallurgie
* Ollier, à Clermont-Ferrand. 400 salariés. Usine occupée depuis 10 mois.

— Chimie
* Amisol, à Clermont-Ferrand. 270 salariés. Usine occupée depuis un an et demi.

MIDI-PYRENEES

— Textile
* La Tarnaise, à Castres (Tarn). 6 mois de lutte de février à juillet 1975. 50 salariés sur 140 conservent leur emploi.

PROVENCE - COTE D'AZUR

— Habillement
* Artal, à Antibes (Alpes-Maritimes). 150 salariés. Usine occupée depuis 1 an et 9 mois.

— Métallurgie
* Griffet, à Marseille (Bouches-du-Rhône). 400 salariés. Usine occupée depuis 18 mois.
* Titan-Coder, à Marseille. 6 mois de conflit, de septembre 1974 à février 1975. Sur 1 100 salariés, 620 conservent leur emploi.

— Bateaux de plaisance.
* Aloa-Marine, à Cannes (Alpes-Maritimes). 13 mois de conflit, de décembre 1974 à janvier 1976. 93 salariés sur 250 conservent leur emploi.

BEAUCOUP DE NOYAUX !

Mangez des fruits ! Il a suffi qu'un ministre donne ce conseil aux Français pour que, brutalement, le prix de vente au détail de ces derniers fasse un bond remarquable. Et inexpliqué.

La structure du prix de vente des fruits frais est, théoriquement, connue. Au prix à la production, on avait l'habitude d'ajouter les frais d'emballage et de transport, les marges des intermédiaires, la T.v.a., la marge du détaillant. Les spécialistes, pour pouvoir faire des calculs rapides, multipliaient par 4 les prix à la production. Et, bon an mal an, cela marchait. Vendu à Cavaillon un franc, le kilo de fruits valait 2 F à Rungis et 4 F chez le détaillant. Aujourd'hui le rythme a changé : 1 F à la production 3 F à Rungis, 6 F chez le détaillant.

L'exemple des pêches est révélateur. A la production, les pêches blanches étaient vendues la semaine dernière environ 2,50 F. Faisons l'addition : l'emballage (0,90 F), le transport (0,50), les diverses marges des divers intermédiaires (0,85). On a théoriquement le prix « Rungis » c'est-à-dire 4,75 F. Or, les textes sont clairs : la marge des détaillants ayant un plafond, il faut multiplier par 1,5 ce prix pour avoir le prix de vente. Ce qui donne 7,10 F. Mais, cette semaine, les pêches vendues 2,50 F à la production coûtaient à Paris entre 9 et 11 F aux consommateurs. Question : d'où provient la hausse — 3 F en moyenne — et qui l'a empochée ? Les commerçants, main sur le cœur, expliquent qu'ils n'y sont pour rien. Les intermédiaires avancent, eux aussi, de bonnes raisons. Quant aux paysans, il leur suffit de montrer les « invendus » pour prouver leur bonne foi. Le mystère demeure entier. Entre Cavaillon et Paris — à croire que la sécheresse y est pour quelque chose — les prix ont subi un coup de chaud inexplicable.

L'incendie allumé

« Venez ici, vous comprendrez que les producteurs ne sont pas en cause ». Pour ce responsable de coopérative fruitière de la vallée du Rhône, les choses sont simples. « Cette année, la récolte est bonne. En quantité et en qualité. La sécheresse n'y est pour rien : nous irriguons et nos fruits ne lui doivent pas grand-chose, si ce n'est pour le goût. Les cours sont ridiculement bas. Pour les cerises de bouche, les prix vont de 0,80 à 1,40 F. Or, savez-vous ce que coûte la cueillette ? Environ 1 F le kilo. Car ce n'est pas mécanisé, la cueillette des cerises. Et en ramasser 8 kg à l'heure pendant 10 heures, c'est un exploit ! »

On comprend que les paysans du Vaucluse en arrivent à ne plus cueillir leurs cerises : « Chez nous, il y a des vergers pleins de fruits mûrs que l'on ne ramassera plus, car ils sont intransportables ».

Quelqu'un a donc « allumé l'incendie ». Et le service des Prix semble bien s'être gardé d'intervenir, au moment où il le fallait. Personne n'étant « responsable », reste l'explication « psychologique ». La sécheresse ayant assoiffé les citadins, ceux-ci se sont rués sur les fruits au moment où, à cause des prix trop bas, les producteurs de cerises avaient arrêté la cueillette, ceux de pêches — il s'agit de qualité précoce — ne pouvant pas en ramasser davantage. La « loi de l'offre et de la demande » a joué. Pas au profit des producteurs, ni à celui du consommateur, puisque les premiers affirment ne pas avoir gagné un centime de plus, les seconds en ayant en revanche beaucoup dépensé. Et, aujourd'hui, les prix de vente au détail ayant tendance à baisser de nouveau, les producteurs n'auront même pas l'occasion de bénéficier d'un léger coup de pouce. Alors, ils menaceront de manifester et, selon les produits, le gouvernement ira de son « aide ». C'est-à-dire financera la destruction d'une partie de la production...

Ce qui est devenu un véritable casse-tête pour les maires des communes des régions productrices. Car il leur faut trouver des décharges publiques. Chaque année, des milliers de tonnes de fruits et de légumes en prennent le chemin. « Pour les pommes, cela a coûté 30 millions de francs. Ce qui est aberrant. Car un tel système ne fait qu'entretenir l'état des choses. Ce qu'il faudrait c'est que le gouvernement ait une véritable politique. Et qu'il annonce la couleur. Par exemple, en rationalisant les circuits, en aidant à maîtriser les prix, en faisant jouer ses inspecteurs, en établissant des statistiques utilisables. Ici, dans notre coopérative, nous avons voulu jouer le jeu. Nous produisons, nous avons investi. Or, ni le prix de vente ni le prix d'indemnisation ne sont suffisants pour nous faire vivre. Résultat : nous disparaîtrons. »

« Condamnés à payer cher »

D'autant qu'en plus de la production française, les productions des autres pays méditerranéens sont venues troubler la fête. Et les producteurs français de fruits et légumes se trouvent laminés. L'exemple des cerises industrielles est révélateur. Il s'agit de cerises blanches, le bigarreau Napoléon utilisé pour faire des fruits confits. Production annuelle : 18 000 tonnes. Or, les cerises italiennes valent moins cher : une main-d'œuvre meilleure marché et la chute de la lire ont permis aux industriels français d'expliquer qu'ils ne seraient plus concurrentiels sur leurs marchés traditionnels (Grande-Bretagne, Etats-Unis et pays scandinaves)



s'il leur fallait acheter aux prix français. Les producteurs ont manifesté, que faire d'autre ? Le gouvernement est intervenu : en donnant 0,40 F par kilo, mais pour seulement 10 000 tonnes et pour la seule campagne 1976. Ce qui fait dire aux producteurs : « Non seulement c'est insuffisant, mais comment ferons-nous l'année prochaine ? Car les prix italiens ne monteront pas. Alors, comment et pourquoi investir, soigner nos arbres ? »

Pour les pêches, après deux années de récoltes médiocres, et alors que la campagne 1976 s'annonce bien, le gouvernement vient de « fermer les frontières ». Et Christian Bonnet est allé demander aux Espagnols de ne pas « exagérer ». C'est-à-dire de ne pas proposer des prix systématiquement inférieurs de 10 % aux prix français. Pour les tomates marocaines et espagnoles, il en a été de même, car les producteurs de tomates industrielles ne trouvaient pas preneur pour les 270 000 tonnes de la récolte. Pourtant les industriels disposaient d'une marge de manœuvre : il faut 4 kg de tomates pour faire un kilo de concentré. Ce qui donne 1,20 F de matière première pour un produit vendu « sortie usine » à 8,50 F...

Voilà à quoi aboutit la « réorientation » de l'agriculture méditerranéenne, l'insertion dans la nouvelle division internationale du travail. Les paysans sont condamnés et les consommateurs n'y gagnent rien.

« Nous contraindre à partir et payer pour jeter notre production à la décharge n'est pas contradictoire. Loin de là ». Pour ce responsable de syndicat agricole, « il n'y a pas de mystère : le gouvernement actuel ne veut et ne peut rien faire. Peut-être va-t-il nommer un monsieur Méditerranée ? Celui-ci fera un rapport que personne ne lira. Et tout restera en état : nous sommes condamnés à disparaître, et vous êtes condamnés à payer cher ce que l'on nous achète bon marché. »

Pourtant, les solutions existent. Tout d'abord, il faudrait définir clairement une politique agricole. Choisir ce qui peut et doit être produit sur place — et là le prix de revient n'est pas le seul critère. Et ce qui doit venir de l'extérieur. Puis aider les paysans à se reconvertir. Mais après en avoir discuté avec eux, et en faisant la preuve d'un minimum de crédibilité. Puis mettre en place un circuit de distribution débarrassé de ses parasites. Aider les coopératives a dépasser le cadre de la seule production. Certes, pour les produits frais cela est compliqué : le stockage coûte cher et joue sur la qualité. Mais ce qui est possible avec une multitude d'intermédiaires ne doit pas être impossible avec un circuit plus court, moins « cher ». Puis, sans vouloir fixer des prix « autoritaires », il n'est pas inconcevable de limiter les à-coups, tout en payant à un juste prix le travail du paysan et en permettant aux consommateurs de trouver des produits à des prix acceptables. Mais cela ne ressemble en rien au « libéralisme » !

G.P.



Il y avait bien longtemps que la pluie n'était tombée sur notre cher et vieux pays.

Le père et le fils, assis côte à côte sur une dune de sable, à l'ombre d'un marronnier en plastique, regardaient ce qui jadis avait été de verdoyantes prairies.

C'était la désolation, mais ce n'était pas encore la misère, car le tiers monde s'était regroupé pour nous apporter son secours.

Les abricots du Bangladesh arrivaient par pleins cargos et le Sahel nous livrait ses surplus de bovins.

Noyée au début du septennat sous des flots d'éloquence, les grands projets s'étant taris, la France manquait d'eau.

V.g.e. en était réduit à prendre ses bains de foule dans un tub où l'enthousiasme populaire ne dépassait pas ses chevilles.

L'armée fut équipée de hallebardes afin de remonter le moral de la population. Les Touaregs remplacèrent les C.r.s. Monseigneur Georges Marchais, évêque coadjuteur de Paris et vocation tardive (ce sont les plus sincères), avait fait distribuer toute l'eau bénite des églises de France aux enfants en bas âge. Les peintres buvaient leurs aquarelles. Notre fier drapeau lui-même se refusait à flotter.

Le Garde des Sceaux avait mis les siens au rancart du côté d'Hazebrouck. La France se desséchait. Un moment, le ministre de la Défense nationale envisagea d'arroser nos sillons avec un sang impur, mais la pénurie était totale ; on manquait même d'ennemi héréditaire. Le ministre de l'Intérieur fit pleuvoir des coups afin d'enrayer un mouvement de révolte, Madame le ministre de la Santé lança courageusement, selon son habitude, une campagne anti-eau. Les viticulteurs écoulèrent leurs stocks.

L'alphabet passa directement de la lettre N à la lettre P par décision du ministre de l'Education nationale.

La France réintégra l'Otan.

La Marine fut mise à pied.

Le Pernod se but sec.

Les plus fortunés allèrent se doucher en Ecosse, les chômeurs depuis longtemps n'avaient plus de liquide.

Les premiers chameaux firent leur apparition en Haute-Savoie.

Le ministre des Finances dépensa sa salive.

Les furoncles d'Eddy Merckx séchèrent sur place.

Madame Soleil fut expulsée avec un lot d'immigrés.

Monsieur Sauvagnargues resta égal à lui-même.

Jean Royer rendit obligatoire la lecture d'« Histoire d'O » dans toutes les écoles d'Indre-et-Loire.

Le père et le fils assistaient impuissants à cette catastrophe. Autour d'eux, ils n'apercevaient que le désert des belles promesses.

— Dis, papa, c'est quoi, la sécheresse ? murmura l'enfant.

— C'est ce qui arrive quand le gouvernement ne veut pas se mouiller.

Alors le Premier ministre prit la parole, il chaussa ses lunettes et enfourcha son dada : « Le ciel est pur, déclara-t-il avec son optimisme habituel, et je ne vois poindre aucun nuage à l'horizon ».

L'enfant tenta de boire ses paroles, il fut sauvé de justesse par un lavage d'estomac.

Le Premier ministre parla longtemps, longtemps. Il était ennuyeux comme la pluie.

Comme quoi un grand malheur n'est jamais perdu.

... Et la France, reverdie, se couvrit de roses.

LA BATAILLE POUR PARIS

PAR CHRISTIAN PIERRE

Paris est la capitale de la ségrégation sociale. La chute de sa population est continue; elle s'est confirmée lors du dernier recensement. L'exode forcé et impitoyable des ouvriers, petits artisans et commerçants touche tous les arrondissements, en particulier ceux qui jusqu'à présent étaient encore peu atteints par la conquête de la ville par les classes aisées: les secteurs du nord-est et du sud-est de la capitale.

Paris vieillit a une vitesse incroyable: aujourd'hui il n'y a plus que 14% d'enfants de moins de 15 ans (contre 25% en moyenne en France). Les personnes âgées constituent la seule catégorie de population (avec les cadres) dont les effectifs s'accroissent régulièrement.

Paris est sous-équipé: un appartement sur dix n'a pas d'eau courante, près d'un sur deux n'a pas de W.c. intérieurs, plus d'un sur deux n'a pas de salle d'eau. La construction de logement social H.l.m. connaît une décroissance catastrophique. En vingt-cinq ans, le réseau du métro s'est accru de 9 km. Les écoles sont vétustes, les crèches manquent... On pourrait multiplier les exemples de ce type sur la réalité parisienne.

La ville-marchandise

C'est pour dénoncer cette situation et aussi pour montrer les responsabilités du pouvoir politique actuel, que les socialistes parisiens ont engagé une grande campagne d'information, d'explication, de dialogue avec les habitants de Paris sur les conditions de vie et de travail dans la capitale.

Car la crise de notre société trouve un de ses prolongements dans la crise de la ville. Celle-ci est mise à sac par une spéculation aveugle, le tissu urbain est déchiré ou démantelé par une rénovation sans loi, les activités industrielles sont chassées, tout comme les ouvriers vers les banlieues inaccessibles. Finalement, comme beaucoup d'autres métropoles de notre pays, Paris, dans certains de ses quartiers, ne possède plus les caractéristiques d'une ville vraie où se nouent contacts et échanges, où s'équilibrent les différentes couches sociales, où se combinent travail, culture et loisirs, bref une ville où se développent des activités et des rapports sociaux plus humains.

La ville-marchandise livrée aux banques d'affaires, sous le patronage des élus de droite et du gouvernement, n'est déjà plus une ville: la rue, les places, les marchés pittoresques, les espaces verts disparaissent. Regardez la nouvelle Place des Fêtes dans le 19ème arrondissement, ou le quartier Saint-Blaise dans le 20ème, parcourez le quartier Italie dans le 13ème, visitez les chantiers du canal Saint-Martin dans le 10ème.

Vous trouverez partout gigantisme, déséquilibre, entassement, dérogations. Vous y chercherez en vain les équipements sanitaires modernes, les écoles ou les crèches, les animations sociales et culturelles, qui feraient de ces quartiers autre chose que des entassements sans âme de logements de luxe. Parce que cette situation révèle les ressorts profonds de tout notre système social, parce que derrière tout cela il y a la loi implacable du profit privé et parce que le personnel politique de la classe au pouvoir n'est pas équivoque dans son soutien sans réserve à tous ces scandales rampants, le Parti socialiste est directement concerné. Il l'est comme les nombreuses associations du cadre de vie et en liaison avec elles, mais il l'est avec sa spécificité de parti politique dans la mesure où l'urbanisme de classe que nous connaissons pose globalement le problème du pouvoir politique qui le sous-tend et le prône.

C'est la justification du mot d'ordre « Contre le Paris de l'argent, Prenons notre ville en main ! » que le Parti socialiste a lancé sur les murs de la capitale. En posant ainsi comme préalable le problème de la **démocratie locale** les socialistes montrent l'enjeu réel de cette lutte: démontrer les mécanismes antidémocratiques de la décision en matière d'urbanisme, montrer comment celle-ci est confisquée et retirée au peuple par des procédures quasi secrètes, en tout cas incompréhensibles aux non-techniciens. L'exemple du Pos (Plan d'occupation des sols) est éloquent : les personnes qui viennent le consulter à l'Hôtel de Ville déclarent ne rien comprendre et n'être que médiocrement renseignés par des employés de la Ville de Paris qui n'ont reçu aucune formation spécifique.

L'autosatisfaction de Poniatowski ou de Dominati à propos du nouveau statut de Paris, octroyé par la majorité, procède du même mépris de la démocratie. Refusant la proposition socialiste d'animer celle-ci au niveau de la ville bien sûr par un Conseil de Paris réellement représentatif des habitants, mais aussi au niveau de l'arrondissement et du **quartier,** le pouvoir a tiré de ses cartons une loi qui aboutit à « doubler » la représentation élue de chaque arrondissement par une commission composée en majorité de membres désignés à la discrétion de la droite; ainsi un arrondissement ayant voté en majorité à gauche peut se voir imposer une commission consultative de droite ! De même, **la vie associative,** représentative des revendications et aspirations des travailleurs est ignorée par les textes officiels.

Prendre notre ville en main, c'est donc d'abord lutter pour la reconnaissance et la définition d'un statut pour les associations de quartier, la création d'ateliers d'urbanisme décentralisés et publics, la consultation démocratique des habitants sur les projets concernant le cadre de vie, la mise en œuvre d'une véritable « pédagogie de l'urbanisme et de la ville ». Notre finalité c'est donc bien de rendre le pouvoir aux citoyens.

Un plan socialiste

C'est aussi de lutter pour imposer les améliorations immédiates dans le domaine de l'emploi, pour réduire la désindustrialisation de Paris (12 000 emplois supprimés chaque année) promouvoir le développement des services publics et des équipements collectifs, tout en imposant des conditions et des normes de travail plus humaines.



19 et 20 JUIN

Organisée par la Fédération de la Haute-Garonne au parc des expositions de Toulouse

Avec pour la partie spectacles :
- Pierre Tisserand
- Nicoletta
- Joe Dassin

ALLOCUTIONS DE PIERRE GUIDONI, ALAIN SAVARY ET CLAUDE ESTIER

*

Organisée par la Fédération du Calvados, à Louvigny sur les bords de l'Orne

Avec pour la partie spectacles :
- Les Kirchinkos
- Le théâtre de la Marguerite
- La Comédie de Caen
- Pierre Dutot et son orchestre
- La Chorale universitaire

ALLOCUTION
DE FRANÇOIS MITTERRAND

*

Organisée par la Fédération de l'Aisne, à Soissons, esplanade du Mail

Lutter pour constituer le logement en véritable service public à partir d'une maîtrise des sols par la collectivité. Assurer la construction de 8 à 10 000 H.l.m. par an et bloquer les loyers et les charges jusqu'à la mise au point d'un barème municipal indexé. Il s'agit de faire sortir le logement de l'économie de marché et d'étendre la propriété immobilière du domaine municipal.

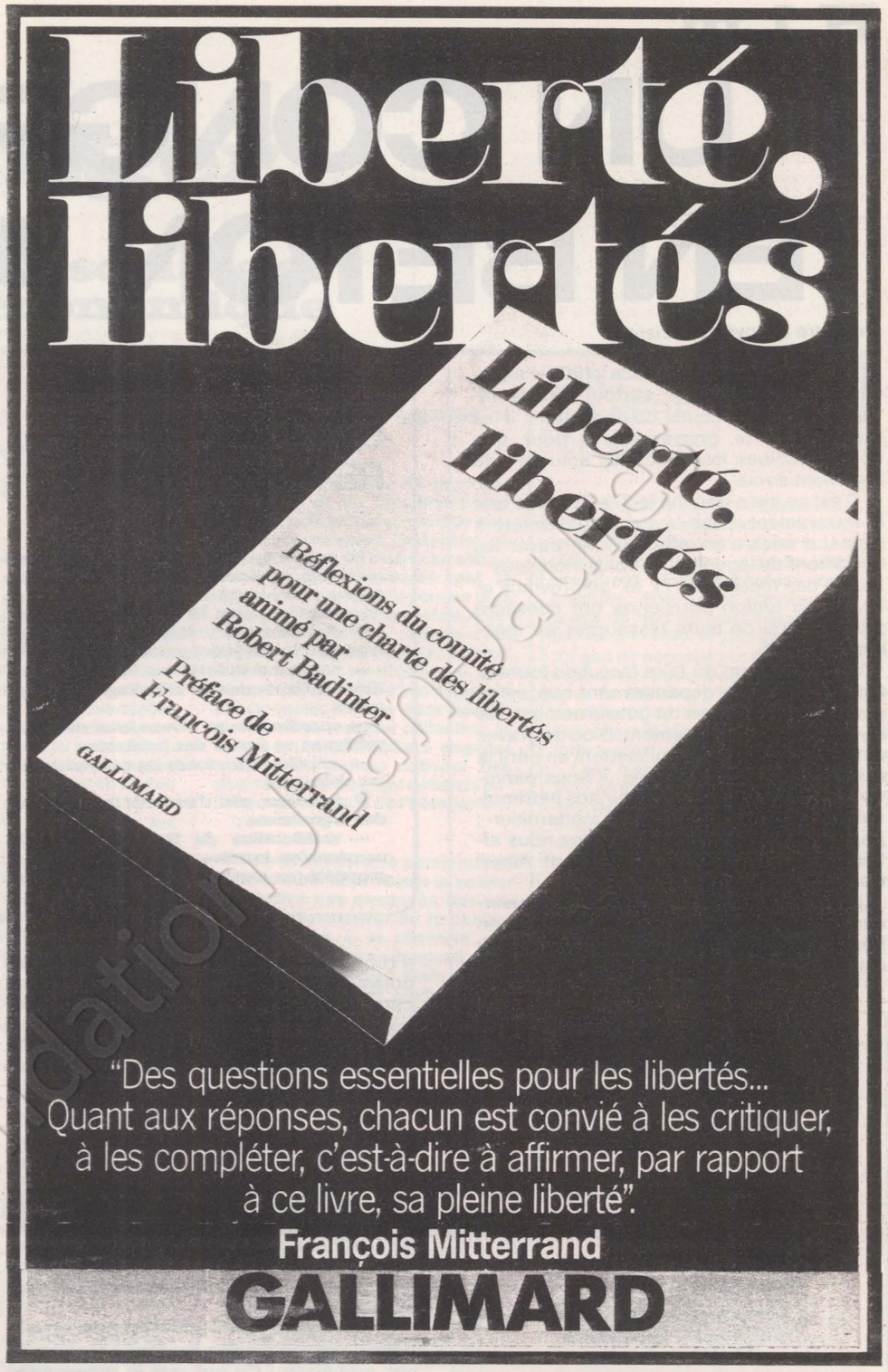
Lutter pour une priorité véritable et absolue aux transports en commun, en incitant — mais en se défiant des mesures autoritaires et artificielles — à la réduction du rôle pris par la voiture individuelle et en mettant en œuvre une politique de gratuité progressive des transports collectifs pour certaines catégories de population (scolaires, et troisième âge).

Lutter, enfin, pour constituer les équipements collectifs en véritable foyer d'animation et de vie démocratique, que cette action concerne les équipements sociaux, culturels, de santé, ou les équipements scolaires et sportifs.

Ce sont ces grands axes qui sont repris, avec force détails, par la Fédération de Paris dans le Plan socialiste pour Paris (1) qui sera discuté et expliqué au cours des Etats généraux du peuple de Paris à la Bastille les 26 et 27 juin prochains.

Cette grande manifestation populaire mêlera étroitement le débat politique sur les luttes urbaines, au cours de plusieurs forums (« L'enfant dans la ville », « La violence dans la ville », « Bâtir une autre ville », « Le temps de vivre », « S'aimer dans la ville ») et la fête proprement dite. De nombreux artistes y participeront comme Guy Bedos, Colette Magny, Yves Simon, etc., tandis que les sections socialistes présenteront leur activité et leurs luttes, dans l'entreprise et dans le quartier. En permanence, une exposition sera consacrée à la créativité des travailleurs sous le Front populaire tandis que des troupes de théâtre et des orchestres animeront ces deux jours où par ailleurs les enfants et leur spontanéité seront présents. Les Etats généraux seront clôturés par une intervention de François Mitterrand qui soulignera ainsi que la bataille pour la victoire de la gauche unie aux municipales est engagée et que les socialistes y sont prêts.

(1) Disponible ainsi qu'un brochure sur les luttes urbaines, à la Fédération de Paris du Parti socialiste 31, rue Ballu, 75009 Paris (874.37.83/84/85).



Avec pour la partie spectacles :

- le samedi : bal avec Zorgus et Patrick Arnault
- le dimanche : kermesse populaire avec le groupe Portugal en fête, les clowns du Prado, Claude Vinci, le Martin Circus et soirée Pop avec le groupe Loess.

ALLOCUTION DE
EDITH CRESSON

- le lundi : théâtre avec « Point mort » par le groupe Graffiti.

Organisée par la Fédération de la Dordogne à Montignac-sur-Vézère.
Avec pour la partie spectacles : Serge
- Catherine Sauvage
- Pierre Tisserand

ALLOCUTION DE
MICHEL ROCARD

*

DIMANCHE
27 JUIN

Organisée par la fédération de l'Ain, à l'hippodrome de Thoissey

Avec pour la partie spectacles : Serge Kervall et Les Mochicos

ALLOCUTION DE
LOUIS MERMAZ

*

Organisée par les Fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, au Grand Palais de la Foire de Lille.

AVEC PIERRE MAUROY
ET FRANÇOIS MITTERRAND

Un journal permanent sera animé par l'équipe de « l'Unité ».

H. l. m.

UN CONGRÈS EN BÉTON ARMÉ

De notre envoyée spéciale

Le mouvement H.l.m. a choisi l'offensive. Préoccupé surtout par la réforme en cours du logement, il se tourne vers le gouvernement pour que soient résolues les difficultés actuelles du logement social.

C'est ce qui a dominé le 37e Congrès que le mouvement tenait la semaine dernière à Nice. La crise a en effet vu s'aggraver les conditions de logement des plus modestes : 20,6% des locataires H.L.M. de province et 30,8% en région parisienne ont consacré plus de 20% de leurs ressources au logement en 1975.

Les Offices ont dû faire face à de lourdes augmentations de dépenses sans que, selon une recommandation du gouvernement, les loyers suivent le mouvement. D'où de graves difficultés financières qui mettent en péril la survie de nombreux Offices. « Nous parvenons difficilement à entretenir nos patrimoines et moins bien encore à les moderniser ; plus nous construisons, plus nous nous affaiblissons », constate le président Albert Denvers.

Alors, le congrès a demandé au gouvernement « les moyens de nous trouver en bonne santé sur la ligne de départ » *(voir ci-contre)*. En effet, les organismes d'H.l.m. doivent aujourd'hui faire face à de nouvelles missions. Ils veulent se définir comme des généralistes de l'habitat, s'occupant à la fois de construction, d'aménagement, de réhabilitation, d'animation, etc. « Nous voulons assurer à tous le droit à un habitat de qualité ».

C'est un lourd programme : villes sans ségrégation, centres restaurés sans spéculation, logements plus vastes, environnement qui invite à la rencontre, habitat rural plus confortable, participation des habitants... Il s'agit en fait d'une politique sociale de l'habitat qui répondrait à des problèmes de société. Et non plus d'une politique de logement social qui esquive ces mêmes problèmes.

Et sans doute faut-il admettre qu'une politique de l'habitat ne peut suffire à régler tous ces problèmes. Ce qui met le mouvement H.l.m. dans la position délicate de vouloir mener une action sociale dans le cadre d'une société qui sécrète les inégalités.

Les organismes d'H.l.m. le reconnaissent d'ailleurs implicitement en soulignant « l'anomalie que représente pour les gestionnaires sociaux le fait de ne pouvoir loger les millions de familles dont la modicité des ressources empêche leur accession au logement social ».

Dans ce cadre, se prépare la réforme du logement et de l'habitat dont Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au Logement, a annoncé qu'elle « se fera au nom de la justice sociale ». Les ministres ont défilé à la tribune du congrès et ont ainsi apporté quelques indications sur le projet. D'après Robert Galley, il est d'ores et déjà admis que les propositions du rapport Barre *(voir « l'Unité », n° 193)* ne seront pas suivies. Et que le gouvernement s'est rapproché des thèses développées par le Mouvement H.l.m. dans son livre blanc *(« l'Unité », n° 186)*.

Une aide personnelle « efficace parce que plus justement répartie » va être mise en place. Sans parler d'indexation — ce que souhaiterait le Mouvement — Robert Galley, ministre de l'Equipement, voudrait que « le pouvoir solvabilisateur de l'aide à la personne soit garanti dans le temps ». D'autre part, son introduction sera souple et progressive, acquise organisme par organisme.

Dans le même temps, une aide à la pierre subsistera : comme moteur de l'encouragement à construire, comme outil de maîtrise conjoncturelle et comme incitation à l'innovation technique. Pour remplir tous ces rôles, l'aide à la pierre ne devrait pas être trop faible. Mais — car il y a un mais — ces deux aides sont « étroitement dépendantes et complémentaires », donc « si l'une augmente, l'autre doit diminuer »...

Galley jure ses grands dieux qu'il ne saurait y avoir de désengagement de l'Etat. Mais que signifierait cette réforme du logement si elle aboutissait à une stabilisation des fonds engagés par l'Etat ? Ou, pis, à une régression puisque, pour l'instant, le ministère des Finances souhaite un coût global des deux aides constant, mais exprimé en francs courants...

« La réforme sera sociale, ou nous ne l'appliquerons pas », ont dit en substance les organismes d'H.l.m. Pari optimiste sur les intentions gouvernementales afin de sortir d'une situation dont le délégué général de l'Union des H.l.m., Robert Lion, dit : « Nous ne pouvons plus répondre à ceux qui comptent sur nous ».

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

UN CAHIER DE REVENDICATIONS

Le mouvement H.l.m. attend du gouvernement des mesures concrètes. Et d'abord les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission sociale. Et ce, dans l'immédiat :

— Rajustement suffisant de l'allocation logement le 1er juillet prochain ;

— suppression de la T.v.a. sur les combustibles utilisés pour le chauffage des logements ;

— coordination au niveau local des aides publiques en faveur des habitants ;

— création d'un fonds de solidarité pour les chômeurs.

Il demande, afin d'assurer la survie des des organismes ;

— amélioration du financement de la construction locative et en accession à la propriété (en particulier le maintien d'un régime spécifique de financement afin que les constructeurs non lucratifs ne soient pas placés dans les mêmes conditions de travail que le secteur privé) ;

— aides de l'Etat par l'amélioration du parc H.l.m. existant ;

— moratoire sur les remboursements de prêts ; moratoire que le mouvement est décidé à pratiquer de sa seule initative si cela lui était nécessaire.

Les H.l.m. présentent également des exigences sur le contenu de la réforme :

— réforme des conditions statutaires des personnels de l'Office ;

— renforcement des capitaux permanents des organsmes ;

— simplification des procédures administratives ;

— aide personnelle indexée dont le fonctionnement (simple et sans risque) offre une sécurité nécessaire.

Si ces conditions ne sont pas remplies, « le Mouvement H.l.m. ne s'intéressera pas à la réforme »...

A gauche
on n'avance pas sans

REPERES

Le mensuel du Ceres

Au sommaire du n° 33 :

10e COLLOQUE DU CERES
SURESNES : 20 JUIN

Le compromis géographique
Transition au socialisme
et indépendance

BULLETIN D'ABONNEMENT

A renvoyer à REPERES, Editions Jacques Mandrin
B.P. 36 - 75121 PARIS CEDEX 03

NOM et PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

Je règle ce jour par
☐ Chèque postal (3 volets) CCP 3487530 LA SOURCE
☐ Chèque bancaire : à l'ordre des Editions Jacques Mandrin

TARIF
Abonnement annuel : 80 F - Etudiant, chômeur, retraité : 60 F - Soutien à partir de 100 F
Etranger : 100 F
Avion : sur demande à REPERES

changer la vie sociale et économique

CHASSE AUX SORCIERES : BEAUBOURG

Au Centre Georges-Pompidou, plus connu sous le vocable de Centre Beaubourg, c'est la reprise en main. Au moment de l'embauche, le Pouvoir n'avait pas bronché : personne n'avait cherché à connaître les choix politiques de chaque employé. Ce « bon temps » est fini. Comme cela se passe déjà ailleurs une opération de « nettoyage politique » a commencé à Beaubourg : par la mise au pas du C.c.i. (Centre de création industrielle), un des départements les plus actifs du futur ensemble.

Le C.c.i. a pour but d'informer la population sur les problèmes de l'environnement quotidien, de montrer la réalité de la publicité, de l'architecture des objets industriels pour la faire évoluer et, éventuellement, la transformer. Autant dire que les activités du C.c.i. risquaient de devenir gênantes pour Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, qui n'ont pas hésité : ils ont décidé la décimation.

Dans un premier temps François Mathey, qui avait été nommé à la tête du C.c.i. en 1969, a été prié par Michel Guy de renoncer à la direction de ce même C.c.i. Dans un second temps, Michel Guy a fait savoir à l'adjoint de Mathey, François Barré, qu'il ne serait pas nommé directeur du C.c.i. et Bordaz, P.d.g. de Beaubourg, s'est autonommé directeur par intérim du C.c.i. Dans un troisième temps, lundi dernier, François Barré a été purement et simplement licencié pour « manquement du devoir de réserve » des fonctionnaires. Le seul « tort » de François Barré est d'avoir tenté d'alerter l'opinion sur les menaces qui pesaient sur le C.c.i. et d'avoir été à l'origine de la publication d'une protestation parue dans « le Monde » et portant la signature de 420 personnalités de tous les continents — aurait-on préféré qu'il se laisse jeter dehors sans réagir ? A la place de Barré et de Mathé, il y aura prochainement un conseiller d'Etat à la botte, un bon technocrate qui méconnaîtra complètement les questions de l'environnement quotidien ; l'ignorance dirigera.

Ce n'est pas par hasard que le Pouvoir a frappé le C.c.i. en premier : c'est le département de Beaubourg qui est le plus jeune et compte le plus grand nombre de syndiqués. Mais d'autres départements vont être « nettoyés ». Est-ce un hasard si le délégué C.f.d.t. de Beaubourg (où la C.f.d.t. regroupe 80 % des syndiqués) a été muté d'office et sans motif ?

QUAND TAITTINGER TRINQUE...

Depuis 1968, le personnel de l'hôtel du Louvre (chaîne Concorde), à Paris, s'est mis en grève chaque année (sauf en 1975). Cette fois, c'est le ras-le-bol à son maximum : le personnel a cessé le travail depuis plus d'une semaine maintenant. Les revendications posées sont essentiellement d'ordre salarial. En effet, sur 160 employés, seuls 50 touchent un salaire fixe. Les autres sont payés sur 15 % du prix de la location des chambres. Or, depuis 2 ans qu'est ouvert le Concorde-La Fayette, les hôtels anciens de la chaîne voient leur clientèle — essentiellement des groupes étrangers — diminuer, puisque la direction a décidé de rentabiliser le plus possible le nouvel hôtel. Aussi l'hiver dernier, au Louvre, les salaires ont été en moyenne de 1 100 F mensuels, alors que la base de salaire garantie doit être de 1 500 F. « Le patron (Taittinger) trinque et le personnel paye » disent, non sans humour, les grévistes de leur P.d.g., en même temps grand négociant de vins de Champagne.

On a déjà licencié 28 employés au Lutétia et, au Terminus-Saint-Lazare, la direction prévoit de renvoyer 21 personnes. Ce sont les effets du « plan de restructuration » de l'entreprise dénoncé par la C.g.t. et qui sert d'alibi pour ne plus engager que du personnel contractuel ou des extras, comme c'est déjà le cas au La Fayette. « Ainsi, concluent les syndicats, ce personnel contractuel n'aura jamais l'ancienneté requise pour bénéficier de la convention collective, la lutte sera plus difficile à engager contre le Syndicat national des chaînes (patronal), qui définit la politique du patronat de l'hôtellerie ».

Pour le moment, le personnel du Louvre s'est déjà acquis la solidarité active des employés des autres établissements de la chaîne, qui distribue à la clientèle des tracts en plusieurs langues pour expliquer ce combat. Mais une action plus dure est envisagée et, dans les autres « grands hôtels » de Paris, le personnel signe des pétitions pour soutenir celui du Louvre.

LE P.S. A LA SEP- BORDEAUX

La répression contre les syndicats s'accroît dans certains établissements. C'est le cas à la Société européenne de propulsion-Bordeaux, qui emploi 1 400 personnes réparties dans trois centres : Blanquefort, Saint-Médard-en-Halles et Le Haillan.

Depuis deux mois, un important conflit oppose la direction aux syndicats. Il avait commencé le 12 avril pour l'annonce de licenciement, pour « faute professionnelle grave », d'un agent technique du Haillan, syndiqué C.f.d.t. Jugeant le motif abusif et devant le refus de négocier de la direction, l'intersyndicale C.f.d.t.-C.g.t.-F.o. a appelé à la grève. Mouvement suivi par 50 % des travailleurs — le reste étant composé de 30 % de non-grévistes et de 20 % de personnel en absence légale ou en congés). La direction multiplie alors les provocations. Malgré l'intervention du directeur départemental et de l'inspecteur du Travail, elle refuse de négocier un protocole de fin de grève. Le 12 mai, le travail reprend, la situation n'ayant pas évolué.

A la fin du même mois, le conflit rebondit lorsque la direction annonce à cinq travailleurs leur mise à pied immédiate, avec procédure de licenciement, et à quinze autres un dernier avertissement avant licenciement. Parmi ces vingt personnes figurent dix-huit adhérents C.f.d.t. et un F.o. dont quinze sont des membres élus ou désignés du comité d'entreprise, des délégués du personnel et un représentant syndical. Motif des sanctions : tentatives « d'entrave à la liberté du travail ». Cet argument permet, en fait, de mener une opération antisyndicale. Le P.s. soutient le personnel de la Sep-Bordeaux et voit dans l'attitude de la direction le désir de « casser les syndicats ».

Toutes les organisations de l'entreprise (C.f.d.t., C.g.t., F.o. et C.g.c.) ont réagi ; tout particulièrement les deux premières qui, dans un cahier de revendications, ont demandé la levée des sanctions et l'ouverture des négociations. Et, à l'appel des syndicats des Métaux C.g.t. et C.f.d.t., près de deux mille travailleurs de la région bordelaise ont manifesté dans le centre de Bordeaux contre cette répression.

B.N.P. : AU NERF DE BŒUF

Alors que plus de 50 % des travailleurs des banques d'Ajaccio sont en grève depuis deux semaines, la direction de la B.n.p. a perdu son sang-froid. Avec quelques non-grévistes, elle a fait attaquer, à coups de nerf de bœuf (confisqué par les grévistes), le personnel : plutôt que de négocier sur les revendications qui portent sur l'attribution et la revalorisation des primes, les conditions de travail, l'augmentation des effectifs, c'est la manière forte qui est employée.

Cela n'est pas nouveau : il aura fallu 27 jours de grève, l'occupation des locaux — avec, bien entendu, intervention policière — pour que des négociations sérieuses avec des concessions importantes s'ouvrent à la B.n.p.-Paris-agence Gambetta (*voir le précédent numéro de « l'Unité »*) De même à la B.n.p.-Rouen, où les travailleurs entament leur 3e semaine de grève (ils ont été rejoints depuis par la B.n.p. de Dieppe) :la direction répond par le silence, le chantage, les menaces.

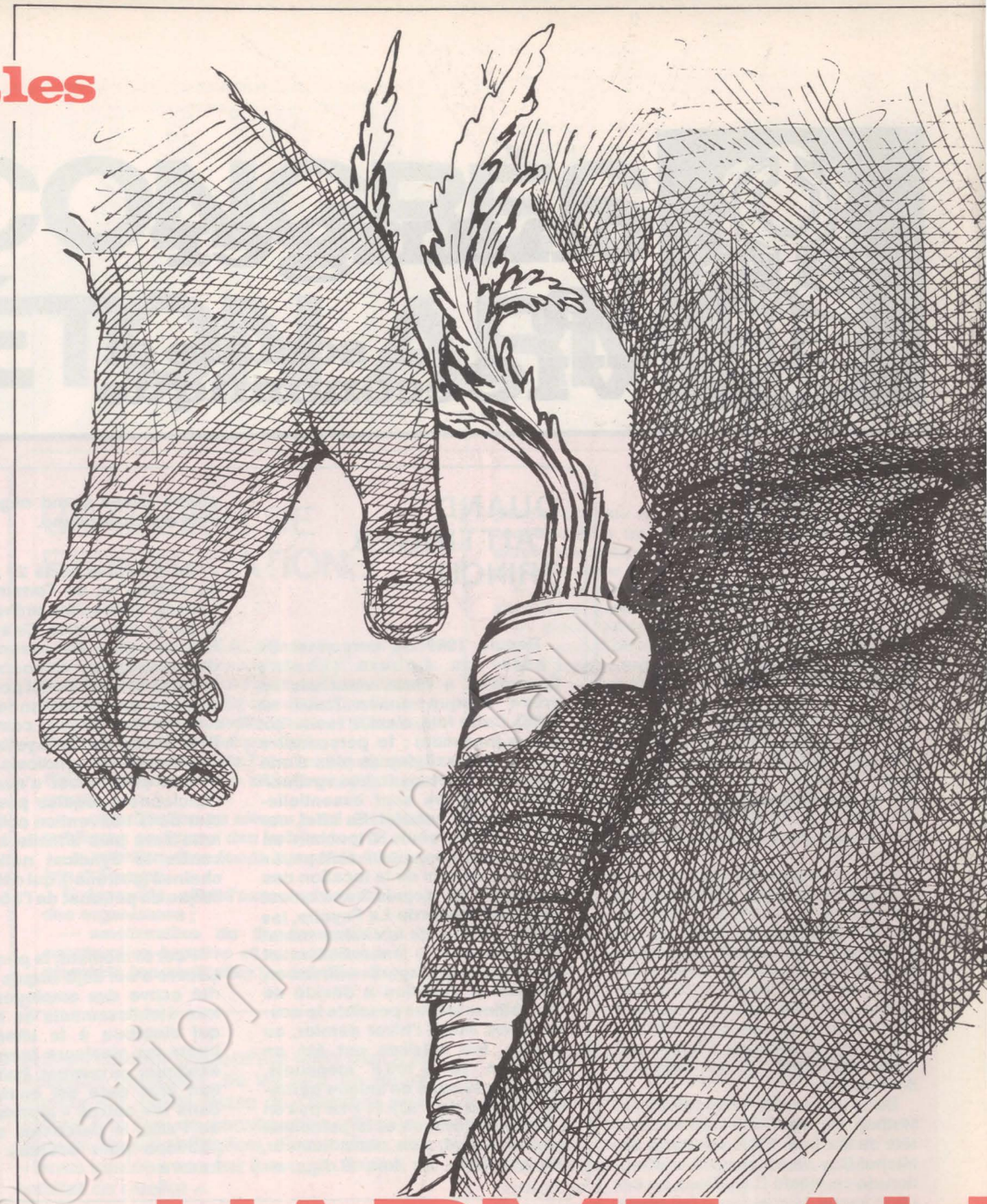
Les banquiers se trompent lourdement, s'ils pensent ainsi briser la combativité des grévistes. Et ce n'est sûrement pas avec ces méthodes que le mécontentement déjà profond des employés de banques risque de s'atténuer !

UNE ENQUETE SUR CHRYSLER ?

Michel Durafour va-t-il répondre à la question écrite déposée par Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, sur les graves atteintes aux libertés depuis longtemps commises dans l'usine de Poissy des établissements Chrysler-France ?

Les instances syndicales autres que la C.f.t., organisme créé de toutes pièces par le patronat dans l'entreprise, ont relevé, depuis 1974, 63 menaces (y compris des menaces de mort) ; 69 agressions sur des personnes ; 202 pressions diverses ; 109 licenciements de militants ou adhérents C.g.t.

Ces chiffres, auxquels il faut ajouter plus de 40 plaintes déposées auprès du procureur de la République à Versailles, démontrent le climat de violence délibérément entretenu dans cette entreprise, les violations constantes des droits du travail. Alain Vivien demande donc la constitution d'une commission d'enquête et la publication de ses résultats.



L'ARME AL

"L'épi sauvera la France ». Même si les chiffres semblent parfois le contredire, ce slogan des années 30 vient de retrouver une nouvelle jeunesse. Dépoussiérée, remise au goût du jour, repeinte aux couleurs de l'industrie, rendue alléchante grâce au « marketing », cette phrase remplit d'aise quelques patrons et fait frémir d'espoir quelques ministres. Dont Jean Tibéri, nouveau secrétaire d'Etat aux Industries agro-alimentaires. Pour les premiers, il s'agit de profit, pour les seconds d'aider les premiers à faire des profits et, par la même occasion, d'équilibrer la balance commerciale française.

L'épi, c'est l'agriculture. Et, d'abord, les céréales. Depuis la dernière guerre, le paysage agricole français a bien changé. Dans ce secteur, l'expansion a été de taille: de 1959 à 1974, la production agricole a progressé au rythme de 1,7% l'an. Durant le VIIe Plan, la cadence va croître: 3,4%. Deuxième exportateur mondial après les Etats-Unis — 21,6 milliards de francs en 1974 — la France va donc disposer de davantage de produits à exporter. Car la croissance de la consommation intérieure a des limites. « C'est simple, explique un expert, ce que l'on gagne en nourrissant mieux les plus défavorisés, on le perd avec les « régimes ». Au total, qu'il s'agisse de la viande, des céréales, du sucre, des légumes ou des fruits, nous savons que la limite sera bientôt atteinte. Nous n'accroîtrons pas nos ventes dans l'hexagone ».

Reste donc le « grand large », l'exportation. Cela au moment où Henry Kissinger et la C.i.a. nous apprennent que le « pouvoir vert », l'agriculture, a un « rôle stratégique ». Ce qui est évident, mais ambigu. Evident si l'on considère, par exemple, le poids des céréales dans l'économie mondiale et dans les bilans alimentaires des populations; au moment où les stocks de céréales représentent moins de 80 jours de consommation, comment en serait-il autrement ? Mais ambigu, car si quelques pays seulement sont, toujours pour les céréales, exportateurs, tous les autres en produisent plus ou moins: les exportations ne représentent que 12% de la production mondiale, les échanges intervenant pour parfaire un équilibre. Ou pour le modifier.

En 20 ans, alors que le nombre d'agriculteurs français diminuait de 40%, la production s'accroissait d'autant et les exportations décuplaient. On vidait les campagnes pour emplir les cités dortoirs, l'industrie et les services ayant besoin de main-d'œuvre. Mais « la technique » permit quelques miracles: l'utilisation massive des engrais, des herbicides, la mécanisation du travail, la sélection génétique allaient hausser la production à des niveaux étonnants. Au passage, le travail des paysans — 12% de la population active — s'est intensifié. On n'a rien pour rien.

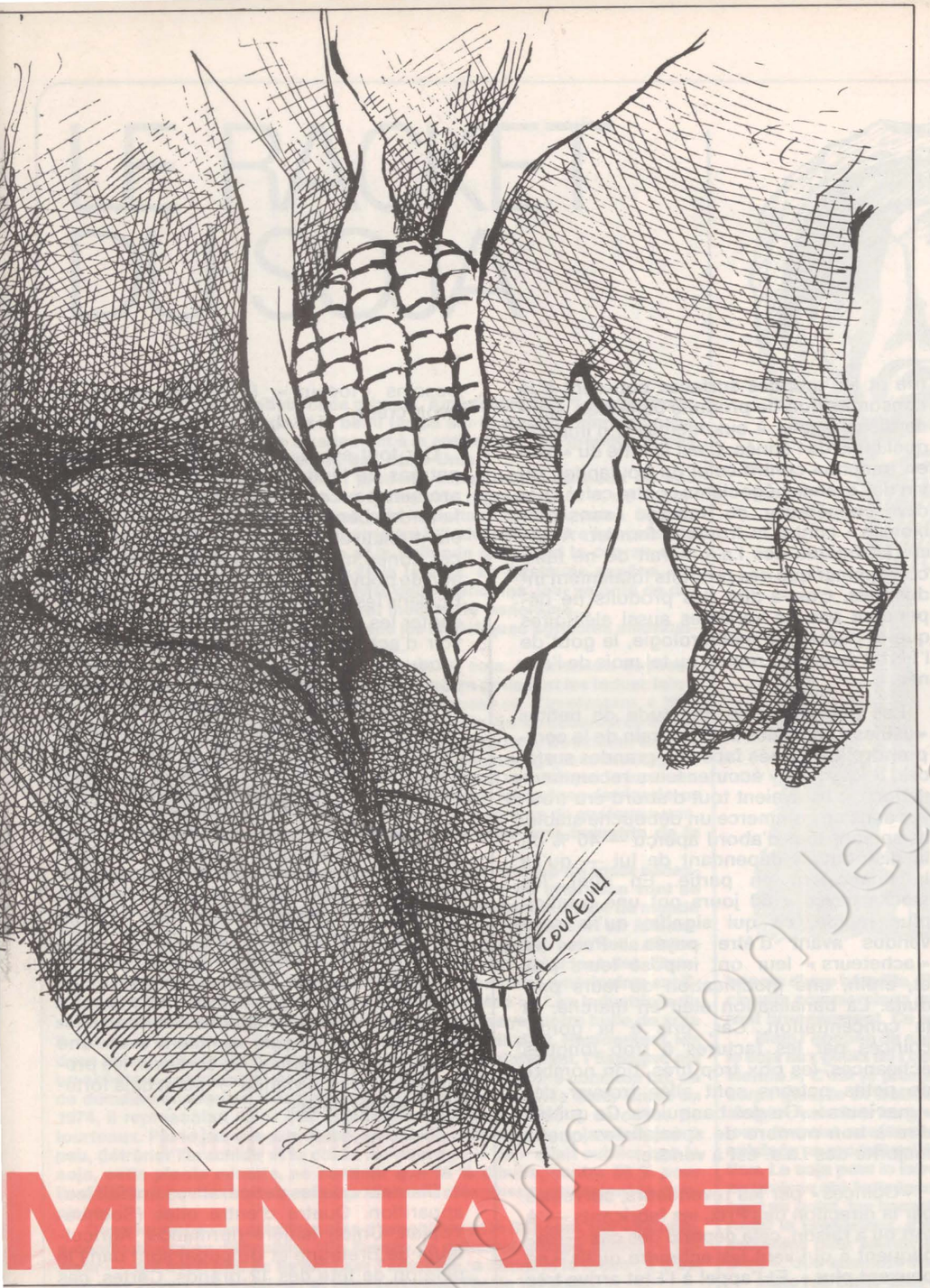
Aujourd'hui les industriels commencent à regarder ce secteur avec des yeux nouveaux: la lecture des statistiques, les potentialités du marché, le discours des responsables du pays le plus puissant, tout leur prouve que, dans la décennie à venir, il y a dans le secteur des bénéfices « convenables » à faire.

La paysannerie paiera

« En 1974, le taux de couverture des importations par les exportations a été, pour l'agriculture, de 135. Logiquement, il devrait encore s'améliorer ». Pour ce fonctionnaire du Plan, les courbes sont simples. Elles décrivent un futur immédiat sans nuage ni problème. « Nos exportations se sont développées depuis 1962, surtout dans la C.e.e. En 1962, l'Europe représentait 37% de ces dernières. En 1972, 70%. Mais un plafond est atteint: pour de nombreux produits, nos partenaires de la C.e.e. deviennent autosuffisants. Des excédents — blé, produits laitiers — vont apparaître. Il faut donc trouver d'autres marchés ».

Pour certaines fédérations de producteurs, la réponse est différente: à la fois poursuivre « l'aide alimentaire aux pays en voie de développement » mais aussi accroître les ventes en Europe « c'est encore possible et cela éviterait que nos partenaires achètent en dehors de la C.e.e. Et cela permettrait d'éviter que le Feoga — la caisse commune — accroisse le montant de ses subventions ». Dans un monde où plus d'un milliard de personnes ont faim, chaque jour, le problème des débouchés ne devrait pas se poser. Bien au contraire, c'est celui de la production qui devrait retenir l'attention et non pas le niveau des stocks lorsqu'ils deviennent, comme c'est le cas aujourd'hui pour le lait en poudre, aberrants.

A Bruxelles, parmi le personnel de la Communauté, son de cloche différent. Sur la production, tout d'abord. Là, le discours devient carrément « futuriste »: « La transformation qu'a subie le monde agricole européen en 25 ans n'est rien à côté de celle qu'il va connaître. La main-d'œuvre a été remplacée par du « capital » ! Cela va continuer. Vous voulez rêver à l'agriculture de l'an 2000 ? 100 000 chercheurs la dessinent. On créera de nouvelles plantes qui permettront d'accroître les rendements. Aujourd'hui, pour les céréales, la moyenne pour la Communauté est de 40 quintaux à



MENTAIRE

l'hectare. Demain, nous « ferons » 70 quintaux. Pour les betteraves, nous comptons sur 750 quintaux au lieu de 430. Pour le lait ? Les vaches fourniront entre 8 000 et 9 000 litres par an au lieu de 3600 en moyenne aujourd'hui. Nous pourrons doubler la vitesse de croissance des porcs : 500 grammes par jour à l'heure actuelle, 900 à 1 000 grammes demain. Même chose pour les bovins. La capacité de production de l'agriculture européenne est évidente. A condition que les paysans européens pour être compétitifs — le mot est lâché — sachent s'adapter. Et qu'ils sachent choisir les bons créneaux. Certes, il faudra en finir avec l'agriculture marginale. Il faudra que la moitié des 5,5 millions — peut-être plus — d'exploitations de la Communauté disparaisse. Car il ne s'agit pas de produire plus. Il faut surtout produire moins cher ».

Au passage, ce qui n'est pas dit, c'est qui fera les investissements, fort lourds, qu'une telle mutation implique. Réponse : comme par le passé, la paysannerie. Or l'agriculture est un secteur « lourd ». Le coefficient du capital — pour produire 1 franc, il faut en investir 7 — y est deux fois plus important que dans la sidérurgie, considérée depuis longtemps comme une industrie peu rentable... Mais cela importe peu. Au nom de la rentabilité, on imposera une nouvelle mutation à la paysannerie. Et la production, encore plus standardisée que par le passé, permettra à l'industrie de voir grand.

D'autant que « l'aide alimentaire » ne semble pas fasciner les responsables nationaux ou européens. Certes, tous l'admettent. Mais pour mettre en évidence ses limites : « On a longuement parlé des débouchés des nouveaux riches. Rares sont les pays ayant à la fois une population suffisante et une évolution des revenus positive pouvant être qualifiées de marché potentiel. Il y a bien sûr quelques cas exceptionnels, au Moyen-Orient ou en Amérique latine, mais le tour est vite fait ». Et si les statistiques ne suivent pas — les chiffres sont rares ou aléatoires pour de nombreux pays — la démonstration est nette. Certes, la quasi-totalité des populations du monde en développement souffre de malnutrition, quand ce n'est pas de famine. Pis : il semble qu'année après année le niveau de consommation ne cesse de se dégrader. La demande « marchande » est donc limitée. Au total, la part de ces pays — qui comptent 1 900 millions d'habitants — dans les importations mondiales de produits alimentaires n'est que de 18 % de celles-ci, soit à peine plus que celles de l'Allemagne fédérale. Et les pays de l'Opep ne représentant que 3 % de ce commerce, ce ne sont pas eux qui modifieront profondément les flux et permettront de développer rapidement nos exportations.

En 1974, dix pays (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Canada, France, Australie, Japon, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Suisse) ont « donné » 1 409 millions de dollars. Cela peut paraître énorme, mais c'est peu. Car « l'aide » est comprise presque toujours comme « importante en situation de crise », plus rarement comme permettant de faire face aux déséquilibres alimentaires structurels de certaines régions.

Quel gâchis !

On connaît pourtant les besoins actuels et futurs. On sait, par exemple, que d'ici à 1985 il faudrait, compte tenu de la croissance prévisible de la population mondiale et celle, aléatoire d'une augmentation des revenus, produire au moins 230 millions de tonnes de céréales supplémentaires. Mais deux questions émergent : faut-il « donner » ou aider à produire plus ? Et, surtout : qui paiera ? Et si, à Rome, jeudi et vendredi dernier les pays de l'Opep ont fait un effort financier notable pour doter le Fonds international du développement agricole (Fida), les représentants des pays riches n'ont pas montré un très grand empressement à débloquer des fonds. Là apparaissent les vraies questions. Car si, pour un nombre restreint de pays, la production alimentaire est excédentaire, si elle doit l'être encore plus demain, l'exportation de produits de base n'est pas toujours la bonne solution. En effet, non seulement les besoins solvables sont plus étroits que les besoins réels, mais surtout exporter des matières brutes est moins rentable que d'exporter des produits déjà élaborés, des produits où la valeur ajoutée est plus forte. La boucle est bouclée, le paysan est remplacé par l'industriel. La tâche du nouveau secrétaire d'Etat est donc toute tracée : permettre aux « I.a.a. », les Industries agro-alimentaires « françaises », d'exporter des « produits finis », de se tailler leur place.

Celle-ci est déjà de taille. Avec 640 000 salariés et 140 milliards de chiffre d'affaires en 1975, une valeur ajoutée de 55 milliards, ces industries constituent notre deuxième secteur économique (après le bâtiment et les travaux publics). Mais ledit secteur est composé de plus de 17 000 entreprises dont seulement 4 400 ont plus de 5 salariés. « Quel gâchis ! doit soupirer le premier financier venu. Voilà un pays qui est le deuxième exportateur mondial et qui n'est pas arrivé à structurer son industrie. » En effet, si 100 groupes réalisent à eux seuls 60 % du chiffre d'affaires global, une trentaine seulement ont une dimension européenne. A côté des « monstres » américains, suisses, anglais ou hollandais, le leader français, B.s.n.-Gervais-Danone, fait grise mine. Mal-

→

L'ARME ALIMENTAIRE

gré un tableau de chasse impressionnant (Evian, Badoit, Gini, Kanterbrau, Skansen, Canada Dry, Kronenbourg, Gervais, Danone, Panzani et la blédine Jacquemaire, pour ne parler que des marques les plus connues), le groupe ne fait que 52% de son chiffre d'affaires dans l'alimentation. Pourtant, « avant la crise », les mouvements de concentration dans le secteur avaient été nombreux : 122 en 1970, 115 en 1973, 68 en 1974. Cette année-là, 12 entreprises seulement avaient un chiffre d'affaires supérieur au milliard. Parmi elles, 4 coopératives et quelques firmes étrangères.

Aujourd'hui, en regardant de près les entreprises « valables », c'est-à-dire celles qui font plus de 500 millions de chiffres d'affaires — 40 à peine — le gouvernement s'interroge pour savoir comment il va leur permettre de s'implanter à l'étranger. Car, pour le patronat, la solution est là: investir ailleurs, fabriquer ailleurs. Dans le secteur, l'attitude est nouvelle. Jusqu'à présent, lorsque des firmes françaises investissaient 400 millions de francs dans le monde, les étrangers investissaient 2 milliards dans l'hexagone. Avec les « années difficiles », le flux de capitaux étrangers s'est presque tari. Les Anglais par exemple, qui avaient investi 156 millions en 1973, n'ont transféré que 22 millions en 1975.

C'est que, compte tenu des difficultés, si la demande globale de produits alimentaires a peu varié, les Français ont toutefois acheté différemment: ils ont délaissé les produits élaborés au bénéfice de produits plus simples. C'est-à-dire de produits à moins forte valeur ajoutée. Et si, par exemple, les surgelés ont « tenu le coup », les industriels de la conserve ont déchanté: en 1974, leur production n'a pas augmenté.

Foire d'empoigne

Pourtant la pratique des grandes surfaces aurait dû — elle le peut, en année normale — inciter les consommateurs à acheter le moins possible de produits simples. Il n'est que de voir les rayons de légumes, de fromages pour comprendre que les grands du commerce veulent vendre du « sophistiqué » — ce qui ne veut pas dire bon — plutôt que du naturel. Pour des raisons d'évidence : le commerce intégré préfère vendre des produits transformés plutôt que des produits bruts, car il dispose alors de produits suivis, à longue conservation, faciles à stocker, des produits de grande série sur lesquels une publicité conséquente peut être faite. C'est à ce prix qu'un marché suffisant peut être créé. Les I.a.a. « françaises » ont d'ailleurs mal résisté aux grandes surfaces. Leur morcellement en a fait une victime toute désignée. Seules des firmes comme Nestlé — à travers une de ses filiales, la Sopad — a pu résister, mettre au pas une chaîne de grande surface, Auchan.

La France, pays aux produits multiples, aux saveurs complexes, risque fort, à ce rythme, de perdre sa spécificité. Car l'industrie et les grandes surfaces poussent à la consommation de produits banalisés, standardisés, égaux à eux-mêmes à n'importe quel mois de l'année. C'est la lutte du « pain en tranche » contre celui du boulanger, du vin des grands négociants contre celui de la cave coopérative, du fromage « sans problèmes » contre le fromage fermier. A terme la logique des I.a.a. serait de ne faire consommer que des produits totalement industriels, c'est-à-dire des produits ne dépendant pas de variables aussi aléatoires que le paysan, la météorologie, le goût de l'herbe dans telle région ou tel mois de l'année.

Les patrons de la multitude de petites « usines » familiales sont en train de le comprendre. Désarmés face aux grandes surfaces, il leur faut « écouter leurs recommandations ». Ils avaient tout d'abord cru trouver dans ce commerce un débouché stable. Ils se sont tout d'abord aperçu — 40 % de la distribution dépendant de lui — qu'ils le finançaient en partie. En effet, les stocks payés à 60 jours ont une rotation plus rapide, ce qui signifie qu'ils sont vendus avant d'être payés... Puis les « acheteurs » leur ont imposé leurs prix et, enfin, une modification de leurs produits. La banalisation était en marche. Et la concentration. Car, pris à la gorge, coincés par les factures à trop longues échéances, les prix trop tirés, bon nombre de petits patrons sont allés trouver des « marieurs ». Ou des banquiers. Ce qui fait dire à bon nombre de spécialistes que la majorité des I.a.a. est à vendre.

« Coincés » par les revendeurs, surveillés par la direction des Prix, les fabricants — à tort ou à raison, cela dépend des cas — expliquent à qui veut les entendre qu'ils « ne peuvent plus ». Et l'appel à l'Etat arrive très vite. Déjà, avant qu'un secrétariat d'Etat soit institué, l'argent arrivait. En 1975, par exemple, 10 % des investissements de la branche, soit près de 600 millions, ont été versés par l'Etat. Mais ce n'est pas assez, aux dires des « professionnels », et l'idée d'un plan de financement fait son chemin. Au nom de l'agriculture française, du redéploiement industriel, le gouvernement financerait sur fonds publics l'émergence de quelques multinationales françaises. Les regroupements, l'amélioration de la production : ce n'est, en effet, qu'un premier pas. Certes, c'est par là que tout commencerait. Les chiffres le montrent. En 1974, les exportations de produits alimentaires bruts avaient progressé de 26 %, celles des produits transformés de 13 % seulement. Il existe donc une « marge » intéressante.

Mais l'essentiel n'est pas là. Les dimensions, les potentialités du marché international désignent le but visé : prendre place dans le peloton de tête, grâce à l'aide de l'Etat au marché français et à la variété de nos produits agricoles. Puis, une fois cette étape franchie, on s'implantera à l'étranger. C'est-à-dire qu'on y produira en fonction des besoins « locaux ». En réalité, après les avoir créés.

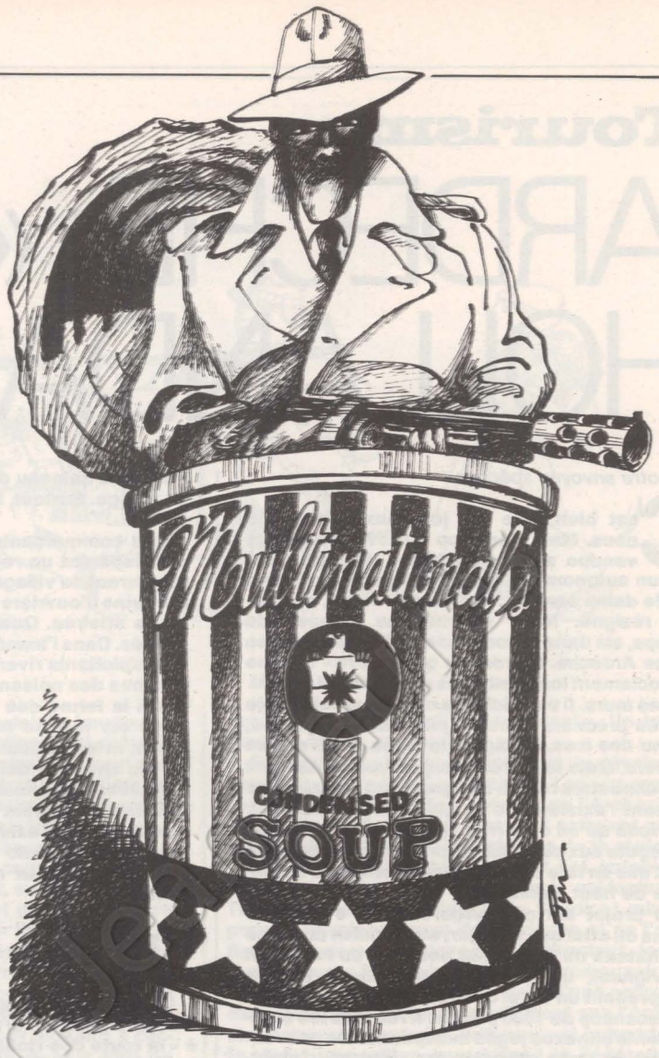
Car tout est là. Il ne s'agit pas, pour les patrons de l'industrie agro-alimentaire, de produire pour nourrir, mais de produire pour faire des bénéfices. Les marchés « riches » étant relativement saturés, il leur faut dans ces zones modifier le goût de la clientèle, afin de pouvoir se tailler une part du marché. Et, dans les pays en voie de développement, capter les couches de la population à pouvoir d'achat significatif, les détourner des productions locales, leur apprendre à consommer « standardisé ». C'est le schéma appliqué depuis fort longtemps et avec succès (voir notre encadré) par le complexe agro-alimentaire américain : asseoir sa puissance sur un produit de base, à condition de le vendre après sa transformation par l'industrie. Eliminer les produits concurrents et, partant d'un seul produit, fabriquer toute une gamme « industrielle ». Ce qui explique par exemple que, si les boulangeries disparaissent — c'est bien connu, les Français mangent de moins en moins de pain — la biscuiterie, en revanche, a relativement mieux « tenu le coup ». Reste donc, pour les I.a.a. « françaises », à se définir un secteur. Plus difficile, car en amont, la place est prise. En aval, c'est la foire d'empoigne. Les seuls secteurs où les Français semblent avoir une chance — les liquides, les céréales, les produits laitiers et la viande — étant déjà fortement monopolisés.

Modèle culturel

D'autant que les coopératives ont fait leur apparition. Quatre d'entre elles (Sodima-Yoplait, Union laitière normande, Agriculteurs de Bretagne et Unicopa) sont dans le peloton de tête des 12 grands. Certes, ces coopératives se sont éloignées de l'idéal coopératif du XIXe siècle et ne sont que des organismes jouant la règle commune. Mais, jusqu'à présent, elles se sont forts peu intéressées aux marchés étrangers. Créées pour commercialiser des produits bien définis, elles ont petit à petit élargi leur champ d'action, mais en suivant une règle tacite : faire respecter les adhérents — c'est-à-dire les paysans — par les concurrents et être les meilleurs dans la première transformation d'un produit. Après cela...

Ce qui explique que les industriels concernés ne les aient jamais considérées comme des concurrents sérieux. « Elles ne sont pas gênantes. Ce qui les intéresse, c'est de commercialiser un produit brut, explique le P.d.g. d'une des grandes I.a.a. Comme dans la viande, par exemple. Là, elles pourront se tailler un empire. Mais, pour ce qui est des produits plus élaborés, elles manquent de capitaux. Et leurs adhérents ne veulent pas en entendre parler ». Ce qui explique l'attitude prise par tous les dirigeants des grandes firmes multinationales depuis 15 ans : se dégager de la production lourde, liée aux activités de base de l'agriculture

LE RACKET DU SOJA



Les cours du soja continuent de grimper. Américaine à 75 %, cette plante oléagineuse qui fait la pluie et le beau temps sur le marché international a une histoire qui se mélange étroitement à la croissance des grandes firmes multinationales agro-alimentaires des Etats-Unis.

1920 : arachide, soja et colza, produits comparables du point de vue alimentaire, se partagent le marché. L'arachide représente 50 % de la production totale, le Sénégal pour sa part exportant 36 % du total. Source principale d'huile, cette graine va permettre à l'industrie huilière française de se tailler un marché. L'Angleterre et la Hollande ont choisi le coprah et le palmiste, l'Allemagne et les Etats-Unis le soja. En quelques années, les barrières protectionnistes, l'agressivité des Américains, leur volonté de dominer le marché allaient radicalement modifier le panorama.

1924 : le soja fait son apparition dans les statistiques agricoles américaines. 760 000 hectares sont ensemencés.

1934 : 4,2 millions d'hectares produisent du soja. L'American Soybean Association, créée en 1919, fait bien les choses en poussant les industriels à acheter la production à des prix fixés à l'avance, en s'implantant à Washington pour plaider leur cause en obtenant des barrières douanières efficaces, en organisant avec l'Etat la recherche. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, tout est en place : le marché intérieur est protégé, la technologie a fait d'immenses progrès. Toutes les expériences ont montré que le tourteau de soja, pour l'alimentation animale, peut remplacer les farines de viande ou de poisson. Ce sous-produit encombrant va faire la fortune de quelques-uns. Car, mélangé aux céréales, il va permettre de créer une industrie de la viande.

La guerre — et la hausse des prix — va donner le coup de fouet nécessaire. La production va croître de 75 %, des usines de trituration vont se construire. Il ne restera plus aux Etats-Unis qu'à imposer au reste du monde leur produit. Le plan Marshall va jouer son rôle. En Hollande et en Allemagne, le soja va être incorporé à la margarine. En Espagne, c'est l'huile d'olive qu'il va remplacer. Hubert H. Humphrey, ancien vice-président des Etats-Unis, ancien directeur des programmes d'aide alimentaire américains, expliquait en 1964 comment les choses s'étaient passées : « Les industriels du soja persuadèrent le gouvernement espagnol d'essayer notre huile de soja livrée dans le cadre du programme alimentaire pour la paix. Rapidement, les dons furent remplacés par des ventes en dollars. Maintenant, l'Espagne est un acheteur comptant de notre huile de soja ». Et le Marché commun fut, en ce domaine comme en d'autres, une bonne affaire pour les Etats-Unis : en 1974, il représentait 43 % des exploitations de graines, 58 % de celles de tourteaux. Par le jeu des prix et des pressions politiques, le soja allait, peu à peu, détrôner l'arachide et le colza. Au passage, « on » allait oublier que le soja, cette plante miracle, ne contient que 18 % d'huile, contre 50 % pour l'arachide. Et qu'un certain nombre d'autres oléagineux pourraient le remplacer.

Conséquence : on achète moins d'arachides et le Sénégal, par exemple, a connu quelques difficultés... En France, le principal groupe huilier — Lesieur —, qui avait bâti sa fortune sur l'arachide, a compris la leçon : il s'est allié aux firmes américaines et commercialise l'huile de soja...

Surtout, grâce aux tourteaux, les Etats-Unis allaient profondément modifier l'élevage européen. Leur modèle (maïs plus soja) a fait florès. Alliant la richesse énergétique du maïs à la richesse protéique du soja, le « modèle américain » allait servir pour réorganiser, dans un premier temps, l'élevage porcin et avicole. Puis l'élevage bovin. Car les céréaliers français avaient du maïs. Et, pour pousser à la consommation, ils favorisèrent l'introduction du tourteau de soja. Si les Etats-Unis possédaient les deux, la France avait besoin d'une béquille. Elle fut américaine. Une fois les habitudes prises et les circuits commerciaux mis en place, les prix, qui étaient restés bas, grimpèrent brusquement. Ce sont les éleveurs français qui en firent les frais.

Mais l'épopée du soja n'est pas terminée. « Le problème, c'est d'adapter le soja aux goûts de l'homme blanc qui a encore dans la bouche le goût de la viande ». C'est le président de la société allemande de recherches sur les corps gras, le Dr Baltes, qui, froidement, décrit l'avenir. L'idée de base est simple : valoriser les graisses animales en leur injectant des protéines et en leur donnant une texture. Le soja peut le faire. Incorporer aux plats précuisinés un produit qui économise la viande et qui réduit les coûts de production. Le soja peut le faire. Fabriquer des produits diététiques à faible teneur en graisse et à forte teneur en protéines. Le soja peut le faire. Les techniques sont au point, les brevets sont prêts. Dans un premier temps, il suffira, pour roder la production, d'agiter assez fort l'épouvantail du déficit mondial en protéines pour fournir aux pays sous-développés, grâce à « l'aide alimentaire », des aliments enrichis au soja. Ensuite...

Mais les Etats-Unis veillent à conserver leur monopole. En empêchant que des produits concurrents soient produits, ou qu'au Brésil ou en Afrique la culture du soja prenne une trop grande extension. En plus des pressions politiques ou commerciales, la technique employée est connue. Tout en préservant par des aides fédérales le prix du soja américain, tout est fait pour que, bizarrement, les prix du marché mondial chutent. Juste ce qu'il faut pour réduire à merci les concurrents. Puis la hausse reprend. A quoi bon se gêner ?

pour mieux tenir les créneaux « chers », ceux des produits plus sophistiqués.

On est loin de « l'arme politique ». Certes, cette dimension n'est pas absente dans les discours des hommes d'Etat américains. Mais la menace semble davantage jouer pour faire monter les cours de matières premières où les Etats-Unis ont la prééminence, que comme « arme politique » pure. Car les Américains savent mieux que quiconque qu'il n'y a pas de « besoins humains naturels » en céréales ni en produits industrialisés.

Le succès de ces derniers est fonction de la publicité, du poids d'un modèle culturel, celui des Etats-Unis. Pour les céréales, la viande ou toute autre nourriture, il en est de même. Il existe une multitude de produits de remplacement. Et un Etat décidé à « compter sur ses propres forces » pourrait fort bien, sauf en période de calamité naturelle, sortir du système de la marchandise, produire sur place des produits permettant une alimentation peut-être différente, mais tout aussi « bonne » que celle fournie par les « pays excédentaires » et les monstres industriels qui se sont créés.

Les « enquêtes » de la C.i.a., par exemple, portent sur les « produits stratégiques » et non pas sur les « ressources stratégiques ». Ce qui élimine, pour un bon nombre de pays du tiers monde, toute une gamme de produits tropicaux pouvant jouer un rôle de base important dans l'alimentation de ces pays. Il n'est pas question là de recherches, d'amélioration de la production. Mieux vaut parler de viande de soja ou de poudre de lait...

Le choix de la France est clair. Disposant d'une agriculture efficace le gouvernement, plutôt que de jouer le jeu des accords d'Etat à Etat — faut-il faire le compte des marchés perdus ? — a choisi la carte de l'industrie. Les conséquences en sont prévisibles. Non seulement il nous faudra passer par la technologie américaine, mais, pour assurer une « bonne » dimension à quelques-unes de nos I.a.a., apprendre aux Français à manger différemment. Viendra alors le temps de la conquête. Non pas de marché pour les produits français — cela se fera accessoirement — mais de marché pour les quelques firmes capables d'investir et de produire sur place. Cela fera l'affaire de quelques firmes et de quelques banques, à défaut de faire l'affaire des Français.

GUY PERRIMOND

Tourisme

ARDECHE : « COLONIE » HOLLANDAISE

De notre envoyée spéciale.

« C'est bien, que les journaux parlent de nous. Mais c'est trop tard : l'Ardèche est vendue aux Hollandais ». Non, ce n'est pas un autonomiste notoire qui parle, mais une vieille dame sereine, tout de noir vêtue, au sourire résigné. Nous sommes au hameau de Comps, sis dans la commune de Grospierres, en basse Ardèche. L'Ardèche qui « crève » comme le proclament les bombages qui s'étalent çà et là sur les murs. Il est midi et la chaleur grésille déjà en ces premiers jours de juin. Sur les collines, autour des mas, s'étagent la vigne et les arbres fruitiers. Mais tout près, saugrenues, s'élancent les silhouettes raides des grues qui signalent au passant l'existence d'un gigantesque chantier. Car voilà qu'en ce terroir vivarais où la garrigue le dispute aux cultures, un promoteur hollandais s'est mis en tête d'implanter un complexe touristique de haut standing.

Le projet est d'envergure. Il ne s'agit rien moins en effet que d'ériger, sur l'ancien domaine du château du Rouret (80 hectares de landes et de vignes), un ensemble touristique intégré comprenant un hôtel quatre étoiles et un village de vacances de 1500 places. Avec tous les équipements annexes jugés indispensables pour satisfaire la riche clientèle du « Rouret » : night-club, restaurant, salles de congrès et de cinéma, centre commercial, bowling, terrain de golf et, bien sûr, deux piscines olympiques pour éviter que les « belles étrangères » ne sèchent sur pied au cœur de la canicule ardèchoise. Tout ce qu'il faut pour vivre en circuit fermé dans ce concentré de vie citadine greffé sur l'espace rural. Et les vacanciers auront ainsi le privilège de contempler à loisir la campagne et d'admirer le travail des paysans (c'est si pittoresque !) bien calés dans leur fauteuil, sans rien abandonner de leur confort et de leurs habitudes. La greffe prendra-t-elle ? C'est une autre histoire...

Jacques de Kort, le promoteur, a obtenu sans difficultés l'accord de la municipalité de Grospierres, fascinée par les perspectives de développement « inespérées » pour une petite commune de 450 habitants. « Nous avons pris nos responsabilités, affirme le maire (classé « favorable à la majorité »), Maurice André, agriculteur. C'est pour nous une chance à ne pas laisser passer. Le chantier a déjà permis la création de nombreux emplois temporaires et, quand le complexe fonctionnera, d'ici à deux ans, le promoteur nous a promis 90 emplois permanents ».

« La population du village n'a pas été consultée », s'indigne pour sa part Toulouze, jeune agriculteur et voisin immédiat du domaine hollandais, qui a décidé de créer un comité de défense. « Quant aux emplois, l'argument-choc du maire, c'est un leurre, explique-t-il. Jamais l'affaire ne tournera toute l'année : il y aura des emplois pendant seulement deux ou trois mois. Ce n'est donc pas une solution au problème de l'emploi chez nous. De plus, il s'agira d'emplois sans qualification car, ici, peu de gens connaissent l'hôtellerie : notre métier à nous, c'est l'agriculture... Alors, tout ça ne profitera pas tellement aux gens du pays ».

Pour ne pas prêter le flanc à ces critiques, les responsables hollandais ont pris soin de faire travailler exclusivement des entrepreneurs du département mais, de l'aveu même du maire, six personnes de Grospierres seulement ont pu être engagées... Pour l'heure, les Grospierrois ne se sentent pas très concernés : le chantier se trouve au hameau de Comps, à deux kilomètres du village. Surtout, les touristes ne sont pas encore là...

Les commerçants voient la chose d'un bon œil, espérant un regain d'activité : déjà l'hôtel-restaurant du village, qui reçoit chaque jour une trentaine d'ouvriers du chantier, a l'aspect d'une ruche affairée. Quant aux agriculteurs, ils sont divisés. Dans l'immédiat, seuls se sont mobilisés les exploitants riverains du domaine, premières victimes des nuisances du chantier : pour accéder à la ferme des Toulouze, il faut désormais traverser le « no man's land » tout hérissé de grues. Et les véhicules ont bien du mal à emprunter les chemins défoncés par les bulldozers et les allées et venues des camions. De plus, les bâtisseurs veulent créer une nouvelle route d'accès, la voie existante étant insuffisante pour permettre le trafic intense prévisible pendant l'été. Il faut, pour cela, acquérir de nouveaux terrains.

Pas des Indiens

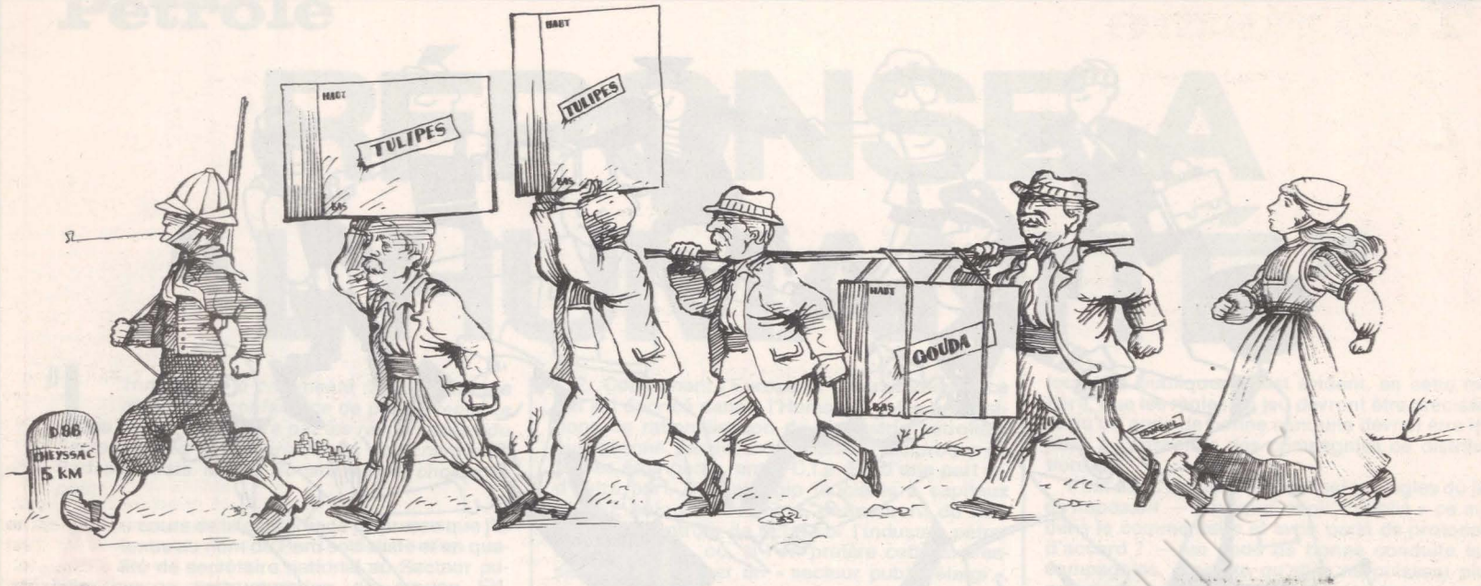
La plupart des agriculteurs concernés sont d'accord pour vendre les parcelles nécessaires à « la route des Hollandais » : la venue des Hollandais a, en effet, provoqué une flambée des prix dont certains ont bien envie de profiter... Mais deux ou trois irréductibles refusent de vendre. Aussi la municipalité a-t-elle demandé qu'on déclare la route d'utilité publique afin de pouvoir exproprier les récalcitrants. D'autre part, certains propriétaires terriens ont bénéficié de l'installation du groupe de Kort. « Il y a eu des magouilles », chuchotent les membres du comité de défense. Lors de la vente du domaine du Rouret, la Safer est en effet intervenue : en échange de landes et de terres incultes, le promoteur a accepté de céder des terres cultivables que la Safer s'est chargée de revendre aux agriculteurs intéressés. Mais, selon la rumeur, seuls les conseillers municipaux ou des membres de leur famille ont bénéficié de ces terres. Bien sûr, le maire dément catégoriquement ces « racontars ».

Dans l'immédiat, il faut pourtant bien reconnaître que la présence du chantier hollandais ne gêne que les plus proches riverains. Mais c'est surtout pour l'avenir qu'il y a lieu de s'inquiéter, même si peu de Grospierrois en sont conscients. Une telle concentration touristique pendant les mois d'été risque fort de perturber quelque peu la vie tranquille de ce village endormi sous le soleil : quand les touristes seront sur place, la vieille Madame F. ne pourra peut-être plus installer son pliant sur la placette ombragée pour « prendre le frais » en devisant... Mais c'est surtout pour l'agriculture, activité vitale en Ardèche, que l'invasion touristique estivale risque d'être nuisible. D'autant que l'été n'est pas pour les paysans le temps du loisir, mais celui du plus dur labeur... La coexistence du tourisme de masse et des activités agricoles est loin d'être toujours pacifique. Les Ardéchois sont bien placés pour le savoir depuis quelques années.

Car l'affaire du Rouret n'est que le dernier épisode en date d'un processus que certains n'hésitent pas à qualifier de « colonisation ». Depuis le début des années 70, c'est essentiellement les touristes étrangers, belges et surtout hollandais qui se sont intéressés à l'Ardèche. Ces Nordiques se sont pris de passion pour le pays vivarais si prodigue en soleil — on ne saurait leur en faire grief alors que les touristes « bien de chez nous » dédaignent l'arrière-pays pour s'agglutiner sur les plages. Ces prisonniers des grandes métropoles ont découvert le charme des villages clos sur leur silence, des collines pierreuses, des rythmes oubliés. Et,



LA FRANCE PITTORESQUE : Un village dans l'ARDECHE...



pour eux, la basse Ardèche a l'attrait d'un exotisme surrané, la saveur d'un pays qui est l'envers du leur. Tout y est: le soleil, bien sûr, mais aussi les vieilles pierres (si belles!) sans compter les paysans au mode de vie « si proche de la nature ». Et puis, la vie n'est pas chère pour ces touristes venus du froid. Comme le proclame une des publicités qui vantent l'Ardèche aux Hollandais : « Population arriérée, spéculation facile »... En somme, l'Ardèche est aux Hollandais ce que l'Espagne ou le Maroc sont aux touristes français : à chacun ses sous-développés! Ni trop — l'Ardèche n'est pas encore un désert malgré des décennies d'exode rural et de fermetures d'usines — ni trop peu — elle est néanmoins l'un des départements les moins peuplés de France — la région est idéale pour le repos et le dépaysement du citadin fatigué... Le problème, c'est que les « autochtones » ne sont pas résignés à devenir les Indiens de l'Europe.

Mais les agences de voyages n'ont pas tardé à tirer profit de l'engouement des Hollandais. Trois agences néerlandaises se sont installées dans le département pour y être à pied d'œuvre. Quant au promoteur du château du Rouret, ce n'est pas un inconnnu dans la région. Son frère est le responsable d'un autre centre qui fonctionne depuis plusieurs années à Villeneuve-de-Berge (là aussi sont réunis à la fois un village de vacances, un camping, une piscine, etc). Vallon-Pont-d'Arc, petite cité de 3000 habitants au nord des gorges de l'Ardèche, gonfle démesurément l'été jusqu'à atteindre environ 40 000 habitants... Avec toutes les nuisances qu'un tel afflux saisonnier peut provoquer (camping sauvage dévastateur, dépôts d'ordures, manque d'eau, etc.). Plus à l'est, à Bourg-Saint-Andéol, la population s'est mobilisée pour empêcher la construction d'un village de vacances de 3 000 habitants sur le bois de Laoul, projet cher au maire U.d.r. de la ville, Maurel.

Comme en Corse

Même en ce début de saison, on croise de très nombreuses voitures immatriculées en Hollande au hasard des routes sinueuses du département et, chaque été, les foules estivales se font plus denses. Ce qui commence à susciter çà et là un phénomène de rejet aux allures parfois xénophobes. L'été dernier a déjà été « chaud » : sur les murs, sur les panneaux de signalisation les inscriptions « NL Go Home », « Touristes dehors » se sont multipliées et une voiture hollandaise a été arrosée à l'acide... Les récriminations s'accumulent. Les commerçants reprochent aux « colonies » hollandaises de faire venir tout leur approvisionnement, des esquimaux jusqu'aux boîtes de lait, directement de Hollande. « Ils vivent en circuit fermé, en marge de l'économie locale », prétendent certains. Mais, à voir les devantures luxueuses et les mines épanouies des propriétaires de certaines boutiques à Villeneuve-de-Berge ou à Vallon-Pont-d'Arc, il semble que la présence massive des touristes étrangers suscite tout de même quelques retombées... De même les artisans ne manquent pas d'ouvrage car les Hollandais font restaurer à grands frais les maisons qu'ils rachètent. « Ils ont le goût plus sûr que beaucoup de Français, reconnaît un amateur d'art. Et, surtout, ils ont le respect des vieilles pierres et de l'architecture traditionnelle ardéchoise ». « Ils n'ont pas le même mode de vie que nous, explique un artisan de Vogüe. Nous autres, les terrains de golf et les bowlings, on n'aime pas bien ces jeux-là »... « Ils font du nudisme derrière ma maison », proteste tel autre. Mais ce n'est pas pour déplaire à certains : « Quand ils arrivent, je le sais tout de suite, raconte un habitant de Lavilledieu. Comme par hasard, les agriculteurs du coin éprouvent tous en même temps le besoin d'aller faire un tour de tracteur de ce côté-là : parce que vous comprenez, le soleil, ils le prennent le plus possible ! »

Le projet du P.s.

Mais ce sont surtout les agriculteurs qui ont lieu de se plaindre, car les touristes entendent profiter de la « nature » sans trop se soucier des travaux agricoles. Grapiller le fruit sur l'arbre, le raisin sur le cep a pour eux le goût irremplaçable de la liberté retrouvée... Et s'il leur prend la fantaisie d'aller cueillir bleuets et coquelicots dans un champ de blé, ils ne pensent pas aux épis saccagés. Pas plus que les adeptes du camping sauvage ne prennent garde de ne pas s'installer dans un pré non fauché... Cela peut passer à la rigueur une fois de temps en temps, mais quand c'est cinq ou dix fois par jour que le paysan surprend ces indélicats, on ne peut que comprendre sa colère. Les agriculteurs ardéchois ne sont d'ailleurs pas seuls à connaître ces problèmes : en Corse, dans les Cévennes et dans d'autres régions agricoles, l'arrivée des touristes est parfois redoutée à l'égal des nuées de sauterelles et les fourches sont parfois sorties... Alors trouvera-t-on bientôt des panneaux « Touristes interdits » ? L'organisation actuelle du travail et de la société rend pourtant les vacances indispensables à la plupart des travailleurs, surtout s'ils résident dans de grandes villes...

En réalité, ce qui fait problème ce n'est pas le tourisme en soi ni même le tourisme étranger, c'est plûtot une certaine conception du tourisme. Ce qui est en question, c'est la concentration des touristes, à la fois dans l'espace et dans le temps. « Nous ne sommes pas contre les touristes, qu'ils soient hollandais, belges ou français, précise Toulouze, l'animateur du comité de défense du Rouret, mais ce que nous voulons, c'est un tourisme adapté au milieu rural et qui, si possible, profite aux ruraux, ce qui n'est pas le cas dans des opérations financées par des sociétés capitalistes de gabarit international ». Un tourisme « doux », en quelque sorte.

En fait, ce sont deux conceptions du développement ardéchois qui s'opposent. Les uns prennent acte de la situation actuelle de l'Archèche (dépeuplement, chômage, etc.) et estiment que le tourisme est la dernière chance de la région. Telle est la position de la plupart des notables locaux, des élus de droite et de la préfecture. Telle est aussi la politique du Syndicat mixte pour le développement de l'Ardèche et de l'office de tourisme de Privas dont le directeur, Jean Fucili, pousse le zèle jusqu'à aller promouvoir la région dans les cités belges, suivi d'une escorte de majorettes... Les autres affirment que l'Ardèche doit rester agricole, artisanale et industrielle. C'est la position que défend la Fédération ardéchoise du P.s., dans son récent « Projet socialiste pour l'Ardèche ». « Le tourisme n'est pas une solution pour l'Ardèche, cela peut être tout au plus une activité d'appoint », explique Marius Bouchon, secrétaire fédéral du P.s. C'est aussi l'opinion du Comité ardéchois pour des actions concertés (Capac), qui réunit pour des actions ponctuelles, sans base idéologique précise, tous ceux qui veulent agir pour que l'Ardèche revive. Car la prolifération touristique est à la fois le signe et l'agent du dépérissement du pays. Le signe parce que, dans une région qui voit mourir l'une après l'autre chacune de ses chances — hier la sole et la châtaigne ; demain qui sait, le vin et les fruits — le tourisme peut être présenté comme la dernière carte à jouer. L'agent, parce que le tourisme de masse entre tôt ou tard en conflit avec l'agriculture. Par les déprédations dont les touristes se rendent coupables, mais plus encore par le bouleversement des structures foncières : les amateurs de résidences secondaires ont en effet provoqué une flambée des prix fonciers qui rend la terre de moins en moins abordable à ceux qui la cultivent. Comment un agriculteur pourrait-il agrandir son exploitation, comment un jeune pourrait-il s'installer quand les prix sont multipliés par cinq ou par dix et quand ils savent qu'il y aura toujours un acheteur de la ville pour « mettre le paquet » ?

Aussi est-il urgent de remettre le tourisme à sa place en renonçant aux grandes concentrations estivales qui, au bout de deux mois d'intense activité, laissent les villages d'Ardèche retourner au silence des pays morts pendant dix longs mois. Il est temps d'encourager le développement d'un tourisme diffus qui pourrait profiter à ceux qui s'obstinent à vouloir rester à la terre, au lieu de leur être à charge. Dans cette optique, les diverses formules de tourisme à la ferme (gîtes ruraux, chambres et tables d'hôte...) pourraient, plus efficacement que les hôtels quatre étoiles et les établissements de luxe, contribuer à améliorer la compréhension mutuelle entre ruraux et citadins. Faute de quoi les étés seront de plus en plus chauds, en Ardèche et ailleurs...

MARIE-JOSE BERNARDOT



ELF AQUITAINE: DES CHERCHEURS, DES GEOLOGUES, DES FOREURS, DES INGENIEURS, DES CHIMISTES...

... CEUX QUI TRAVAILLENT POUR NOUS TRAVAILLENT AUSSI POUR VOUS.

Nous employons directement 30.000 personnes. Des géologues, des géophysiciens, des foreurs, des mécaniciens, des électroniciens, des chimistes, des informaticiens...

Sur ces 30.000 personnes 1 sur 20 se consacre uniquement à la recherche. Car la recherche est la première condition de tout avenir. En 1975 nos chercheurs ont déposé 65 brevets en France et 515 dans le monde entier.

Une façon bien concrète d'affirmer la présence française à l'étranger.

Et le travail appelle toujours le travail. Elf Aquitaine, indirectement, est un puissant moteur d'emploi.

L'industrie métallurgique, les chantiers navals, les industries mécaniques, le bâtiment trouvent par exemple du travail dans la construction de nos plate-formes géantes d'exploration et de production en mer.

Finalement quand Elf travaille, beaucoup de monde y gagne.

elf aquitaine

LES INTERETS QUE NOUS DEFENDONS CE SONT LES VOTRES

Ecom

Pétrole

RÉPONSE A "L'HUMANITÉ"

PAR MICHEL ROCARD

« L'Humanité » a commenté de bien étrange manière la conférence de presse tenue la semaine dernière par les responsables du Secteur public et des problèmes de l'Energie du Parti socialiste. Michel Rocard met les choses au point.

Au cours de la conférence de presse que j'ai tenue au nom du Parti socialiste et en qualité de secrétaire national au Secteur public, sur la restructuration du groupe Elf-Aquitaine, j'ai exposé les grandes orientations d'une politique pétrolière socialiste, en présence notamment de Jean Poperen, secrétaire national et député, spécialiste des questions de l'énergie au Parlement, et de Robert Chapuis. Délégué national à l'Energie et à la Recherche. Il eût été de la plus élémentaire correction, de la part du journal « l'Humanité », de nommer l'auteur du commentaire réservé à cette conférence de presse, en page 5 de l'édition du 10 juin.

Ce commentaire ne porte d'ailleurs que sur le dernier tiers de l'exposé — les grandes orientations de la politique pétrolière. Il faut donc en déduire que, sur le reste — la reconnaissance de la nécessité d'une restructuration du groupe Elf-Aquitaine, mais dans des conditions qui ne privent pas le personnel de toute représentation efficace, l'autonomie de gestion des entreprises nationales sur la base de contrats négociés et les responsabilités régionales du groupe Elf-Aquitaine — il y a accord. On s'en félicite. Mais il eût été également correct de le dire. Quant aux six remarques qui constituent ce commentaire, leur auteur manie les citations tronquées avec une telle maladresse qu'il est évident qu'il commente une autre politique pétrolière, sûrement pas celle que le Parti socialiste a effectivement exposée le 8 juin.

1. En ce qui concerne la diversification de l'approvisionnement pétrolier, « l'Humanité » écrit : « Il n'est aucunement proposé de sortir la France des griffes du cartel. Au contraire, il est proposé des contrats d'approvisionnement de longue durée, à négocier par les compagnies, y compris les compagnies étrangères. Cette proposition n'a rien à voir avec les contrats d'Etat à Etat qui ne peuvent avoir un sens que sur la base d'un secteur public élargi ».

Au nom du Parti socialiste, j'avais dit : « A ce sujet, je ne suis pas trop inquiet sur ce que nous serons en mesure d'obtenir au niveau des négociations d'Etat à Etat. Nous ne pourrons être auprès d'un certain nombre de pays producteurs que dans une meilleure position que celle d'un gouvernement qui a détérioré ses relations avec l'Algérie et qui vend des centrales nucléaires à l'Afrique du Sud. Les compagnies pétrolières françaises, en raison de leur expérience et de leurs liens privilégiés avec les pays producteurs et aussi des rapports nouveaux que leur compétence technique leur a permis de créer avec certains d'entre eux — je pense en particulier à l'activité de la C.f.p. en Algérie — auront à mettre en œuvre l'application des accords d'Etats et à négocier elles-mêmes directement, seules ou aux côtés de compagnies étrangères des contrats d'approvisionnement de longue durée. »

Il faut rappeler que les compagnies pétrolières citées sont déjà sous contrôle d'Etat, que l'allusion aux compagnies étrangères vise la demande — il y aura peut-être une politique énergétique de l'Europe — et pas l'offre, et que ce deuxième paragraphe vise clairement l'application en qualité, quantité et prix des accords d'Etat à Etat visés au paragraphe précédent. De qui se moque « l'Humanité » ?

2. Concernant l'Europe et contrairement à ce qui est énoncé dans « l'Humanité », les propositions de rationalisation de l'industrie pétrolière européenne, par accord de cession réciproque de filiales étrangères, entre C.f.p.-Elf d'une part et, d'autre part, B.p. et Agip (sociétés à capitaux d'Etat), puis Shell et Fina, permettront de renforcer le contrôle de l'Etat sur l'industrie pétrolière nationale, ou, si l'on préfère cette expression, de constituer un « secteur public élargi », permettant à la France de « sortir des griffes du cartel ».

3. En matière de recherche, « l'Humanité » écrit : « la volonté de développer des recherches dans les régions où l'on peut « conserver la propriété des produits » rappelle étrangement les propos de M. Chirac, qui parle carrément des « zones politiquement sûres » — celles où il n'y a aucun risque de... nationalisation ».

Le texte de « l'Humanité » prête au Parti une référence à des zones politiquement sûres qui n'est pas dans le texte de la conférence de presse du P.s., lequel dit : « L'acquis technologique des deux groupes français, notamment en matière d'off shore, qu'il s'agisse de la prospection, du développement des champs ou du transport, est important et cet acquis nous permettra de diversifier nos attitudes :

— l'engagement industriel et financier dans les secteurs où il est envisageable de conserver la propriété des produits ;

— l'assistance technique liée à des contrats d'approvisionnement avec les pays qui souhaitent légitimement garder ou recouvrer la maîtrise de leur sous-sol. »

Il est donc clair que deux cas sont envisagés : celui des pays qui souhaitent légitimement garder ou recouvrer la maîtrise de leur sous-sol, ce qui est le cas de la plupart des pays du tiers monde ; et le cas « où il est envisageable de conserver la propriété des produits ». Ce cas visait essentiellement, dans la réflexion de la commission Energie du P.s., la mer d'Iroise et, secondairement, le Groenland. On se demande bien ce que sous-entend ici « l'Humanité » ? Souhaite-t-elle que, au cas de découverte en mer d'Iroise, la France vende ses gisements aux compagnies du Cartel ? A quoi joue-t-on ?

4. En ce qui concerne les pratiques anticoncurrentielles, « l'Humanité » écrit : « Eviter les pratiques anticoncurrentielles par un « code de bonne conduite » revient à s'aligner sur la position de M. Giscard d'Estaing, qui avait signé en septembre 1973 un protocole d'accord avec les compagnies. Accord sur lequel s'appuient les pétroliers pour tenter d'échapper à la Justice. »

Le texte de la conférence de presse du P.s. dit : « Mais cette même loi (la loi de 1928 N.d.l.r.) a pu servir de prétexte — quoique la justification n'ait pas trompé grand monde ! — aux compagnies pétrolières pour mener des pratiques visant à entraver gravement l'exercice de leur profession par les revendeurs qui ne dépendent pas d'elles et à abuser un certain nombre de clients, dont les collectivités publiques. Il est évident, en cette matière, que les règles du jeu devront être précisées et qu'un code de bonne conduite devrait être imposé à l'ensemble des compagnies de distribution. »

Il est donc proposé de préciser les règles du jeu en *imposant* — pourquoi avoir « oublié » ce mot dans le commentaire et avoir parlé de protocole d'accord ? — un code de bonne conduite aux compagnies, de sorte qu'elles ne puissent plus prendre la loi de 1928 comme prétexte pour justifier ces pratiques.

Que proposent d'autre les partenaires du programme commun ? Le président du groupe parlementaire du Parti socialiste n'a pas attendu la campagne du P.c.f. pour porter plainte devant la Justice et accuser les compagnies pétrolières. L'assimilation à la position de Giscard d'Estaing est un procès d'intention parfaitement inacceptable.

5. Sur le coût de l'adaptation de l'appareil de raffinage, « l'Humanité » écrit : « La répartition du coût de l'adaptation de l'appareil de raffinage entre « les consommateurs, les sociétés et l'Etat » signifie qu'il faut à la fois augmenter à nouveau les prix et financer les pétroliers pour rentabiliser tout le capital accumulé ces dernières années. C'est une thèse chère aux compagnies, mais la proposition est tellement scandaleuse que même le gouvernement a dû jusqu'ici renoncer à subventionner les raffineurs. »

Le texte de la conférence de presse du P.s. dit : « Depuis la mutation des prix des bruts de 1973, les raffineries françaises, comme les raffineries européennes, ne sont plus adaptées au marché : elles produisent trop de produits lourds pour les besoins de l'industrie — en particulier Elf — tandis que leur production de produits légers (carburants et naphtas) qui satisfait aujourd'hui la demande, risque d'avoir de la peine à suivre sa progression. Le financement de l'équipement des raffineries en unités de conversion pour « craquer » les produits lourds, dépasse les moyens propres des compagnies, qu'elles soient françaises ou filiales de multinationales. Le problème de la répartition de cette charge entre les consommateurs, les sociétés et l'Etat montre à l'évidence la nécessité et l'urgence de mettre en place les procédures d'une planification démocratique. La loi de 1928 a permis au raffinage français de constituer un outil cohérent ; il nous faudra en organiser l'adaptation. »

Où « l'Humanité » voit-elle qu'il faut à nouveau augmenter les prix ? On rappelle en outre que les pétroliers en question sont pour l'essentiel des entreprises nationalisées. Depuis quand la planification démocratique n'aurait-elle pas pour tâche de trancher précisément de tels problèmes ? Que veut donc dire le programme commun ?

6. La conférence de presse traitait de la fusion S.n.p.a.-Elf-Erap et non du scandale pétrolier lui-même, objet de deux questions écrites, d'une lettre au Premier ministre et de plusieurs déclarations de responsables du Parti socialiste. La référence aux termes du programme commun fut faite trois fois au cours de la conférence de presse, à laquelle n'assistait aucun correspondant du journal « l'Humanité ». Cependant, substituer l'invocation du « programme commun » à toute analyse politique et économique précise, pratiquer vis-à-vis des partenaires de ce programme la citation tronquée, le contresens volontaire, l'amalgame avec les ennemis de classe, et le procès d'intention, c'est miner l'esprit de l'union de la gauche autour du programme commun de gouvernement.

Geneviève Serreau : « L'écrivain n'est pas un propriétaire, c'est un travailleur »

Écrire aujourd'hui — pour reprendre la formule du colloque organisé par le P.s. le week-end dernier — relève de plus en plus de l'exploit. Combien peuvent encore faire imprimer sur leur carte de visite : « profession : écrivain » ? Combien vivent encore de la seule vente de leurs livres ? L'opinion publique est aveuglée par des illusions savamment entretenues : de même qu'on lui laisse croire que tous les comédiens mènent le train de vie d'un Delon ou d'un Belmondo, de même on laisse entendre que tous les auteurs roulent sur l'or de leurs droits à la manière d'un Troyat ou d'un Simenon. La réalité est autre, évidemment ; 300 auteurs à peine répondent à la « définition fiscale française » de l'écrivain : personne gagnant 50 % de ses revenus grâce à ses livres ; il n'existe aucun statut social de l'écrivain, qui dépend entièrement du bon plaisir de son éditeur. Lequel éditeur a de plus en plus tendance à se désintéresser de l'aventure littéraire, donc de l'écriture proprement dite, pour monter des affaires autour des vedettes de l'actualité. Hier les éditeurs étaient des commerçants-mécènes, amateurs de littérature ; ils sont devenus — à deux ou trois exceptions près — des boutiquiers jongleurs en plus-values.

Geneviève Serreau connaît bien ce monde de l'édition. Romancière, essayiste, auteur de théâtre, traductrice, elle collabore aussi, depuis 1957, avec Maurice Nadeau à la direction des « Lettres nouvelles » qui éditent à la fois une revue et deux collections de livres. Elle a découvert le théâtre en rencontrant, à Lyon en 1942, un certain Jean-Marie Serreau qui fut selon le mot de Michel Piccoli un des « aventuriers » de ce siècle. Elle a raconté une partie de cette aventure, de ce temps où les « découvertes » se nommaient Samuel Beckett, Eugène Ionesco, Arthur Adamov, Jean Genet, etc, dans un essai paru chez Gallimard : « Histoire du Nouveau Théâtre ». Dès 1947 elle a été, avec l'aide de Beno Besson, la première traductrice française de Brecht. Elle a écrit le premier essai publié en France sur Brecht. Au total elle a traduit six pièces de Brecht, deux de Gombrowicz et l'unique pièce de Kafka, « Le gardien du tombeau ». Elle a également adapté pour la scène le roman de Marguerite Duras « Un barrage contre le Pacifique ». Elle a elle-même écrit plusieurs pièces dont la dernière, « Fabriquer ça », vient d'être crée au Théâtre de la Tempête (Cartoucherie de Vincennes) par l'Orbe Théâtre. Après quatre romans et un recueil de nouvelles, elle vient de faire paraître « Dix huit mètres cubes de silence » (Editions Denoël, collection « Lettres nouvelles »), une suite de nouvelles dont un critique a salué l'écriture en la situant « entre Tchekhov et Michaux ». « Trans-Atlantique », le seul roman de Witold Gombrowicz encore inédit en français, vient de sortir chez Denoël, dans la collection « Lettres nouvelles » dont s'occupe Geneviève Serreau, dans une traduction de Kot Jelenski et Geneviève Serreau ! Un tableau aussi idyllique pourrait conforter un mythe persistant : « On vous l'avait bien dit que les écrivains sont des gens heureux et nantis ! » Une lumière plus crue servira à débusquer la réalité : si Geneviève Serreau travaille dans une maison d'édition — comme de nombreux écrivains — c'est que ses livres ne la nourrissent pas. Pourra-t-elle par ailleurs garder cette activité alimentaire longtemps ? On en doutera quand on saura ceci : les éditions Denoël, sur ordre de la direction de Gallimard (Denoël fait partie du groupe Gallimard), viennent d'avertir Maurice Nadeau que dans un an elles n'assumeront plus la publication des « Lettres nouvelles ». C'est le dernier mauvais coup en date, porté par l'édition contre la littérature. Le statut actuel de l'écrivain n'est décidément pas rose. Nous l'allons voir avec Geneviève Serreau.

L'UNITE : Vos deux derniers livres, « Ricercare » et « Dix-huit mètres cubes de silence », sont deux recueils de nouvelles. Pourquoi, après avoir écrit des romans, utilisez-vous cette forme littéraire ?

GENEVIEVE SERREAU : Mes romans étaient déjà construits comme une suite de nouvelles liées par un fil invisible. Les nouvelles sont elles-mêmes unies par un lien : il est tout aussi discret. Romans et nouvelles ont chez moi la même caractéristique : une certaine façon d'aborder la réalité sous des angles successifs et différents. « Perspectives », la première nouvelle de « Dix-huit mètres cubes de silence », en est un peu le symbole — ce n'est pas prémédité, je m'en suis aperçu après coup : c'est, si l'on veut, la description d'un tableau de l'école hollandaise où il y a un très gros premier plan avec un chat, puis un second plan, puis un troisième, puis un quatrième ; entre le premier plan et l'infini on peut aller et revenir sans jamais quitter une vision réelle et concrète des gens et des choses.

Certains thèmes des nouvelles et la façon de les traiter m'ont servi d'appui pour « Fabriquer ça » ; cette pièce est construite en une suite de séquences où des thèmes reviennent, mais traités sous des modes différents : les séquences réalistes alternent avec les séquences fantasmatiques ou oniriques. Mais, quelle que soit la perspective, une séquence renvoie toujours à la réalité.

— Pouvez-vous préciser ?

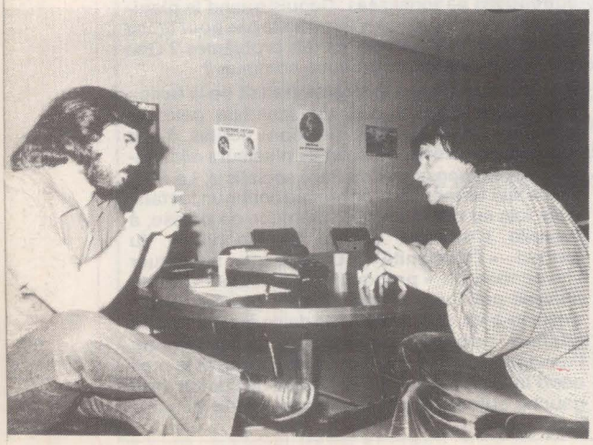
— La pièce aurait pu s'appeler « Naissances ». Elle montre que la vie est une suite de naissances, une succession de choix de vivre. On naît à la dimension politique, on en crève, on y renaît autrement. On naît à l'amour, on en crève. Et ainsi de suite. Chacun choisit de vivre, chacun naît de mille manières diverses. La pièce n'en évoque que quelques-unes ; quelques-uns de ces moments où l'on choisit de vivre malgré les répressions extérieures et intérieures. Par exemple, après la séquence qui évoque une manifestation, on voit un manifestant rêver de Rosa Luxemburg : on peut porter en soi Rosa comme une sorte d'écharde, mais comme une sorte d'espoir aussi. Autre exemple : la séquence centrale du « Jugement de la Vie ». On y voit une dame qui s'appelle la Vie ; elle est affublée d'un chapeau un peu fou ; elle ne s'exprime qu'en trilles musicaux ; à son bras elle a n'importe qui, c'est-à-dire un homme. Un homme qui couche avec la Vie, parce qu'il l'a dans la peau, la Vie ! On le lui reproche. On lui conseille de la quitter. Les juges sont sévères ; ils lui rappellent toutes ses consessions, tout ce qu'il accepte parce qu'il aime la Vie : la télé, les cadences, la productivité, etc.

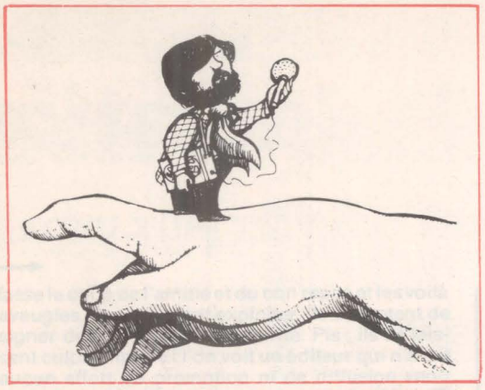
— En quoi peut-on rapprocher ce « traitement de la réalité » de l'écriture brechtienne ? Autrement dit : Brecht a-t-il eu une influence sur votre façon d'écrire ?

— Incontestablement, Brecht m'a aidé, la découverte de Brecht m'a influencée. Quand j'ai découvert Brecht, personne ne l'avait encore limité à un certain nombre de principes et d'a priori. Son théâtre n'avait pas encore le côté réducteur et manichéen qui lui a été donné par la suite en France ; car c'est le terrorisme de certains intellectuels français qui a stalinisé et sclérosé Brecht. Au départ, j'ai reçu Brecht directement par les textes de ses pièces ; je l'ai reçu dans l'émerveillement : voilà un théâtre nouveau qui apportait une lecture nouvelle du monde et du comportement humain ; voilà un théâtre qui était bien plus que politique au premier degré.

Car Brecht ne s'est jamais contenté — même si certains ont essayé de le faire croire — de développer une thèse et de la mener jusqu'au bout. Il a écrit un théâtre dialectique, c'est-à-dire acceptant qu'à l'intérieur d'un comportement on trouve un comportement contraire, c'est-à-dire acceptant de voir le salaud à l'intérieur de l'honnête homme. C'est ainsi que, dans « La bonne âme de Setchouan », les pauvres gens, sur qui Brecht devrait nous apitoyer, sont purement et simplement des salopards... Bien sûr, Brecht se sert de la théorie marxiste, je m'en félicite ; mais il ne se contente pas de greffer une théorie ou une idéologie sur la réalité ; il attaque cette réalité par toutes ses facettes et il ne cache pas qu'elles sont

Geneviève Serreau avec Jean-Paul Liégeois.





LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

souvent contradictoires. Il le fait avec une concision admirable et un humour extraordinaire dont on tient rarement compte dans les mises en scène françaises. Incontestablement, Brecht a renforcé mon goût pour l'écriture, pour la création littéraire.

— Pourquoi écrivez-vous ? A quoi sert, selon vous, la littérature ?

— Ecrire n'est faire œuvre ni d'optimisme ni de pessimisme. Ces termes me sont totalement étrangers. La littérature relève plutôt pour moi, du constat. Un constat aussi approfondi que possible : quand j'écris, j'essaie de voie « comment ça se passe ». L'écriture est un outil de connaissance. La littérature est le contraire de l'habillage : Brecht n'était pas quelqu'un qui avait d'abord une idée et qui essayait de l'habiller ensuite avec des mots ; Brecht était quelqu'un qui cherchait dans la jungle des mots une approche multiple de la réalité. Un écrivain n'est pas quelqu'un qui se demande : tiens, comment vais-je dire cela ? Il procède plutôt par une approche titubante de la réalité dont il n'arrive à se saisir que quand son outil (son écriture) est au point. Ecrire, c'est comme forer : on fait des trous et, de temps en temps, on touche la nappe. Ecrire, pour moi, revient à trois interrogations essentielles : comment c'est ? Comment on est ? Comment on naît ? Ce qui n'a pas grand-chose à voir avec la rédaction d'un fait divers dans « France-Soir » !

— Ce qui demande d'avoir du temps et de la disponibilité...

— Quand on a un emploi du temps surchargé, quand on a une profession alimentaire, quand on a trois enfants à élever — ce qui a toujours été mon cas — ce n'est pas simple. Il faut mener la guerre pour trouver du temps. Il faut arracher ce temps à la quotidienneté de la vie. Ce qui n'est pas très bon pour l'écriture : j'ai mis trois ans à écrire certains romans ; je suis persuadée que mon élan de départ a fini par s'effilocher, par dépérir... Ma situation n'est pas exceptionnelle. La majorité des auteurs connaissent les mêmes conditions d'existence et de travail. Seule une petite minorité d'écrivains gagne de l'argent : ceux-là seuls peuvent entièrement se consacrer à l'écriture.

— Le statut de l'écrivain est donc à revoir...

— Complètement. Il faudrait d'abord commencer par s'attaquer au contrat qui lie l'auteur à l'éditeur. Quand il fait un livre, un écrivain y laisse sa chair et son sang. Eh bien ! le contrat décrète que l'œuvre appartient entièrement à l'éditeur. C'est vrai que l'éditeur est indispensable. C'est vrai qu'un livre n'existe que s'il est diffusé. Mais est-ce que ça autorise tous les excès ? Est-ce que ça autorise l'éditeur à percevoir 50 % des droits d'adaptation cinématographique quand c'est l'auteur qui a trouvé lui-même un cinéaste ?

La notion de propriété littéraire est aussi à mettre en cause. Un écrivain n'est pas un propriétaire, c'est un travailleur. Il serait normal qu'il vive de son travail sa vie durant. A sa mort, personne ne devrait avoir droit de regard sur son œuvre : je veux dire aucune personne privée, aucun membre de ces familles qui ont généralement une attitude abusive. Il serait mieux que ce soit la collectivité qui « hérite » de l'œuvre, quelque chose comme une coopérative d'écrivains ou — pourquoi pas ? — une Caisse nationale des lettres, qui serait enfin utile. Ainsi les droits d'auteur du mort ne serviraient qu'à faire mieux connaître son œuvre... et à aider de jeune auteurs.

En France, la création artistique est laissée à l'abandon. Dans tous les domaines. En littérature particulièrement. Dès 1968, à l'Union des écrivains, où j'ai milité quelque temps, nous avons préconisé l'équivalent d'un « C.n.r.s. pour la littérature ». Pareil Centre national de la Recherche littéraire existe ailleurs, dans les pays nordiques notamment ; ce qui constitue une aide remarquable pour les écrivains.

En revanche, dans ce pays, il n'est pas admis qu'écrire est un métier qui prend du temps, qui nécessite des recherches et des documents, qui demande des contacts et des voyages. Nie-t-on qu'un V.r.p. ait besoin de se déplacer et que cela entraîne pour lui des frais professionnels ? Alors, pourquoi ne pas comprendre qu'un écrivain devrait pouvoir aller partout où il en a envie ? C'est de ces pérégrinations qu'il nourrit ses livres. Il faudrait en finir une fois pour toutes avec le mythe du génie coupé du monde qui réinvente tout dans sa tour d'ivoire ! L'écrivain est un travailleur qui a besoin de connaître d'autres hommes, d'autres civilisations, d'autres sociétés et d'autres œuvres. Comment avoir accès à tout cela sans argent ? Oui, le statut de l'écrivain est à repenser de A à Z.

— Qui est responsable d'une telle situation ?

— Le système politique en place qui laisse crever les créateurs... Les éditeurs, bien sûr, qui se désintéressent de la littérature. Mais il y a d'autres responsabilités : les media, comme on dit, c'est-à-dire la télévision et la presse écrite ; et les auteurs eux-mêmes.

La télévision est coupable. C'est elle qui a chassé la littérature de la tête des gens. C'est elle qui, dans ses émissions prétendument « littéraires », impose l'idée fausse selon laquelle livre serait obligatoirement égale à succès. C'est elle qui a ajouté les « best-sellers » aux « tubes », bouclant ainsi la boucle du mercantilisme culturel. C'est elle qui a mis un mythe dans la tête des gens. Je l'ai bien vu en parlant avec des publics populaires, par exemple dans les bibliothèques municipales de villes très ouvrières comme Choisy. Je leur ai demandé : « Qu'est-ce que c'est, pour vous, un écrivain ? « Ils m'ont répondu : «D'abord c'est un monsieur, c'est quelqu'un qui en a dans la tête. Ah ! ça, il lui en faut pour écrire tout ce qu'il écrit ! Ensuite c'est un monsieur qui vit bien. Ah ! ça, n'ayez pas peur, ça lui rapporte ! » Voilà ce que la télévision fait croire au public ; voilà ce que la « grande presse » répercute et perpétue.

C'est archi-faux. Combien d'auteurs vivent uniquement de leur plume d'écrivain ? Je souligne : uniquement. Dix, vingt, peut-être. Sûrement pas. Si l'on prend le théâtre, qui vit de son œuvre ? Les écrivains de Boulevard comme Françoise Dorin et Marc Camoletti ; un ou deux vrais écrivains comme Ionesco ; et puis c'est tout. Car ni Paol Keineg ni André Benedetto ne peuvent manger grâce à leurs droits d'auteur.

En revanche, n'importe quelle vedette du moment peut pondre n'importe quelle crotte sur n'importe quoi : l'éditeur met sa photo sur la couverture et l'affaire est jouée. Il est assuré de vendre 20 000 ou 30 000 exemplaires du bouquin. Il est assuré que les radios, les télévisions et les journaux vont en parler. Alors qu'aucun ouvrage littéraire ne trouve plus aucun écho nulle part. Et les attachées de presse des quelques maisons qui s'intéressent encore à la littérature s'arrachent les cheveux : plus personne ne veut parler d'ouvrages littéraires dans la presse. Les éditeurs cherchent désormais la rentabilité. Avec de tels critères, pas un chef-d'œuvre de la littérature du XXe siècle n'aurait été édité autrement qu'à compte d'auteur ; car, pas plus Genet que Vian, Gide que Malraux n'ont pu faire tirer la première édition de leurs livres à 20 000 exemplaires !

Les écrivains ont leurs torts dans cet état de choses. Trop longtemps ils se sont considérés — et certains se considèrent encore — comme des écrivains isolés pouvant avoir un rapport privilégié avec leur éditeur. Il suffit que l'éditeur leur

→







changer la vie culturelle

Variétés

BEDOS COURONNÉ

L'Association des critiques de variétés s'est réunie le 9 juin dernier aux Blancs-Manteaux (ex-Pizza du Marais) pour décerner les prix du 4e Manteau d'Arlequin. Pour 1976, elle a remis quatre prix : le prix de la scène a été donné à Guy Bedos, celui du disque a couronné ex aequo Jean Vasca et David Mc Neil, celui de la chanson francophone est allé à la Québécoise Louise Forestier et celui de la chanson étrangère au Catalan Lluis Llach. Une mention spéciale a été accordée à Eve Griliquez pour l'excellente émission qu'elle présente chaque mois sur France-Musique, Libre parcours. Rappelons que cette émission passait également à la télévision, mais que Fr. 3 a cru bon de la supprimer. Quant aux autres couronnés (Bedos, Vasca, Mc Neil, Forestier et Llach), ce ne sont pas des inconnus pour nos lecteurs : « l'Unité » a parlé, au cours de l'année écoulée, de leurs spectacles et de leurs disques...

Radio

MARCHE OU REVE

Après un petit mois de vacances — tout le monde y a droit, non ? — Claude Villers est revenu le 7 juin sur France-Inter de 20 à 22 heures. Mais sans Pas de panique. Villers est revenu avec une nouvelle émission : Marche ou rêve. Elle est destinée à faire découvrir les différentes régions de France à travers les témoignages de leurs habitants. « Marche ou rêve, explique Villers, c'est le voyage, l'Aventure avec un grand A. C'est découvrir la France en prenant la route, la France des villages perdus, la France des petites villes où l'on vit différemment. Mais il ne s'agit pas du retour à la terre de l'ex-cadre dynamique ni de l'écologie de salon. Il s'agit seulement d'évoquer la France loin des sentiers battus et des sujets rebattus ».

Pour ce faire, Villers racontera chaque mois une région en se faisant aider par deux spécialistes de traditions et cultures régionales : Jacques Lacarrière et Henri Gougaud. Leurs récits et histoires seront complétés par des enquêtes menées dans les régions mêmes par des « très spéciaux » qui vont vivre un mois sur place. Villers a ouvert le « feu régional » lundi dernier avec l'Auvergne.

Télévision

QUI A PEUR DE PHILIPPE BOUVARD ?

On le crie sur les toits, on le murmure en coulisses : « Cet homme est dangereux ». En quoi ? Pour qui ? La rumeur publique ne le précise pas, mais elle répète, clignant de l'œil : « Vous verrez, il ne respecte rien. » « Tant mieux, pense le téléspectateur alléché par cette promesse. Ça va saigner ». L'intéressé lui-même soigne sa réputation de méchant garçon, toujours prêt à mettre les pieds dans le plat et les gloires officielles en boîte. Voyez les titres de ses livres : « Oursin dans le caviar », il prétend répandre « du vinaigre sur les huiles ». Il n'en faut pas davantage pour assurer le succès de « Dix de der » qui a succédé à « Samedi soir » (sur Antenne 2), et pour hisser le petit Philippe Bouvard parmi les grands de ce monde.

Mais, à y regarder de près, la légende s'effrite. On s'étonne d'abord de trouver chez les huiles un tel goût pour le vinaigre. Le gratin serait-il masochiste ? Non, bien sûr, pas plus que vous et moi, mais il a compris que l'oursin Bouvard n'égratignait pas n'importe qui n'importe comment. Il choisit ses victimes, chanteurs sans voix, vedettes aux dents longues, ou simplement « l'imbécile du coin », l'original sans malice que deux ou trois questions perfides amènent à se couvrir de ridicule. Qu'un employé de bureau imite Tino Rossi ou qu'une midinette se teigne les cheveux en vert, et les voilà réduits en chaîr à pâté. En revanche, les gros bonnets majoritaires, la fleur des pois parisiens s'en tirent sur une chiquenaude. L'avez-vous remarqué ? Bouvard-le-brise-fer n'attaque jamais l'argent ni ceux qui l'incarnent.

Il lui arrive pourtant de tomber sur un bec et de nous offrir, malgré lui, une séquence d'arroseur-arrosé qui nous met en joie. Ainsi, le 12 juin, trois fortes têtes répondirent-elles à ses facéties par un « direct » qui le laissa pantois. L'une, Hélène Vida, chargée depuis peu des informations sur la seconde chaîne, accueillit flegmatiquement les compliments qui saluaient sa promotion. A croire qu'il était tout naturel, pour une femme, de diriger un journal parlé ! « Je suppose que vous prenez un soin spécial de votre élégance, de votre maquillage », lui dit Bouvard, la rappelant à l'ordre de sa condition. « Pas plus que vous », répliqua-t-elle d'un air candide.

Ensuite le lycéen Frank Burbage, double lauréat au concours général, fut interrogé sur le programme qu'il appliquerait s'il avait à remplacer Jean-Pierre Fourcade. « Soyons sérieux, dit l'adolescent. On ne viendra à bout de l'inflation et du chômage que par une réforme profonde des structures du système, réforme que seul un changement de majorité permettrait d'accomplir ».

Enfin, Maurice Joyeux, vieux militant syndicaliste, lança dans la mare ce pavé définitif : « Je sais bien que si l'on invite des gens comme moi, c'est parce que ça fait du spectacle. Mais vous, Philippe Bouvard, si vous êtes là, ce n'est pas en raison de mérites particuliers, vous auriez pu être un pauvre type qui couche sous les ponts ».

De tels exemples porteront-ils leurs fruits ? L'insolence changera-t-elle de camp ? On le souhaite dans l'intérêt même de l'émission. Tous les enfants vous le diront : pour avoir un bon Guignol, il faut rosser le commissaire.

GABRIELLE ROLIN

Théâtre

PSYCHODRAME A LA VILLETTE

Un théâtre où chacun paie sa place comme il veut, participe au spectacle si le cœur lui en dit, fait ensuite la critique des acteurs, du public, du système... oui, cela existe, cela s'appelle le Théâtre Présent, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Allez voir « Ta vie vide », deux farces grinçantes de Guy Foissy et Jean-Jacques Varougean, superbement interprétées par Arlette Thomas et Pierre Peyrou. Vous rirez beaucoup et, en prime, vous pourrez vider votre cœur (tous les soirs à 20 h 30, sauf le dimanche).

Chanson

VISSOTSKY BÂILLONNÉ... EN FRANCE

Vladimir Vissotsky, pour employer une image commode, c'est « le Brassens soviétique ». Il vit en U.r.s.s. où il chante et joue depuis vingt ans : il appartient à la troupe de la Taganka pour les spectacles de laquelle il a écrit des musiques de scène et des chansons. Actuellement il joue « Hamlet », de Shakespeare, à Moscou. Il a également écrit des musiques de films. A ce jour, il est l'auteur de plus de 600 chansons qui sont connues et populaires à l'Est : les jeunes des pays socialistes s'identifient à lui comme toute une génération d'Américains l'a fait avec Bob Dylan. D'une voix forte, Vissotsky chante ses textes qui racontent le plus souvent l'histoire de personnages réels : « Le soldat », « Le marin », « Le boxeur », « Les poètes », « Le chanteur devant son micro », etc. Le « sens caché » de ses chansons n'en constitue sans doute pas l'aspect le moins important et explique un phénomène étonnant : en U.r.s.s., il n'a enregistré que quelques disques, mais des cassettes « non officielles » circulent à travers tout le pays. Les autorités lui font aussi quelques tracas d'ordre bureaucratique : en U.r.s.s., on n'a pas le droit d'être à la fois chanteur et comédien !

Au cours d'une récente visite privée en France, Vissotsky a enregistré une chanson pour la télévision : elle a été présentée en même temps que son auteur-interprète par Maxime Le Forestier, le 9 juin dans l'après-midi, sur T.f. 1. D'autre part, Vissotsky est passé par les studios de France-Musique : il y a chanté suffisamment pour que Jacques Erwan puisse lui consacrer trois émissions. Elles seront diffusées mardi prochain 22 juin à 22 h 30, mercredi 23 juin à 23 h et jeudi 24 juin à 22 h 30, sur France-Musique bien sûr.

Autre étrangeté à propos de Vissotsky : il a enregistré un double album en France, mais la maison de disques qui l'a pressé ne le met pas dans le commerce. Pourquoi ? Qui bâillonne Vissotski en France ?

LE CRI DES MURS

C'est une forme d'intervention peu commune en France : un journal mural, un « dazibao » de chez nous. Il a nom « Le cri des murs » et en est à son numéro 9. Il se présente sous la forme d'une affiche à coller ou à épingler où bon vous semble. Il peut, dans la rue, dans un lycée, dans un foyer, dans une M.j.c. ou dans une entreprise, provoquer débats et discussions. Sa dernière livraison est consacrée à l'immigration et aux récentes expulsions des délégués des foyers de la Sonacotra. Elle parle de ces 4,5 millions d'étrangers qui « ont eu confiance dans la France ». On sait comment ils sont traités et « accueillis » ! « Le cri des murs » en donne quelques exemples éloquents. Cette information de type « sauvage » a son utilité : « Le cri des murs » coûte 3 F l'exemplaire ou 13 F les dix exemplaires. On peut également s'abonner (« Le cri des murs », B.p. 8, 75521 Paris Cedex 11).

fasse le coup de l'amitié et du bon repas et les voilà aveugles. Ils se laissent exploiter. Ils acceptent de signer des contrats d'exclusivité. Pis : ils se laissent culpabiliser. Et l'on voit un éditeur qui n'a fait aucun effort de promotion ni de diffusion venir consoler son auteur : « Ah ! mon pauvre ami... » Et l'auteur de repartir en pensant : « S'il n'arrive pas à vendre mon livre, c'est que je fais de la camelote... » Il faut changer ça. Il faut que les écrivains cessent de se comporter en personnages individualistes, géniaux, maudits et incompris. Il faut qu'ils prennent en main leur propre destin. Il faut qu'ils secouent leur apathie. Il faut qu'ils apprennent à connaître le monde de l'édition et ses réalités. Sinon, comment pourront-ils se battre pour revendiquer un statut ? A-t-on vu des ouvriers mener victorieusement un combat contre leur patron sans connaître la marche exacte de l'entreprise ?

— Il y a progrès de ce côté. Progrès récent, c'est vrai. Mais la création du Self, le Syndicat des Ecrivains de langue française, ne constitue-t-elle pas un sérieux pas en avant dans le comportement même des écrivains ?

— Le Self est né un peu par hasard. « Monsieur » Jean-Edern Hallier avait déclaré que Marie Cardinal partageait entièrement ses vues sur l'édition et l'écriture. Cet individu a tendance à vouloir faire penser tout le monde comme lui... Marie Cardinal a voulu mettre les choses au point en écrivant un article dans un quotidien. Le papier se terminait ainsi (je résume le sens) : « Voilà ce qui se passe dans le monde des écrivains ; chacun dit n'importe quoi, chacun de son côté ; il faudrait peut-être qu'un jour on se décide enfin à faire un vrai syndicat des écrivains ».

Syndicat : le mot a fait mouche. La situation était mûre. Le lendemain de la parution de l'article, une trentaine d'écrivains ont téléphoné à Marie Cardinal : « Ce syndicat, il faut le faire ! « Ça a fait tache d'huile. Nous nous sommes bientôt retrouvés à 250, puis 300. Le Self s'est tout de suite mis au travail : une vingtaine de commissions se sont constituées et fonctionnent en permanence. Elles cherchent des solutions à tous les problèmes des écrivains. La commission qui a le plus nettement avancé concerne le « contrat type » et le « code des usages entre auteurs et éditeurs ». Des avocats et des conseils juridiques examinent avec les adhérents du Self une mise en question systématique de cette catégorie de contrat qui liait définitivement un auteur à son éditeur, parce qu'il avait signé pour la parution d'un malheureux livre. A l'annonce de ces travaux du Self, de nombreux éditeurs ont réagi avec colère : ils ont manifestement peur des conséquences de cette rébellion des auteurs qui ne veulent plus se laisser exploiter ! D'autres n'ont pas enfourché les démons de la fureur et de la hargne ; ils préfèrent l'expectative ; ils disent : « Nous ne signons plus rien pour l'instant, nous attendons... »

— Mais, pendant que les auteurs cherchent des solutions, certains éditeurs continuent de jeter la littérature par-dessus bord. C'est le cas de Gallimard, qui a décidé de se débarrasser des « Lettres nouvelles », double collection littéraire et revue dont vous vous occupez avec Maurice Nadeau (1).

— Gallimard — auquel est rattachée la maison Denoël qui nous éditait jusqu'à maintenant — ne fait que refléter un mouvement général de l'édition : la littérature n'intéresse plus ; elle devient le parent pauvre du livre. Je reconnais que le coût du papier et les frais d'imprimerie ont considérablement augmenté. Mais...

— Mais cela seul ne justifie pas la disparition d'une des dernières collections littéraires de France. L'explication est ailleurs : dans la mentalité mercantile de l'édition. Le marketing et la technocratie ont tout envahi. En d'autre temps, sous Gaston Gallimard par exemple, les « succès de librairie » servaient à financer les premiers pas des auteurs littéraires ; la politique de la maison était pensée globalement, horizontalement : avec un livre qui « marchait » on en éditait trois ou quatre autres. Aujourd'hui tout est conçu verticalement ; un livre est pris isolément et l'éditeur raisonne ainsi : « Ce volume coûte tant, on le tire à tant, il rapporte tant ». Et tout ce qui risque de rapporter peu ou rien n'est pas édité. C'est la politique du boutiquier, du marchand de soupe qui prévaut désormais. Ce qui aurait été inconcevable au début de la dynastie des Gallimard : Gaston Gallimard éditait la N.r.f., qui fut en son temps à la pointe de la littérature. Maintenant Claude Gallimard achète à prix d'or les mémoires de Cassius Clay - Mohamed Ali.

— Oui, la littérature n'a qu'à se débrouiller. Depuis quelques années, quand un manuscrit littéraire arrive dans une maison d'édition, après le passage par le comité de lecture, le patron demande : « Est-ce qu'il a des chances d'avoir un Renaudot, un Fémina ou un Goncourt ? « Si la réponse est non, le livre a peu de chances d'être pris en considération. Il faudrait supprimer les prix littéraires : ils servent d'alibis aux éditeurs et privilégient de façon exorbitante chaque année trois ou quatre livres au détriment de tous les autres.

— Mais les éditeurs ne trouveraient-ils pas d'autres moyens pour se débarrasser de la littérature ?

— Si, certainement. Leur but étant la rentabilité, les prétextes peuvent être multiples. La preuve : les livres publiés par notre collection des « Lettres nouvelles » ont plusieurs fois obtenu le Prix du meilleur livre étranger, deux Femina, un Renaudot et même un prix Nobel ; nous venons d'obtenir à nouveau un Prix du meilleur livre étranger. Ce qui n'empêche pas Gallimard de nous couper les vivres. A la limite, les éditeurs n'ont plus besoin de prétexte...

— Que vont devenir les « Lettres nouvelles » dans un an ?

— Maurice Nadeau rêve d'une maison à lui sur une base coopérative. Mais cela paraît bien difficile à réaliser. On pourrait aussi imaginer une solution internationale : « les Lettres nouvelles » jouissent d'un prestige considérable à l'étranger. Il serait peut-être envisageable d'être soutenus financièrement par des grandes maisons d'édition étrangères ; en retour, nous pourrions aider à la diffusion de leurs productions en France. Car dans certains pays voisins on s'intéresse encore à la littérature ! Mais, actuellement, tout cela relève du domaine de l'hypothèse.

— Est-il encore possible de sauver la littérature française ?

— La bagarre qu'ont entamée les écrivains par le biais du Self peut y contribuer. Mais pour changer de façon décisive, pour assurer un sauvetage définitif il faudrait une autre politique au niveau des Affaires culturelles dans l'aide aux créateurs, dans la diffusion des œuvres, une autre politique de la lecture, une autre politique de l'édition ; au total, une autre politique tout court.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) En vingt ans « Les Lettres nouvelles » ont publié les œuvres les plus importantes de la littérature contemporaine française et étrangère. Grâce au travail de Maurice Nadeau et de son équipe, Julliard (qui a édité la revue et les collections jusqu'en 1965) et Denoël (qui les édite jusqu'à l'an prochain) sont pourvus d'un joli fond ! Nous ne citerons que quelques noms : Georges Perec, Claire Etcherelli, Hector Bianciotti, Angelo Rinaldi pour les Français. Pour les étrangers : l'Américain John Hawkes, l'Italien Leonardo Sciascia, les Anglais Jean Rhys et Malcom Lowry ; et Witold Gombrowicz ; et Bruno Schul, etc. Sans oublier que c'est la revue « Les Lettres nouvelles » qui, la première, a publié Artaud, Bataille et Blanchot. Sans oublier que c'est cette même revue qui a fait connaître en France, dans ses numéros spéciaux de 1960 à 1976, les nouveaux écrivains contemporains américains (d'Amérique du Nord et du Sud), soviétiques, hongrois, allemands (de l'Est et de l'Ouest), canadiens, grecs, finlandais, suédois, irlandais, néerlandais et roumains. Une paille, quoi !



Deux scènes de « Fabriquer ça » au Théâtre de la Tempête (Cartoucherie de Vincennes).



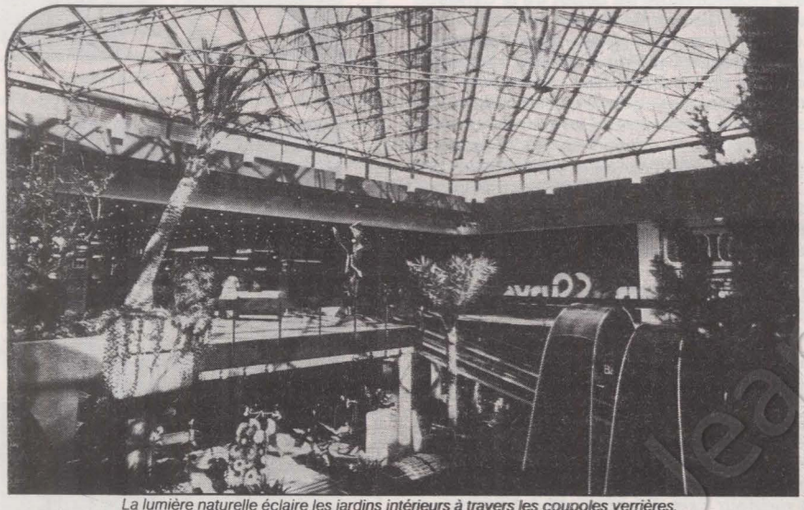


Deux exemples d'adaptation

Les deux grands centres commerciaux urbains

Evry 2 Centre :

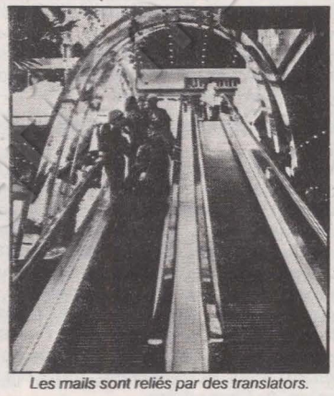
ouvert sur l'Agora, c'est la grand'rue de l'Essonne.



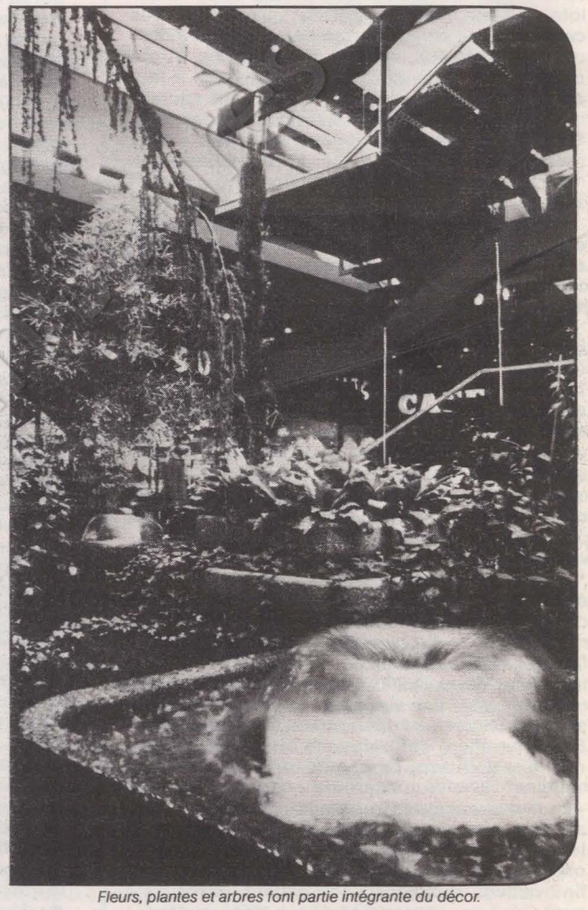
La lumière naturelle éclaire les jardins intérieurs à travers les coupoles verrières.



Le premier centre commercial intégré à une Agora.



Les mails sont reliés par des translators.



Fleurs, plantes et arbres font partie intégrante du décor.

Les agoras grecques avaient leurs marchés, celle d'Evry a son centre commercial.
Traversé par deux rues, Evry 2 Centre ouvre en effet directement sur l'Agora, place vitale de la Ville Nouvelle rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne (théâtres, patinoire, 5 salles de cinéma, bibliothèque-discothèque, équipements sportifs). Il participe ainsi en permanence à la vie de la communauté urbaine bien au-delà de son activité proprement commerciale.

Le huitième fleuron de la S.C.C.

Forte de l'expérience de ses sept premiers centres : Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Grigny 2, Ulis 2, Bobigny 2 et La Part-Dieu, la Société des Centres Commerciaux s'est voulue ici plus créative encore.

Elle a tout mis en œuvre pour combler les aspirations d'une population qui connaît l'expansion démographique la plus forte de France.

Pour précéder même ses exigences prochaines : insertion directe au cœur même de la Ville Nouvelle. Excellente jonction avec tous les moyens de communications. Décoration harmonieuse inspirée de l'environnement naturel. Complémentarité des plans de commercialisation.

Ainsi, sur 71.000 m² Evry 2 Centre réunit : un grand magasin (les Nouvelles Galeries), un hypermarché (Euromarché) et 117 boutiques.

Accessible et vivant jour et nuit, il est devenu en un an le prolongement, la grand'rue, et le principal pôle d'attraction de la Ville Nouvelle. Aujourd'hui, 1.850 personnes travaillent à Evry 2 Centre.

Depuis son ouverture, le 20 mars 1975, Evry 2 Centre reçoit environ 720.000 visiteurs par mois et son chiffre d'affaires a atteint 300 millions de francs en 1975 (après neuf mois d'activité).

Une source de

L'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.
A cet égard, la Société des Centres Commerciaux intervient directement

En pleine expansion, la Société des Centres Commerciaux diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :

- Rosny 2 (25.000 m²) en cours de livraison.
- Evry 2 (12.000 m²) en cours de livraison.
- La Part-Dieu (Lyon) 40.500 m² et le 25e hôtel Frantel, livraison fin 1976.

secteur public, secteur privé.

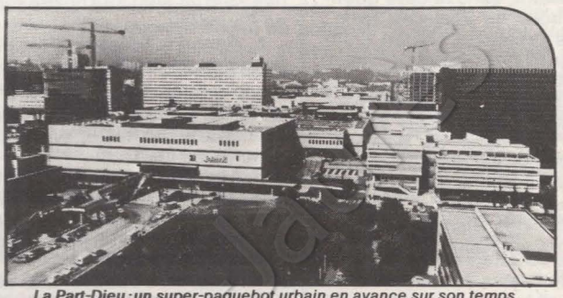
réalisés par la SCC sont aujourd'hui sur orbite.

La Part-Dieu à Lyon :

un nouveau centre de vie pour la seconde métropole française.



Le centre offre une architecture intérieure verticale et un décor raffiné.



La Part-Dieu : un super-paquebot urbain en avance sur son temps.



La Part-Dieu : le plus grand centre commercial régional d'Europe...



... et le plus grand du monde en rénovation de centre-ville.

CHRISTIAN CHASSIN

110.000 m². 169 magasins. 2 grands magasins (les Galeries Lafayette et le Grand Passage). 3 grandes surfaces : c'est le plus grand centre commercial d'Europe.
Construit au cœur du nouveau quartier de La Part-Dieu, premier Centre Régional de Décision créé en France, il offre l'éventail le plus complet de commerces, de loisirs, de services et emploie 2.500 personnes.

L'équation idéale : Emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Des résultats qui parlent d'eux-mêmes

Depuis son ouverture, le 9 septembre 1975, La Part-Dieu accueille en moyenne 28.000 visiteurs par jour : 13.200 pour les achats et 10.000 pour les loisirs. 4.000 personnes viennent même d'au-delà du département du Rhône.
Au cours des six premiers mois d'activité, le centre a réalisé un chiffre d'affaires de 262 millions de francs. Et ceci, malgré une conjoncture économique peu favorable puisqu'il s'est ouvert au moment où la crise touchait le plus fortement la région Rhône-Alpes. On est donc fondé à évaluer le chiffre d'affaires 1976 à 510 millions de francs.

Ainsi, La Part-Dieu a pris, dès sa première année, une place à sa dimension sans nuire pour autant au reste du commerce lyonnais. C'est un succès évident lorsqu'on sait qu'un centre commercial met de deux à quatre ans, dans le monde entier, pour atteindre son orbite. Et c'est surtout une preuve éclatante de la vitalité de Lyon.

pour la région

avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart ou une demi-heure de transport.

La meilleure image du commerce régional et urbain

Renseignements pour la location
des magasins et des bureaux :
S.C.C. 20 place Vendôme, 75001 Paris
Tél. 260.32.56

Au risque de vous plaire



Spectacles

*** Festival du Marais (jusqu'au 12 juillet).**

Café-théâtre, dans la cave gothique de l'hôtel de Beauvais, avec : Jazzouillis Orchestra, Gilbert François, Jacques Yvart, Henri Gruvman, Dimitri, etc. Animation autour d'un manège de chevaux de bois, place des Vosges. Théâtre, dans la cave gothique de l'hôtel de Beauvais, avec : « Un certain chemin » par le Théâtre Martha et le Théâtre de la Mandarine. Concerts à l'Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux et à l'hôtel Carnavalet.

BANLIEUE

*** Aubervilliers : Rencontres de juin (jusqu'au 27 juin).**

Soirée Cabaret (le 18 juin). Inauguration de « Spectexpo » : exposition de masques et de sculptures autour de « Tentative de description d'un dîner de têtes à Paris », de Jacques Prévert (le 19 juin). Guy Bedos (le 22 juin).

*** Saint-Denis : Festival musical (jusqu'au 24 juin).**

« Symphonie n° 9 » et « Messe en ré mineur » de Bruckner par l'Orchestre philarmonique et les Chœurs de Brême, à la basilique (le 24 juin).

*** Versailles : Festival (jusqu'au 24 juin).**

« Le menteur » de Goldini (le 20 juin), Octuor de cuivres de Paris (le 22 juin), Récital du chanteur d'opéra Jessye Normann (le 24 juin).

PROVINCE

*** Béziers /Valras-Plage : Festa de la Lenga Occitana (les 19 et 20 juin).**

Hommage au poète provençal Jorgi Rebol (le 19 juin). Récital de chansons occitanes avec Nicola, Patric, Maria Roanet, Rosina de Peire, Joan dau Melhau, etc. (le 20 juin). Et de nombreux écrivains : Max Rouquette, Jean Larzac, Yves Rouquette, Robert Lafont, etc.

*** Lyon : 34e Festival international (jusqu'au 7 juillet).**

L'orchestre de Paris (le 18 juin) et « Lohengrin » de Richard Wagner (les 21 et 24 juin) au Théâtre romain de Fourvière.

*** Vienne : Saison d'été 1974 (jusqu'au 24 août).**

Le groupe catalan Esbart dansaire del Rosselo (le 19 juin) et un récital de piano de Geneviève Chauveau (le 22 juin).

*** Aix-en-Provence : Musique dans la rue (jusqu'au 4 juillet).**

Concerts de jazz (le 22 juin), concert Mozart (le 23 juin), Cuarteto Cedron (les 23 et 24 juin).

*** Grenoble : Festival international du court métrage et du documentaire (du 22 au 27 juin).**

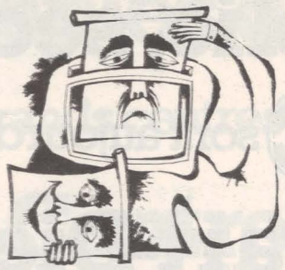
Quatre ou cinq projections quotidiennes réparties en trois séries : sélection internationale, panorama de la production française, présentation des œuvres des écoles.

*** Etampes : Les heures musicales (jusqu'au 26 juin).**

Musique, danse et poésie sur le thème de « La Licorne » par l'ensemble Le Sillage (le 19 juin). Drame liturgique roman par l'Ensemble polyphonique de France de Charles Ravier (le 26 juin).

*** Marseille : Le chapiteau du « Grain de sel » en vadrouille (du 25 juin au 12 juillet).**

Un manège pour enfants, la Troupe Z, le Théâtre à bretelles, le Théâtre de l'Olivier et le collectif vidéo Ciné-Lutte.



Télévision

VENDREDI 18 JUIN

La 2e partie de l'enquête du magazine Vendredi sur les enfants handicapés, De quoi avons-nous peur ? (20 h 30, F.r.3).

Robert Badinter présente le livre-rapport de son Comité, « Liberté, libertés » — autres invités à ce numéro d'Apostrophes : Henri Caillavet, Etienne Fajon et... Philippe Malaud (21 h 35, A2).

Un petit joyau de l'anticonformisme au cinéma : « Bof ! », de Claude Faraldo (22 h 45, A2).

SAMEDI 19

« Le cheval évanoui », une dramatique de Françoise Sagan sur l'aristocratie britannique (20 h 30, A2).

« Le Giro » : les coulisses du Tour d'Italie cycliste (20 h 30, F.r.3).

DIMANCHE 20

Elizabeth Taylor dans une adaptation (?) de Scott Fitzgerald par le cinéaste Richard Brooks, « La dernière fois que j'ai vu Paris » (17 h 30, T.f.1).

Francis Jeanson, Cavanna, Robert Escarpit, etc. aux Visiteurs du dimanche soir : « Le rire » (20 h 30, F.r.3).

Au magazine Questionnaire : le professeur à Harvard Stanley Hoffmann (22 h 15, T.f.1).

Le super-classique du film fantastique (muet) : « Nosferatu », de Murnau (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 21

Tribune libre : le féminisme, dialogue entre Annie Leclerc et Christiane Rochefort (19 h 40, F.r.3).

Le premier « policier » de Lelouch, « Le voyou » (20 h 30, F.r.3).

Antoine Blondin commente un reportage de Jacques Ertaud sur le cyclisme, vu à travers un professionnel moyen, le 30e du classement général : « Le tour de France d'un coursier » (21 h 50, T.f.1).

MARDI 22

Tribune libre : l'hebdomadaire protestant « Réforme » (19 h 40, F.r.3).

Après un film de Carol Reed (« L'Indien »), un débat des Dossiers de l'écran sur la minorité la plus déshéritée des U.s.a. (20 h 30, A2).

Marginaux, paysans pas comme les autres... « Bambois ou la vie verte », une émission de Jean-Marie Drot (21 h 40, T.f.1).

MERCREDI 23

« L'invasion » vacancière en Ardèche... « Un été à Vallon », télé-film de Jean-Daniel Simon — voir aussi notre article p. 20 (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 24

Le Tour de France cycliste (15 h 55, A2).

Tribune libre : le journal « Rouge » (19 h 40, F.r.3).

Le Pr Jean Bernard au Grand Echiquier, avec Montand, Brassens, Georges Cziffra, Maurice Genevoix, etc. (20 h 30, A2).

Les « soixante minutes pour convaincre » — en faveur de la coopération — du ministre ivoirien Mohamed Diawara ; avec Mendès France, Senghor, René Dumont, etc. (21 h 30, T.f.1).

● **Radio :** « Trois jours pour la planète », une série exceptionnelle de France-Culture, sur les organismes internationaux (ce samedi, 14 h), la détente (lundi, 20 h 05), l'aide au tiers monde (mardi, 20 h 05), le Club de Rome (jeudi, 20 h 05)... Avec Samuel Pisar, Jacques Chonchol, René Dumont, Bulent Ecevit, etc.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034 ‹80 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux,

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

CHRÉTIENS ET SOCIALISTES

PAR ROGER FAJARDIE

On voit mal sur quoi pourrait, par hypothèse, déboucher un dialogue officiel entre des représentants du Parti socialiste et des représentants des religions chrétiennes ou de toute autre confession. S'il s'agit de parler des perspectives socialistes, la religion n'est pas un élément du débat. S'il s'agit de s'exprimer sur telle ou telle religion, chaque militant socialiste est personnellement libre ; le Parti socialiste n'est pas concerné.

Cette attitude est permanente et fondamentale parmi les socialistes. Elle a résisté aux condamnations répétées du socialisme par les papes d'hier. Elle s'est maintenue en dépit de la conjonction qui unit longtemps l'Eglise catholique et l'ordre établi, et l'amena à soutenir contre le monde du travail du XIXe siècle les régimes les plus conservateurs, la coupant ainsi largement de ses racines populaires. Toujours le Parti socialiste a considéré que les travailleurs catholiques étaient aussi des exploités et a affirmé que le vrai clivage était celui de la lutte de classes, et le vrai combat l'action pour arracher au patronat et au capitalisme de meilleures conditions d'existence. Jean Jaurès, Jules Guesde, Léon Blum, ne se sont jamais, à cet égard, exprimés autrement, et le principe selon lequel le choix éventuel d'une religion est affaire strictement privée a été maintes fois réaffirmé, notamment lors du congrès de Nancy qui, en 1929, consacra un large débat à ces problèmes. Dans le même temps, le développement industriel posait des problèmes de conscience à des animateurs d'action catholique et entraînait souvent, par exemple parmi les travailleurs du Nord et du Pas-de-Calais, des efforts qui, unissant des catholiques dont peu s'affirmaient socialistes et des socialistes parmi lesquels les croyants pratiquants étaient rares, permettaient pourtant de commencer à améliorer la condition ouvrière.

Depuis, les encycliques de Jean XXIII, et les actes du Concile Vatican II — notamment le schéma XIII — ont sensiblement contribué à modifier les données du problème. Il s'agit désormais de traduire dans le concret cette affirmation du cardinal Marty selon laquelle « la charité s'appelle aujourd'hui : engagement social ou politique, combat contre l'oppression de l'argent, partage réel des biens et des richesses ». Le rapport de Mgr Matagrin sur le thème « Politique, Eglise et foi », lors de l'Assemblée de l'Episcopat français en 1972, traduit cette situation nouvelle. Le fait significatif est la constatation de l'autonomie de la politique par rapport à la foi et, par conséquent, la reconnaissance du pluralisme des choix pour les catholiques.

Dès lors, leur nombre s'est rapidement accru au sein du Parti socialiste. Les Assises du socialisme, en octobre 1974, ont amplifié ce courant. Désormais, le Parti socialiste tend à prendre toute son ampleur. Il réunit des marxistes, mais aussi des militants dont la philosophie socialiste est fondée sur d'autres références. Cette diversité a favorisé l'insertion de sensibilités différentes et le Parti socialiste s'en est trouvé enrichi. Des socialistes ne sont pas chrétiens, d'autres le sont, certains ont une autre foi, ou bien sont athées ou agnostiques. Réunis, ils veulent changer la vie et ils ne cherchent pas, en tant que socialistes, à apporter de réponse au problème des origines et des fins dernières. Telle est la réalité, aujourd'hui, du Parti socialiste. Toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans l'effort entrepris pour construire le socialisme ont naturellement leur place dans son combat.

Nos lecteurs ont la parole

LE LYCEE DE CORBEIL ET LE RECTEUR DE VERSAILLES

A la suite de l'article concernant le proviseur du lycée de Corbeil (« l'Unité », n° 207), M. Pierre Albarède, recteur de l'académie de Versailles, nous a adressé, par voie d'huissier, la mise au point suivante :

« Je ne peux laisser passer sans réagir l'invraisemblable article de M. Jean-Pierre Moulins intitulé : « Corbeil : le fürher du lycée » et en particulier un paragraphe me visant intitulé : « beau-frère de Chirac » et qui parle du nouveau recteur de l'Académie de Versailles « Albarède qui a la particularité d'être le beau-frère de Jacques Chirac ». Or cette phrase ne révèle que la mauvaise information de M. Moulins puisque, contrairement à ce qu'il écrit, je n'ai aucun lien de parenté avec M. Jacques Chirac fût-ce par alliance. Une erreur aussi grossière démontre à l'évidence la totale absence de sérieux qui a présidé à la rédaction de l'article en question et, par voie de conséquence le mal fondé de toutes les imputations qu'il peut contenir, imputations qui perdent toute crédibilité du fait de la légèreté de leur auteur. »

Nous donnons volontiers acte à M. Albarède de cette erreur matérielle qui ne concerne cependant qu'une incidente de deux lignes dans un article d'une page entière citant au sujet du comportement scandaleux du proviseur du lycée de Corbeil une série de faits dont aucun n'a reçu le moindre démenti.

Quant à M. Albarède lui-même, nous sommes certains qu'il a pris connaissance avec le même intérêt que nous du texte que viennent de publier les personnels du rectorat de Versailles appartenant au Syndicat national de l'administration universitaire (Fen) :

« Les personnels du rectorat de Versailles se sont réunis en assemblée générale et ont décidé, massivement et unanimement, le dépôt d'un préavis de grève pour le mercredi 16 juin 1976.

« Ils demandent que les difficultés sérieuses de fonctionnement dues notamment à l'insuffisance de la dotation en postes budgétaires et au sous-encadrement chronique (62 % d'auxiliaires), ne soient pas aggravées par des méthodes autoritaires d'un autre âge. Ils entendent protester contre les mutations internes incessantes, le climat de pressions et de mouchardages, les manifestations quotidiennes d'arbitraire, l'intrusion de critères inavouables dans la gestion des personnels, dont la répétition a créé un véritable climat de crise.

« Ils exigent des garanties réelles de nature à assurer le respect de la dignité de chacun et l'instauration d'un climat de sérénité indispensable à la bonne marche du service public et à la sécurité des intérêts de tous les usagers ».

LES DROITS CIVIQUES EN R.F.A.

« C'est avec beaucoup de satisfaction que j'ai appris la déclaration de François Mitterrand portant sur la création d'un Comité pour la défense des droits civiques et professionnels en R.f.a.

Contrairement aux réactions officielles de mon parti, je vous assure de ma reconnaissance sincère et ma pleine sympathie. Sans aucun doute une très large partie des membres du S.p.d. éprouve les mêmes sentiments reconnaissants que moi. Merci, François Mitterrand, pour votre solidarité qui est totalement conforme aux meilleures traditions du mouvement ouvrier international !

Et si le président de la République, M. Scheel, et le gouvernement fédéral osent reprocher à François Mitterrand d'avoir défiguré la réalité ouest-allemande et commis une ingérence dans les affaires intérieures de la R.f.a., ils le font sans aucun droit moral. Ceux qui sans cesse refusent publiquement la prise du pouvoir de la gauche soit en France soit en Italie et qui aiment jouer le rôle du gendarme de l'Europe n'ont pas le droit de parler d'ingérence !

Quant à la réalité de mon pays, je vous assure que la répression est en train de s'aggraver et de créer un climat d'intimidation parmi la jeunesse ouvrière et étudiante. De plus en plus, les militants de la Jeunesse socialiste sont frappés par les Berufsverbote : Charlotte Niess, Erich Kretzer, Rainer Kordatzki, Rüdiger Offergeld, Wolf-Dieter Narr, Monika Retterath, Heinrich Reib, Gerd Bitterwolf, Rolf Eickmeier, Heinrich Leonhard, etc.

Mais en même temps les activités des militants du S.p.d. contre les Berufsverbote se multiplient. En Rhénanie-Westphalie, par exemple, nous avons créé un comité social-démocrate « Pour la défense des droits civiques ». L'appel publié par ce comité fut signé par 10 000 personnes environ. »

Manfred DEGEN, vice-président des Jeunes socialistes, fédération Rhénanie-Westphalie.

NON A ANNE GAILLARD

« Il y a trop d'optimisme dans votre jugement sur l'émission d'Anne Gaillard. Malgré vos quelques réserves, plus ou moins implicites, c'est une caution que vous apportez à cette animatrice, qui ne la mérite pas.

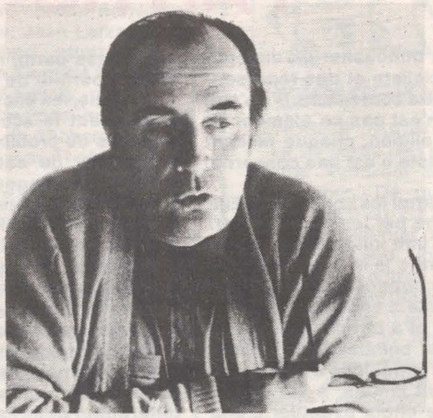
Pour ma part, je la trouve très bien accordée au régime qui a pour porte-parole MM. Poniatowski et Chirac. Du haut de son privilège d'animatrice de France-Inter, elle écrase et bouscule ses interlocuteurs avec une arrogance et une agressivité inadmissibles. Par ailleurs, le fait qui eut lieu au cours de l'émission que vous avez suivie (l'escamotage de ce qui était le problème principal), n'est pas exceptionnel, mais coutumier.

Pour ces raisons, je n'écoute plus les émissions d'Anne Gaillard ; mais j'entends encore des fidèles me parler d'elle. Cela confirme mon opinion. Elle flatte chez ses auditeurs ce qu'ils ont de moins bon : la tendance « redresseur de torts » sans réflexion suffisante, un certain goût pour la cruauté et la vengeance...

D'où mon étonnement de voir des socialistes confondre ce type d'émission (qui est valable) avec la façon dont elle est réalisée et conclure que, tout compte fait, le résultat est bon. »

Germaine BAILA, 37100 Tours

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

MARDI 15 JUIN

Par une dépêche de l'A.f.p., j'apprends que, dans une interview accordée à l'hebdomadaire allemand « Stern », Helmut Schmidt conteste ma prise de position sur les interdictions de droits civils et professionnels en Allemagne de l'Ouest. Le chancelier juge en effet que la création du comité de défense est « une méchante affaire, basée sur des faits inexacts », et qu'en m'y associant j'ai obéi à des motifs de politique intérieure française. Mais, un peu plus loin, allant à son tour au fond du problème, il précise qu'il ne pense pas « grand bien des tentatives de régler le problème des extrémistes dans la Fonction publique au moyen de décrets » et que « la meilleure solution serait de classer tous ces décrets et projets de loi dans les archives ». Je ne reprocherai pas à Helmut Schmidt ce discours peu cartésien dans ses affirmations successives. Hambourg n'est pourtant pas si loin qu'il paraît de La Haye. Mais je soupçonne Hegel d'être passé par là.

J'admire cette dialectique qui permet à la thèse et à l'antithèse de voisiner ainsi sans dommage, et je me réjouis de voir Helmut Schmidt combattre mes prémisses pour adopter mes conclusions. Car, si les faits que j'ai cités sont inexacts, on se demande pourquoi il faudrait expédier subitement « aux archives » une réglementation en vigueur depuis vingt-six ans et que le gouvernement fédéral n'avait pas, semble-t-il, songé à abolir jusqu'ici. Quand Helmut Schmidt me soupçonne d'être intervenu pour « des motifs de politique intérieure française », on devine qu'il sous-entend que j'aurais cédé aux pressions du Parti communiste. Georges Marchais, qui, en dépit de nos bonnes relations, pouvait s'interroger sur le degré d'influence que son parti exerce sur moi, sera étonné et ravi de l'opinion flatteuse qu'on s'en fait outre-Rhin. Mais mettons un point final à la querelle. Notre comité n'aura que des raisons de se dissoudre lorsque les sociaux-démocrates auront utilisé le prochain mandat que leur confiera, je l'espère, le peuple allemand pour classer « toutes les vilaines affaires » que l'esprit d'intolérance dénoncé par Alfred Grosser a laissées prospérer. Et je me garderai, de mon côté, de supposer qu'Helmut Schmidt, en niant ce qu'il reconnaît et en reconnaissant ce qu'il nie, ait obéi en quoi que ce soit à des motifs de politique intérieure allemande.

MERCREDI 16 JUIN, MATIN

Qu'appelle-t-on le « régime des partis » ? On se souvient que le général de Gaulle avait son idée là-dessus. L'autre jour, M. Lecanuet annonce, toutes affaires de Justice cessantes, que le salut de la République sera désormais assuré par la conjonction des républicains indépendants et des démocrates sociaux. La boule de billard touche la bande et carambole M. Chirac, qui, du coup, va dans le coin. Mais l'U.d.r. s'échauffe. Quoi ? on se permet de refaire la vieille droite sans elle ? Les joueurs s'affairent, s'absorbent dans une partie dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est ni celle de la France ni celle des Français. Quant à l'arbitre, il regarde au plafond. Il est clair, cependant, que la pratique politique remet chaque jour en question l'usage institutionnel de ces dix-huit dernières années. Lundi, à Versailles, plusieurs orateurs de la majorité ont souhaité l'avènement d'un système présidentiel, à la mode des Etats-Unis d'Amérique. Les orateurs de l'opposition ont demandé que soient respectés les droits du Parlement. Tous ont plaidé pour un meilleur équilibre des pouvoirs. Quelque chose est dans l'air. Les professeurs de droit public vont rentrer dans l'actualité.

J'avais, il y a deux ans, prévu que l'élection d'un président de la République minoritaire dans sa majorité transformerait la nature même de nos institutions. Il me paraît que M. Giscard d'Estaing médite aujourd'hui sur cette donnée de pur bon sens. Résoudra-t-il les contradictions de son septennat en changeant les institutions ou en changeant la majorité (je n'ai pas écrit : de majorité) ? Là est toute l'affaire. La presse de ce matin lui fournira à cet égard d'utiles sujets de réflexion. Lorsque le secrétaire général de l'U.d.r. avertit ou menace (je ne sais quel verbe choisir) : « Je suis partisan d'un remaniement ministériel », et que le président du groupe parlementaire du même parti surenchérit : « J'exclus tout à fait l'hypothèse d'un changement de Premier ministre », pour ajouter : « ... mais je suis pour un remaniement », on comprend que nous sommes plus proches du temps de M. Laniel que de celui de Charles de Gaulle. Depuis hier, c'est un certain M. Labbé qui nomme les Premiers ministres. Français, le saviez-vous ?

MERCREDI 16 JUIN, SOIR

Pierre Boutang ne me plaît pas par ce qu'il est et par ce qu'il professe ? Assurément. Son élection au poste de maître de conférences de philosophie à la Sorbonne m'inquiète ? N'en doutez pas. Me joindrai-je à la pétition des chercheurs et des enseignants qui s'élèvent contre ce choix ? Non. Car Pierre Boutang exerce son métier et, sur ce plan, le seul que j'aie ici à retenir, il le fait bien. Ses opinions, son fanatisme, le zèle inquisiteur qui l'ont souvent porté à des jugements excessifs, je ne les retourne pas contre lui. Ce n'est pas au nom de ses principes que je l'accepte, mais au nom des miens. Prière de ne pas confondre. Si je me servais de son enseignement pour le chasser de l'Université, cela démontrerait seulement que je serais devenu son disciple. Dieu m'en garde. Ma liberté ne vaut que si j'assume celle des autres. Parmi les signataires de la pétition, on me signale le nom de Jean Cassou, que je connais un peu et que je respecte beaucoup. Je m'enchante encore de son œuvre et je me répète souvent, pour le plaisir, la si parfaite traduction qu'il nous a donnée d'un bouquet de poèmes d'Hugo von Hoffmanstal :

« Une coupe au bord de la bouche
Il allait d'un si ferme pas... »

Jean Cassou, le corps en sang, a échappé de justesse à la mort dans les derniers jours de l'occupation allemande à Toulouse. Il a le droit de parler, de signer. Cassou contre Boutang, sans hésiter, vive Cassou ! Mais, cher Cassou, la liberté de nos adversaires, n'est-elle pas un peu la nôtre ?